

Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique

—

Rapport 2024

OCTOBRE 2024

FONDATION MO IBRAHIM

Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique

—

Rapport 2024

OCTOBRE 2024

FONDATION MO IBRAHIM

Table des matières

Avant-propos	7	Principaux résultats : Environnement durable	40
Cadre de l'IIAG 2024	8	Principaux résultats : Environnement des affaires et du travail	42
À propos de l'IIAG	10	Principaux résultats : Administration publique	44
Interprétation des résultats	11	Coup de projecteur : Progrès contrastés en matière d'Intégration régionale	46
Principaux résultats : Gouvernance globale	12	Détérioration préoccupante depuis 2014 pour environ 80 % de la population du continent en matière de <i>Sécurité et sûreté</i> , de <i>Participation</i> et de <i>Droits</i>	48
En moyenne sur le continent, la Gouvernance globale n'a fait pratiquement aucun progrès de 2014 à 2023 et reste au point mort depuis 2022	14	Environ 60 % de la population du continent fait face à un déclin dans les domaines suivants : <i>Redevabilité et transparence</i> , <i>État de droit et justice</i> , <i>Protection sociale et services sociaux</i>	51
Rebattage de cartes au niveau des pays	15	Coup de projecteur : Dix indicateurs à surveiller : les régressions les plus fortes entre 2014 et 2023	53
Bouleversement en tête de classement de la <i>Gouvernance globale</i>	16	Opinion d'expert : Horst Köhler , ancien Président de la République fédérale d'Allemagne (2004-2010), membre du Conseil de la Fondation Mo Ibrahim	54
Les détériorations les plus sévères s'étendent d'un bout à l'autre du classement continental	18	Opinion d'expert : Pr. Enock Nyorekwa Twinoburyo , économiste principal, Centre des ODD pour l'Afrique (SDGC/A), membre du Comité consultatif de l'IIAG	55
Les progressions les plus remarquables se répartissent également d'un bout à l'autre du classement	18	Principaux résultats : Sécurité et sûreté	56
Coup de projecteur : Quinze pays africains à surveiller	19	Principaux résultats : Participation	58
Des trajectoires nettement divergentes selon les dimensions de gouvernance	22	Principaux résultats : Droits	60
Près de 90 % de la population du continent a bénéficié de progrès en matière d' <i>Infrastructures</i> , de <i>Parité</i> et de <i>Santé</i> au cours de la décennie sous revue. Dans ces domaines, les progrès se sont même accélérés dans une majorité de pays à partir de 2019	23	Principaux résultats : Redevabilité et transparence	62
Coup de projecteur : Dix indicateurs à surveiller – les plus fortes progressions entre 2014 et 2023	25	Principaux résultats : État de droit et justice	64
Tableau de bord IIAG 2024 – Afrique (moyenne continentale)	26	Principaux résultats : Protection sociale et services sociaux	66
Opinion d'expert : Sara Tawfik Hamouda , responsable de l'Unité Agenda 2063/ODD et de la gouvernance continentale, membre du Comité consultatif de l'IIAG	27	Principaux résultats : Inclusion et égalité	68
Opinion d'expert : Pr. Enock Nyorekwa Twinoburyo , économiste principal, Centre des ODD pour l'Afrique (SDGC/A), membre du Comité consultatif de l'IIAG	28	Principaux résultats : Lutte contre la corruption	70
Opinion d'expert : Pr. Adeelah Kodabux , directrice de LEDA Research and Advocacy, Maurice, membre du Comité consultatif de l'IIAG	29	Opinion d'expert : Pr. Cristina D'Alessandro , Centre d'études en gouvernance, Université d'Ottawa, Canada, membre du Comité consultatif de l'IIAG	72
Principaux résultats : Infrastructures	30	Opinion d'expert : Joseph Asunka , PDG d'Afrobarometer, membre du Comité consultatif de l'IIAG	73
Principaux résultats : Parité	32	Les perceptions des citoyens se détériorent fortement, même lorsque les dimensions correspondantes de gouvernance progressent	74
Principaux résultats : Santé	34	Coup de projecteur : La disponibilité des données	75
Principaux résultats : Éducation	36	demeure un défi de taille : malgré des avancées significatives, il reste crucial de remédier aux faiblesses et aux lacunes qui persistent	
Progrès pour une grande majorité de la population du continent africain dans les domaines <i>Environnement durable</i> , et <i>Environnement des affaires et du travail</i> , bien que le rythme de progression ait ralenti à partir de 2019	38	Principaux résultats : Économie rurale	76
		Définitions et sources des indicateurs de l'IIAG	78
		Références	84



« L'IIAG 2024 nous rappelle sobrement la menace que l'aggravation de la crise sécuritaire et le rétrécissement de l'environnement participatif font peser sur les progrès du continent. Certes, cette situation reflète aussi la crise mondiale. L'escalade des conflits et la méfiance croissante à l'égard des institutions et des valeurs démocratiques ne sont pas le seul apanage de l'Afrique. Elles s'observent partout dans le monde. Toutefois, cette situation est particulièrement préoccupante en Afrique, car elle menace les progrès accomplis en matière de développement économique et social, et ceux qui restent à réaliser.

Pour autant, ne réduisons pas la question de la gouvernance du continent à une simple moyenne. Notre continent est immense, constitué de 54 pays, avec des trajectoires très différentes, où se côtoient réussites remarquables pour certains et signaux préoccupants pour d'autres. Indubitablement, les détériorations observées au Soudan, dans les pays du Sahel, en RDC, en Tunisie et à Maurice sont préoccupantes. Mais en même temps, les progrès significatifs réalisés par des pays comme le Maroc, la Côte d'Ivoire, les Seychelles, l'Angola et le Bénin – notamment dans des secteurs clés comme les *Infrastructures* et la *Parité* – démontrent ce qui peut être accompli et suscitent l'optimisme. »

Mo Ibrahim, fondateur et président de la Fondation Mo Ibrahim

Avant-propos

Fondateur et président
de la Fondation Mo Ibrahim

L'IIAG 2024 impose la réflexion : après des années de progrès constants, la gouvernance globale de l'Afrique marque le pas, à l'arrêt total depuis 2022. Pour près de la moitié de la population du continent, le niveau de gouvernance globale est inférieur en 2023 à celui de 2014. Le principal moteur de cette évolution est l'aggravation de la crise sécuritaire et le rétrécissement de l'espace participatif sur la quasi-totalité du continent. Certes, cette situation reflète aussi les dynamiques mondiales. L'escalade des conflits et la méfiance croissante à l'égard des institutions démocratiques ne sont pas le seul apanage de l'Afrique. Elles s'observent partout dans le monde. Mais cette situation est particulièrement préoccupante en Afrique, car elle met en cause les progrès accomplis en matière de développement économique et social, et ceux qui restent à accomplir.

Pour autant, ne réduisons pas trop rapidement l'état de la gouvernance en Afrique à une simple moyenne. Notre continent est immense, constitué de 54 pays, avec des trajectoires très différentes, où se côtoient réussites remarquables pour certains et signaux préoccupants pour d'autres. Indubitablement, les détériorations observées au Soudan, dans les pays du Sahel, en RDC, en Tunisie et à Maurice sont préoccupantes. Mais, d'autres pays, comme le Maroc, les Seychelles, la Côte d'Ivoire, le Bénin ou l'Angola ont réalisé des progrès considérables au cours de la décennie 2014-2023. En progressant de 10 points – bien plus que la modeste moyenne continentale, dont l'évolution se limite à un point – les Seychelles ont dépassé Maurice et prennent le premier rang en matière de *Gouvernance globale* en 2023.

Il est préoccupant de constater que les domaines liés à la sécurité et à la démocratie se sont détériorés pour la grande majorité des Africains, puisque plus de 77 % de la population du continent vit dans un pays où ces deux dimensions cruciales sont pires en 2023 qu'en 2014. Mais, il existe aussi des domaines dans lesquels des améliorations tangibles ont été observées. Il est réjouissant de constater que les progrès les plus importants au niveau continental ont été réalisés dans les domaines des infrastructures et de la parité – deux domaines très différents, bien sûr, mais tous deux essentiels.

La disponibilité des données reste un enjeu. Sans données fiables, il n'est pas de politique publique judicieuse. Il est essentiel de savoir d'où l'on part, où l'on souhaite arriver, et si on y arrive correctement. Depuis l'origine, la Fondation joue un rôle de premier plan dans le renforcement des statistiques africaines et continue de soutenir des sources de données clés. Je me réjouis de constater les progrès réalisés en matière de disponibilité des données, tant en termes de couverture géographique que dans des domaines essentiels comme la redevabilité et la transparence, la corruption, l'inclusion et l'égalité. Mais, il reste encore beaucoup à faire. Il faut poursuivre cet engagement car d'importantes lacunes demeurent dans des domaines cruciaux comme l'économie rurale, les capacités sanitaires, l'emploi des jeunes et les inégalités économiques.

Il reste que l'un des aspects les plus frappants de ce rapport est l'écart entre les améliorations en matière de gouvernance et les perceptions des citoyens africains. Même si les gouvernements progressent dans des domaines tels que les infrastructures et les opportunités économiques, trop nombreux sont les citoyens africains qui se sentent laissés pour compte, estimant qu'il n'y a pas d'améliorations tangibles dans leur vie quotidienne ou, du moins, que leurs attentes ne sont pas satisfaites. Il faut redoubler d'efforts pour faire en sorte que les progrès réalisés se fassent sentir dans la vie quotidienne de nos concitoyens, et mieux en rendre compte lorsque c'est le cas. Car les attentes non satisfaites, surtout chez les jeunes, alimentent frustration et colère, principaux déclencheurs de troubles et de conflits.



GOUVERNANCE GLOBALE



SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT

Sécurité et sûreté



- Absence de conflit armé
- Absence de violences à l'encontre de la population civile
- Absence de migration forcée
- Absence de traite des personnes et de travail forcé
- Absence de criminalité
- Perception des citoyens en matière de sécurité et de sûreté

État de droit et justice



- Respect de l'état de droit par le pouvoir exécutif
- Impartialité du système judiciaire
- Procédures judiciaires
- Égalité devant la loi
- Application de la loi
- Droits de propriété
- Perception des citoyens en matière d'état de droit

Redevabilité et transparence



- Contrepouvoirs institutionnels
- Absence d'influence indue
- Contrepouvoirs civiques
- Transparence des archives publiques
- Accès aux archives publiques
- Perception des citoyens en matière de redevabilité

Lutte contre la corruption



- Dispositifs anti-corruption
- Absence de corruption au sein des institutions d'État
- Absence de corruption au sein du secteur public
- Procédures de passation des marchés publics
- Absence de corruption au sein du secteur privé
- Perception des citoyens en matière de lutte contre la corruption



PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION

Participation



- Libertés d'association et de réunion
- Pluralisme politique
- Espace accordé à la société civile
- Élections démocratiques
- Gouvernance délibérative et participative
- Perception des citoyens en matière de participation politique

Droits



- Libertés individuelles
- Liberté d'expression et de croyance
- Liberté des médias
- Liberté numérique
- Protection contre la discrimination
- Perception des citoyens en matière de liberté d'expression

Inclusion et égalité



- Égalité en matière de pouvoir politique
- Égalité en matière de représentation politique
- Égalité en matière de libertés individuelles
- Égalité en matière d'opportunités socioéconomiques
- Égalité en matière d'accès aux services publics
- Perception des citoyens en matière d'inclusion et d'égalité

Parité



- Pouvoir et représentation politiques des femmes
- Égalité en matière de droits et de libertés individuelles des femmes
- Opportunités socioéconomiques pour les femmes
- Égalité d'accès des femmes aux services publics
- Législation contre les violences à l'encontre des femmes
- Perception des citoyens en matière de leadership féminin



FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

Administration publique

- État civil
- Capacité du système statistique
- Efficacité de l'administration
- Mobilisation des ressources fiscales
- Gestion budgétaire et financière
- Perception des citoyens en matière de facilité d'obtention d'un document d'identité

Environnement des affaires et du travail

- Intégration régionale
- Diversification économique
- Régulation des affaires et de la concurrence
- Accès à des services bancaires
- Relations du travail
- Fiabilité des opportunités d'emploi
- Perception des citoyens en matière d'opportunités économiques

Infrastructures

- Réseaux de transport
- Accès à l'énergie
- Communications mobiles
- Accès numérique
- Réseau de transport et postal
- Perception des citoyens en matière d'infrastructures

Économie rurale

- Accès au foncier et à l'eau en milieu rural
- Accès au marché en milieu rural
- Soutien de l'économie rurale
- Représentation et participation en milieu rural



DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Santé

- Accès aux soins de santé
- Accès à l'eau et à l'assainissement
- Contrôle des maladies contagieuses
- Contrôle des maladies non contagieuses
- Santé infantile et maternelle
- Qualité de la santé
- Perception des citoyens en matière de prestation des soins de santé

Éducation

- Égalité en matière d'éducation
- Scolarisation
- Achèvement des études
- Ressources humaines dans l'enseignement
- Qualité du système éducatif
- Perception des citoyens en matière de services éducatifs

Protection sociale et services sociaux

- Filets de protection sociale
- Politiques de lutte contre la pauvreté
- Correction des inégalités socioéconomiques
- Logement décent
- Sécurité alimentaire
- Perception des citoyens en matière de protection sociale et pauvreté vécue

Environnement durable

- Protection de l'environnement
- Respect de la politique environnementale
- Qualité de l'air
- Utilisation durable des terres et des forêts
- Protection de la biodiversité terrestre et aquatique

Publié depuis 2007, l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) évalue les performances de chaque pays africain en matière de gouvernance sur les dix dernières années pour lesquelles les données sont disponibles.

La Fondation Mo Ibrahim définit la gouvernance comme la fourniture de biens publics dans les domaines politique, social, économique et environnemental que chaque citoyen est en droit d'attendre de l'État, et que tout État est tenu de délivrer à ses citoyens.

L'IIAG 2024 couvre la décennie 2014-2023. Les données de l'IIAG 2024 proviennent de 49 sources différentes, qui fournissent 322 variables regroupées en 96 indicateurs. L'ensemble de données de l'IIAG 2024 comprend au total plus de 265 000 données.

Les 96 indicateurs de l'IIAG sont regroupés en 16 sous-catégories et quatre catégories (*Sécurité et état de droit ; Participation, droits et inclusion ; Fondements des opportunités économiques ; Développement humain*), qui composent le score de *Gouvernance globale*.

Chacune de ces quatre catégories est composée de quatre sous-catégories. Chacune des 16 sous-catégories est composée de quatre à sept indicateurs. Dans la mesure du possible, chaque sous-catégorie comprend un indicateur composé de variables de perception des citoyens produites par Afrobarometer. Près de 95 % des indicateurs de l'IIAG 2024 (90 sur 96) sont des indicateurs consolidés, comprenant plus d'une variable provenant d'une ou de plusieurs sources.

Catégories	Sous-catégories
Sécurité et état de droit	Sécurité et sûreté État de droit et justice Redevabilité et transparence Lutte contre la corruption
Participation, droits et inclusion	Participation Droits Inclusion et égalité Parité
Fondements des opportunités économiques	Administration publique Environnement des affaires et du travail Infrastructures Économie rurale
Développement humain	Santé Éducation Protection sociale et services sociaux Environnement durable

Quatre critères principaux peuvent être utilisés pour analyser la performance d'un pays ou une dimension de gouvernance : le score de la dernière année disponible, le rang de la dernière année disponible, le changement réalisé au cours de la décennie sous revue et la trajectoire suivie sur la décennie.

Scores et classements

Arrondis à une décimale près, les scores de l'IIAG quantifient la performance d'un pays pour chaque indicateur de gouvernance, exprimée sur 100,0 (100,0 représentant le meilleur score), et ce pour chaque année.

Calculés à partir des scores respectifs, les classements sont exprimés sur 54. Lorsque deux pays ont le même score, ils occupent le même rang (*ex aequo*).

Évolutions et trajectoires

L'évolution sur dix ans mesure le changement de score entre la première et la dernière année de la série.

La trajectoire constitue un quatrième niveau d'analyse, qui complète le score, le classement et l'évolution sur dix ans. La trajectoire compare le taux annuel moyen de variation au cours des cinq dernières années (2019-2023) à celui de l'ensemble de la décennie (2014-2023). Cette comparaison permet de déceler les signes précurseurs d'un changement d'orientation et de rythme des trajectoires suivies.

Trajectoire	Caractéristique
Progression accélérée	Le score 2023 est meilleur qu'en 2014, avec une accélération du taux de progression à partir de 2019
Progression ralentie	Le score 2023 est meilleur qu'en 2014, mais le progrès ralentit à partir de 2019
Signal d'alerte	Le score 2023 reste meilleur que celui de 2014 ou n'a pas évolué, mais il régresse à partir de 2019
Redressement	Le score 2023 reste inférieur à celui de 2014 ou n'a pas évolué, mais il s'améliore à partir de 2019
Détérioration ralentie	Le score 2023 est inférieur à celui de 2014, mais la détérioration s'atténue à partir de depuis 2019
Détérioration accélérée	Le score 2023 est inférieur à celui de 2014 et la détérioration s'accélère depuis 2019



Gouvernance globale

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

Score 2023 (sur 100,0)	49,3
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	+1,0
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	Progression ralentie

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

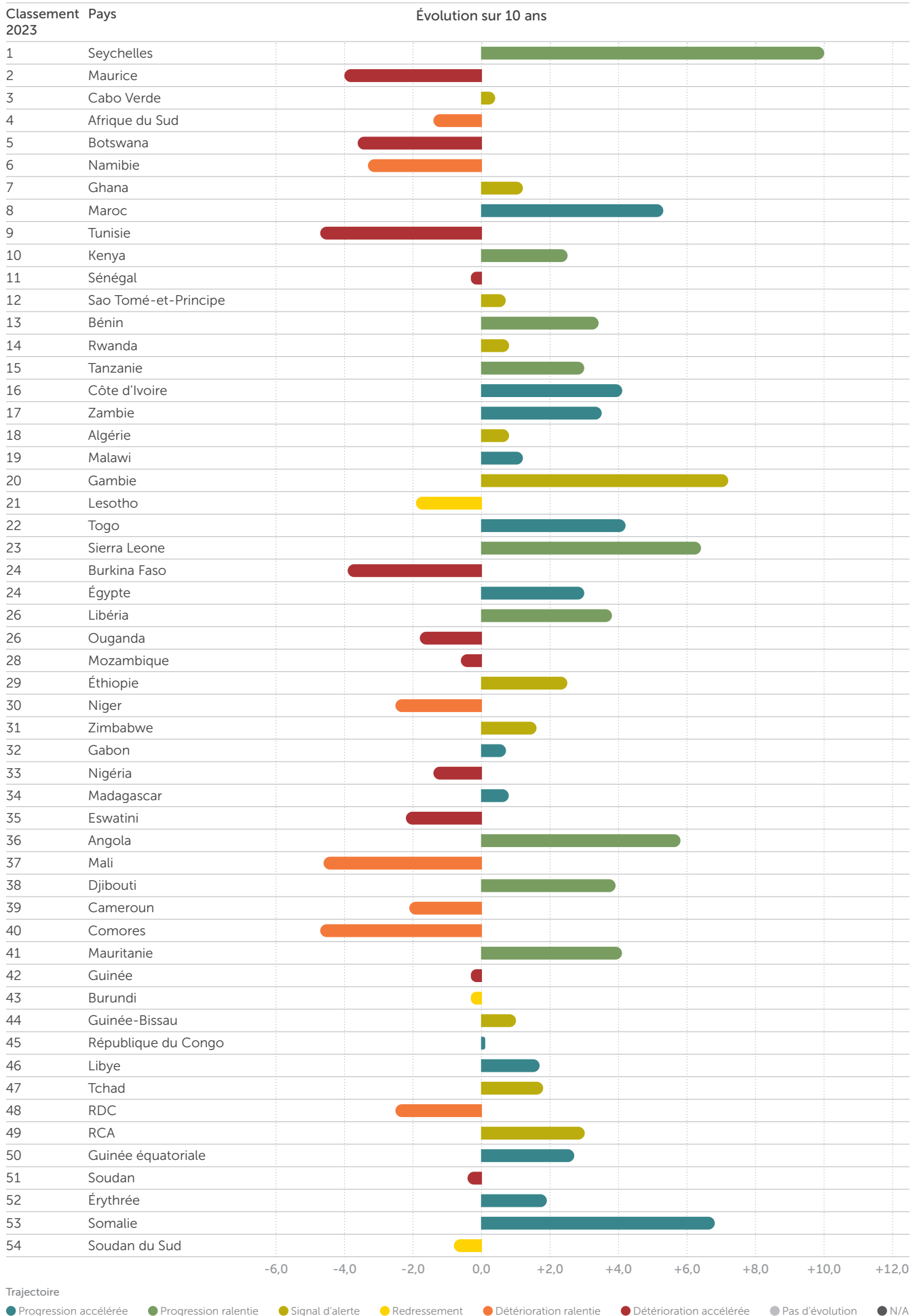


Plus forte progression	Seychelles
Évolution 2014-2023	+10,0
Score/Classement (2023)	75,3/1 ^{er}
Plus forte détérioration	Comores et Tunisie
Évolution 2014-2023	-4,7
Score/Classement (2023)	42,8/40 ^e et 61,2/9 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)	
Sécurité et état de droit	47,9	-1,6	
Participation, droits et inclusion	48,7	-0,2	
Fondements des opportunités économiques	48,9	+2,8	
Développement humain	51,6	+2,9	

Gouvernance globale : classement 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

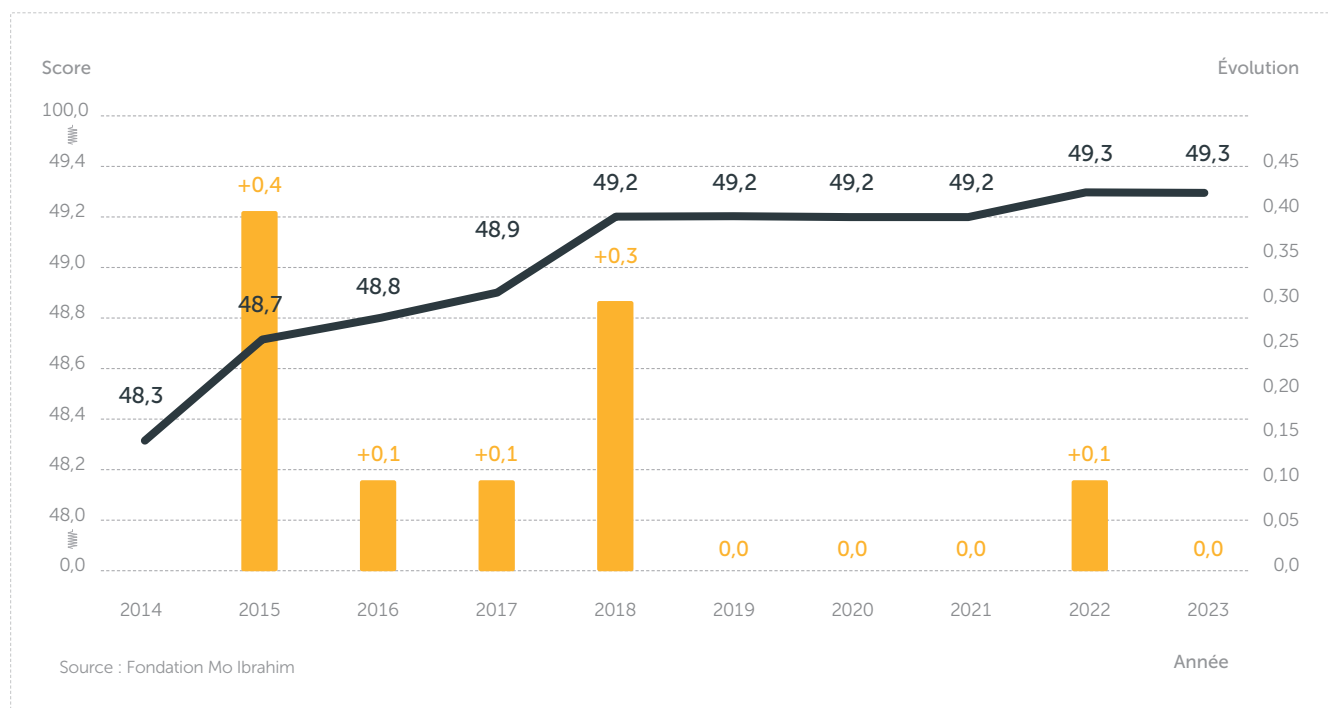
Source : Fondation Mo Ibrahim



En moyenne sur le continent, la *Gouvernance globale* n'a fait pratiquement aucun progrès entre 2014 et 2023 et est au point mort depuis 2022

L'IAG 2024 met en évidence une stagnation de la *Gouvernance globale* en moyenne sur le continent entre 2014 et 2023. Avec un score de 49,3 en 2023, les progrès se limitent à +1,0 point ; la situation est quasiment inchangée depuis 2018 et les progrès ont complètement stagné depuis 2022.

Afrique : scores et changement annuels (2014-2023) en matière de *Gouvernance globale*



Au cours de la décennie sous revue, 33 pays hébergeant un peu plus de la moitié (52,1 %) de la population du continent ont progressé en matière de *Gouvernance globale*. Pour 13 d'entre eux (Côte d'Ivoire, Égypte, Érythrée, Gabon, Guinée équatoriale, Libye, Madagascar, Malawi, Maroc, République du Congo, Somalie, Togo, Zambie), hébergeant plus d'un cinquième (20,5 %) de la population du continent, les progrès se sont même accélérés au cours de la seconde moitié de la période.

Cependant, pour les 21 pays restants, hébergeant 47,9 % de la population du continent, le niveau de *Gouvernance globale* est plus faible en 2023 qu'en 2014. Pour 11 d'entre eux (Botswana, Burkina Faso, Eswatini, Guinée, Maurice, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Sénégal, Soudan, Tunisie), représentant près d'un tiers (29,3 %) de la population du continent, la détérioration s'est même aggravée au cours de la seconde moitié de la décennie.

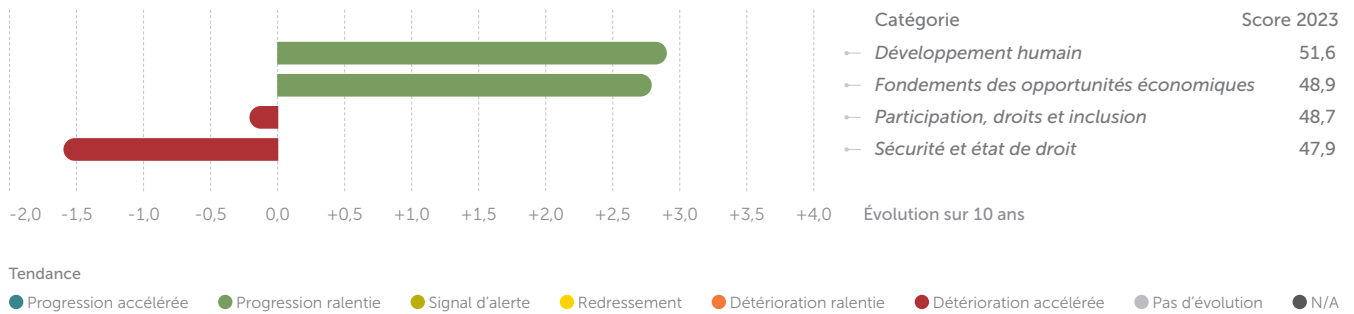
Cette tendance générale préoccupante résulte de la détérioration continue de la dimension *Sécurité et état de droit*, qui a enregistré la plus forte détérioration depuis 2014 (-1,6 point), ainsi que, dans une moindre mesure, de la trajectoire irrégulière de la dimension *Participation, droits et inclusion*, qui accuse une perte de 0,2 point entre 2014 et 2023. Au sein de ces catégories, la détérioration est la plus marquée en matière de *Sécurité et sûreté* et de *Participation*, avec une perte de 5,0 et 4,5 points respectivement, tandis que *Droits* (-2,8) et *Redevabilité et transparence* (-1,4) ont également régressé, mais dans une moindre mesure.

Le score obtenu en 2023 en matière de *Gouvernance globale* est meilleur qu'en 2014 pour 52,1 % de la population du continent africain

À partir de 2018, la performance continentale en matière de *Gouvernance globale* n'enregistre aucune progression, à l'exception d'une augmentation marginale de 0,1 point en 2022

Afrique : catégories – scores, évolution sur 10 ans et trajectoires (2014-2023)

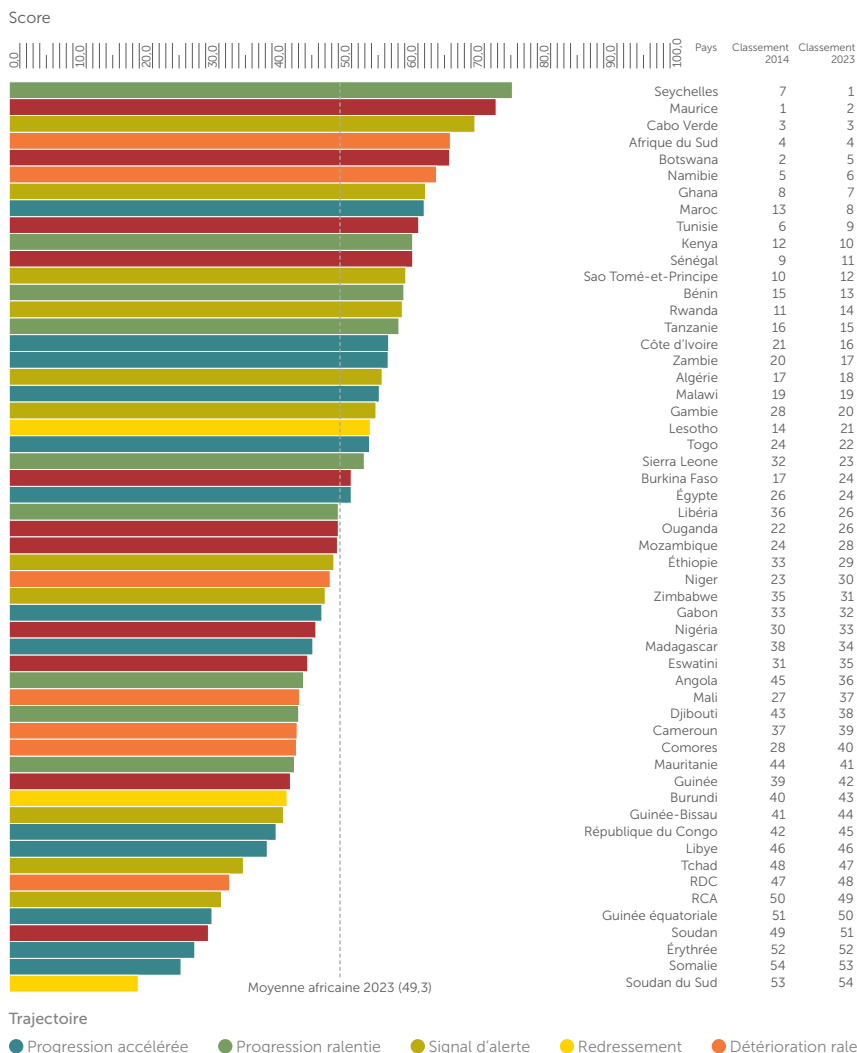
Source : Fondation Mo Ibrahim



En parallèle, *Développement humain* (+2,9) et *Fondements des opportunités économiques* (+2,8) ont progressé au cours de la décennie sous revue. Mais les progrès ralentissent à partir de 2019. Ce ralentissement concerne toutes les sous-catégories sous-jacentes de ces deux catégories depuis 2019, sauf dans *Santé*, dont la progression s'est accélérée, et *Protection sociale et services sociaux*, restée au même niveau.

Remaniements et évolutions inattendues au niveau des pays

Pays africains : score 2023, trajectoire 2014-2023 et classement (2014/2023) en matière de *Gouvernance globale*



Tendances préoccupantes dans les pays en tête de peloton et tendances encourageantes dans les pays en queue de peloton

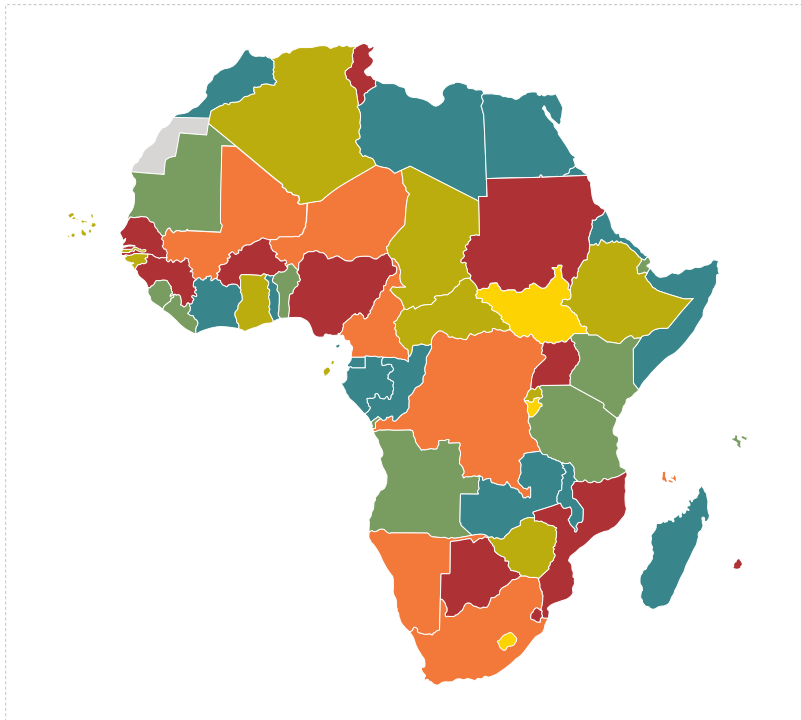
Pays en tête de peloton affichant une détérioration accélérée : Maurice (2^e), Botswana (5^e) et Tunisie (9^e).

Pays en queue de peloton affichant une progression accélérée : République du Congo (45^e), Libye (46^e), Guinée équatoriale (50^e), Érythrée (52^e) et Somalie (53^e).

Source : Fondation Mo Ibrahim

13 pays sur une trajectoire de progression accélérée, 11 pays sur une trajectoire d'aggravation de la détérioration

Afrique : Trajectoires 2014-2023 en matière de *Gouvernance globale*



Au cours de la décennie 2014-2023, les performances en matière de *Gouvernance globale* se sont améliorées pour 33 pays, et se sont détériorées pour les 21 restants

Trajectoire

- Progression accélérée
- Progression ralentie
- Signal d'alerte
- Redressement
- Détérioration ralentie
- Détérioration accélérée

Source : Fondation Mo Ibrahim

Progression accélérée (13 pays) : Côte d'Ivoire, Égypte, Érythrée, Gabon, Guinée équatoriale, Libye, Madagascar, Malawi, Maroc, République du Congo, Somalie, Togo, Zambie

Détérioration accélérée (11 pays) : Botswana, Burkina Faso, Eswatini, Guinée, Maurice, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Sénégal, Soudan, Tunisie

Signal d'alerte (11 pays) : Algérie, Cabo Verde, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, RCA, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Tchad, Zimbabwe

Progression ralentie (9 pays) : Angola, Bénin, Djibouti, Kenya, Libéria, Mauritanie, Seychelles, Sierra Leone, Tanzanie

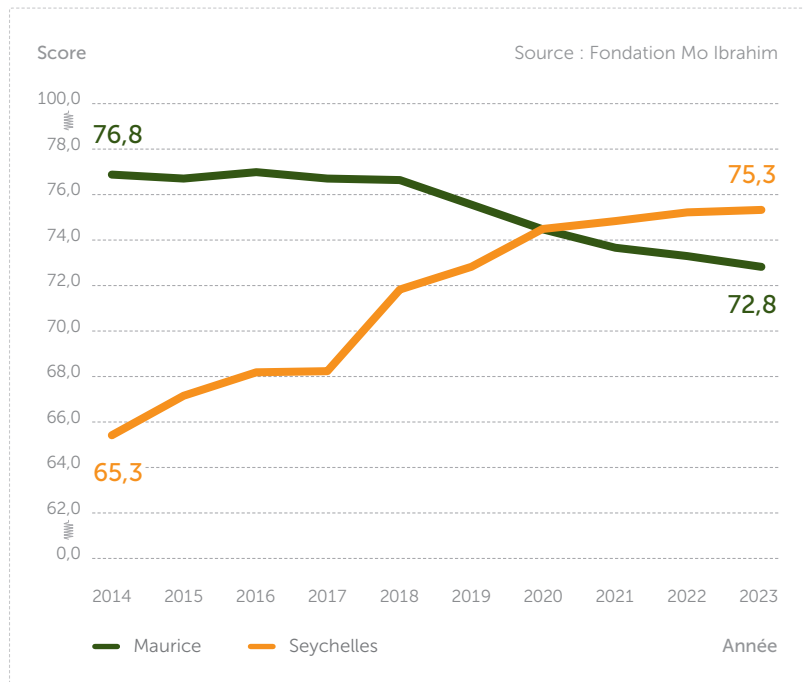
Détérioration ralentie (7 pays) : Afrique du Sud, Cameroun, Comores, Mali, Namibie, Niger, RDC

Redressement (3 pays) : Burundi, Lesotho, Soudan du Sud

Bouleversement en tête du classement de la *Gouvernance globale*

Les Seychelles ont dépassé Maurice en 2020, et se classent désormais au 1^{er} rang. Les Seychelles sont à la fois le pays le plus performant et celui ayant le plus progressé de l'ensemble du continent, avec un gain impressionnant de 10,0 points au cours de la décennie, partant du 7^e rang en 2014. Pendant ce temps, Maurice suit une trajectoire opposée, marquée par une aggravation de la détérioration au cours de la décennie, perdant 4,0 points.

Seychelles et Maurice : Scores (2014-2023) en matière de *Gouvernance globale*



En outre, au sein des 10 pays en tête de classement, les tendances sont très divergentes, allant d'une progression accélérée pour le Maroc à une détérioration accélérée pour Maurice, le Botswana et la Tunisie.

Dix premiers pays	Classement 2014	Classement 2023	Trajectoire
Seychelles	7	1	●
Maurice	1	2	●
Cabo Verde	3	3	●
Afrique du Sud	4	4	●
Botswana	2	5	●
Namibie	5	6	●
Ghana	8	7	●
Maroc	13	8	●
Tunisie	6	9	●
Kenya	12	10	●

Quatre des 10 pays en tête de classement – Botswana, Maurice, Namibie et Tunisie – figurent également parmi les 10 pays ayant le plus régressé au cours de la décennie

Classement

- Amélioration du classement
- Baisse du classement
- Pas d'évolution

Trajectoire

- Progression accélérée
- Progression ralentie
- Signal d'alerte
- Redressement
- Détérioration ralentie
- Détérioration accélérée

Source : Fondation Mo Ibrahim

Le Maroc et le Kenya se hissent parmi les dix premiers pays en matière de *Gouvernance globale* en 2023, alors qu'ils occupaient respectivement les 13^e et 12^e rangs en 2014

Le Sénégal et Sao Tomé-et-Principe, en revanche, ont quitté les dix premiers rangs du classement, se classant respectivement 11^e et 12^e en 2023

Les plus fortes détériorations s'étendent d'un bout à l'autre du classement

Outre Maurice, trois des dix pays en tête de classement figurent également parmi les dix pays ayant le plus régressé sur le continent, enregistrant des baisses de l'ordre de 5,0 points : Tunisie (-4,7/9^e), Maurice (-4,0/2^e), Botswana (-3,6/5^e) et Namibie (-3,3/6^e).

Dix pays ayant le plus régressé	Évolutionsur 10 ans	Classement 2023
Comores	-4,7	40
Tunisie	-4,7	9
Mali	-4,6	37
Maurice	-4,0	2
Burkina Faso	-3,9	24
Botswana	-3,6	5
Namibie	-3,3	6
RDC	-2,5	48
Niger	-2,5	30
Eswatini	-2,2	35

Source : Fondation Mo Ibrahim

Les plus fortes progressions se répartissent également d'un bout à l'autre du classement continental

Six pays, situés du 1^{er} au 53^e rang, enregistrent les plus fortes progressions, supérieures à +5,0 points : Seychelles (+10,0/1^{er}), Gambie (+7,2/20^e), Somalie (+6,8/53^e), Sierra Leone (+6,4 /23^e), Angola (+5,8/36^e) et Maroc (+5,3/8^e).

Dix pays ayant le plus progressé	Évolution sur 10 ans	Classement 2023
Seychelles	+10,0	1
Gambie	+7,2	20
Somalie	+6,8	53
Sierra Leone	+6,4	23
Angola	+5,8	36
Maroc	+5,3	8
Togo	+4,2	22
Côte d'Ivoire	+4,1	16
Mauritanie	+4,1	41
Djibouti	+3,9	38

Source : Fondation Mo Ibrahim



Les Comores et la Tunisie apparaissent comme les deux pays ayant enregistré les régressions les plus marquées au cours de la décennie



La RDC, 4^e pays le plus peuplé d'Afrique, se classe au 48^e rang et suit une trajectoire de détérioration qui se ralentit à compter de 2014



Le Togo, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie et Djibouti ont également enregistré des progrès significatifs, avec des augmentations d'environ quatre points au cours de la décennie

Onze pays présentant des signaux d'alerte

Onze pays présentent des *signaux d'alerte* : bien que les scores obtenus en 2023 soient meilleurs qu'en 2014, ils enregistrent une détérioration à compter de 2019. Cabo Verde (+0,4/3^e), Ghana (+1,2/7^e), Sao Tomé-et-Principe (+0,7/12^e), Rwanda (+0,8/14^e), Algérie (+0,8/18^e), Gambie (+7,2/20^e), Éthiopie (+2,5/29^e), Zimbabwe (+1,6/31^e), Guinée-Bissau (+1,0/ 44^e), Tchad (+1,8/47^e) et RCA (+3,0/49^e).

Quinze pays à surveiller

Angola : 5^e pays ayant le plus progressé sur le continent, avec des progrès dans 15 des 16 sous-catégories entre 2014 et 2023

En matière de *Gouvernance globale*, l'Angola progresse de 5,8 points au cours de la décennie, grimpant de neuf rangs dans le classement continental, du 45^e au 36^e rang. Malgré un ralentissement des progrès depuis 2019, l'Angola affiche la cinquième plus forte progression du continent au cours de la décennie.

De façon remarquable, l'Angola enregistre des progrès dans 15 des 16 sous-catégories, avec seulement un recul de 2,9 points dans la sous-catégorie *Sécurité et sûreté*. Par ailleurs, l'Angola enregistre la deuxième plus forte amélioration en matière de *Lutte contre la corruption*, avec une progression de 17,9 points au cours de la décennie.

Dans cette sous-catégorie, le pays progresse dans cinq des six indicateurs sous-jacents, dont quatre qui enregistrent une progression supérieure à 20,0 points, certains atteignant même +32,1 (*Dispositifs anti-corruption*).

Botswana : toujours au 5^e rang, mais 6^e pays ayant le plus régressé

En matière de *Gouvernance globale*, avec un score de 65,8 en 2023, le Botswana conserve un score nettement supérieur à la moyenne continentale de 49,3 et se maintient au 5^e rang. Cependant, affichant une trajectoire de détérioration accélérée (-3,6), le Botswana est le 6^e pays ayant le plus régressé au cours de la décennie.

Parmi les 16 sous-catégories de l'IIAG, dix se sont détériorées, dont trois avec des baisses à deux chiffres. Le plus fort recul concerne *Lutte contre la corruption* (-15,8).

Plus de la moitié des indicateurs de l'IIAG (55) se sont détériorés, dont 23 avec des baisses à deux chiffres. En tête de liste, on trouve *Perception des citoyens en matière d'opportunités économiques* (-37,2), *Procédures de passation des marchés publics* (-30,7) et *Dispositifs anti-corruption* (-28,5).

En revanche, 36 indicateurs se sont améliorés, dont 11 affichant des progressions à deux chiffres. Les avancées les plus notables concernent *Accès numérique* (+37,4), *Qualité de la santé* (+22,6) et *Protection contre la discrimination* (+19,4).

Côte d'Ivoire : des progrès économiques remarquables, mais un recul en matière de *Participation*

En matière de *Gouvernance globale*, la Côte d'Ivoire a progressé de 4,1 points entre 2014 et 2023, une évolution qui s'est encore intensifiée à partir de 2019. Le pays atteint le 16^e rang en 2023, parti du 21^e en 2014. Toutefois, cette trajectoire positive sur la décennie est freinée par une baisse significative en matière de *Participation* (-6,4), la sous-catégorie ayant le plus régressé dans le pays.

Au cours de la dernière décennie, le pays a réalisé des progrès impressionnants en matière d'*Environnement durable* (+15,5), d'*Infrastructures* (+13,8) et d'*Environnement des affaires et du travail* (+11,1). La Côte d'Ivoire figure en effet parmi les quatre pays du continent ayant enregistré une progression à deux

chiffres (+11,1) depuis 2014 en matière d'*Environnement des affaires et du travail*, grâce à des avancées significatives en matière de *Relations du travail* (+29,4) et de *Régulation des affaires et de la concurrence* (+20,6).

RDC : 8^e pays ayant le plus régressé sur le continent

En matière de *Gouvernance globale*, la RDC se classe au 48^e rang en 2023, avec un score de 32,8. C'est le 8^e pays ayant le plus régressé depuis 2014 en matière de *Gouvernance globale*.

Au niveau des sous-catégories, la RDC a enregistré une détérioration dans 12 des 16 sous-catégories, les plus marquées concernant *Sécurité* (-19,5), et *Participation* (-7,4). Ces deux reculs sont d'autant plus préoccupants que le pays est le quatrième le plus peuplé d'Afrique.

Pour ce qui est des indicateurs, la plus forte baisse concerne l'*Absence de conflit armé* (-47,0) ; la RDC est le 6^e pays ayant le plus régressé dans ce domaine. D'autres reculs significatifs sont enregistrés en matière d'*Absence de violences à l'encontre de la population civile* (-28,6), de *Libertés d'association et de réunion* (-25,0) et d'*État civil* (-25,0). En revanche, la RDC enregistre les plus fortes progressions en matière de *Législation contre les violences à l'encontre des femmes* (+20,0) et de *Gouvernance délibérative et participative* (+18,7).

Éthiopie : 2^e pays ayant le plus régressé en matière de conflit armé, avec un impact marqué sur la progression générale

En matière de *Gouvernance globale*, l'Éthiopie a progressé de 2,5 points depuis 2014. Avec une performance légèrement inférieure à la moyenne continentale, le pays se classe 29^e en 2023. Des progrès sont enregistrés dans 12 des 16 sous-catégories, parallèlement à une détérioration significative en termes de *Sécurité et sûreté* (-25,0).

Les deux indicateurs les plus dégradés sont *Absence de conflit armé* (-63,0) et *Absence de violences à l'encontre de la population civile* (-58,4). Dans la première sous-catégorie, l'Éthiopie est le pays qui enregistre la deuxième plus forte régression après le Burkina Faso, se classant parmi les cinq derniers (49^e). Ces deux indicateurs se détériorent encore plus rapidement depuis 2019, avec l'escalade de conflits violents dans le pays depuis 2020.

En revanche, le pays enregistre des progrès notables en matière de *Pouvoir et représentation politiques des femmes* (+42,7) et d'*Intégration régionale* (+33,8). L'Éthiopie est le pays où ces deux indicateurs ont le plus progressé.

Ghana : des progrès en matière de développement économique et humain, mais des résultats préoccupants en matière de sécurité et d'état de droit, avec une élection présidentielle prévue en décembre 2024

Au cours de la dernière décennie, la *Gouvernance globale* au Ghana a progressé de 1,2 point, le pays se classant au 7^e rang en 2023. Le Ghana a réalisé des progrès significatifs dans plusieurs sous-catégories clés liées au développement économique et humain, notamment *Administration*

publique (+9,7), Éducation (+9,4), Infrastructures (+9,2), Santé (+7,4) et Environnement des affaires et du travail (+7,2). Cependant, toutes les sous-catégories liées à la sécurité et à l'état de droit ont régressé depuis 2014, en particulier *État de droit et justice* (-14,9) et *Sécurité et sûreté* (-8,5), qui affichent toutes deux des trajectoires de détérioration accélérée.

Le Ghana a enregistré des progressions à deux chiffres pour 16 indicateurs, notamment *État civil* (+50,0) et *Perception des citoyens en matière de services éducatifs* (+28,8). Les indicateurs les plus faibles du pays sont *Utilisation durable des terres et des forêts* (50^e) et *Protection de la biodiversité terrestre et aquatique* (44^e). Le Ghana a ainsi enregistré la plus forte détérioration du continent dans la sous-catégorie *Environnement durable* (-2,5 points).

Kenya : pays ayant le plus progressé en matière d'Infrastructures et figurant désormais parmi les dix premiers du continent en matière de Gouvernance globale

En termes de *Gouvernance globale*, les progrès réalisés par le Kenya au cours de la décennie (+2,5) dépassent la moyenne continentale, bien que le rythme de progression ait ralenti à partir de 2019. La plus forte progression concerne les *Infrastructures* (+17,5), le Kenya étant le pays ayant le plus progressé au cours de la décennie, principalement grâce aux avancées en matière d'*Accès à l'énergie* (+30,9) et d'*Accès numérique* (+30,8).

Les performances en matière de *Logement décent* ont également plus que doublé au cours de la décennie, enregistrant une augmentation de 33,4 points. Le Kenya est également le 6^e pays ayant le plus progressé en matière d'*Inclusion et égalité* avec une hausse de 12,1 points pour l'*Égalité en matière d'opportunités socioéconomiques*.

Toutefois, le Kenya a enregistré une régression notable en matière de *Sécurité et sûreté*, en particulier pour l'indicateur *Absence de violences à l'encontre de la population civile* (-31,7), qui a fortement chuté depuis 2022.

Maurice : perd sa 1^{re} place au profit des Seychelles, en raison d'une détérioration qui s'aggrave au cours de la décennie

Maurice a connu une détérioration accélérée tout au long de la décennie en matière de *Gouvernance globale*, avec un recul de 4,0 points, ce qui en fait le quatrième pays ayant le plus régressé sur le continent.

Le pays reste le mieux noté en matière d'*Éducation* (85,4) et d'*Environnement des affaires et du travail* (72,9), mais cède sa place à la Sierra Leone (+15,4) et aux Seychelles (+14,4), qui sont les pays ayant le plus progressé dans ces sous-catégories respectives.

Accès numérique (+33,3) et *Transparence des archives publiques* (+25,1) sont les indicateurs qui ont le plus progressé, avec une croissance d'au moins 25,0 points. Cependant, neuf indicateurs se sont détériorés d'au moins 20 points. *Protection contre la discrimination* (-44,5) et *Perception des citoyens en matière de prestation des soins de santé* (-29,9) ont le plus régressé.

Maroc : au 1^{er} rang pour les Infrastructures et désormais parmi les dix premiers pays en matière de Gouvernance globale

En matière de *Gouvernance globale*, le Maroc se classe au 8^e rang, avec une progression de 5,3 points par rapport à 2014 et un gain de cinq rangs depuis cette même année, témoignant d'un progrès accéléré au cours de la décennie.

Le pays a enregistré des progrès dans 14 des 16 sous-catégories, la plus forte amélioration concernant les *Infrastructures* (+17,4), où le Maroc se classe premier avec un score de 85,8. En matière d'*Infrastructures*, aucun indicateur sous-jacent n'a enregistré de recul.

Pour ce qui est des indicateurs, les plus fortes progressions concernent l'*Accès numérique* (+46,1) et l'*Impartialité du système judiciaire* (+44,0), avec des hausses supérieures à 40,0 points pour ces deux catégories.

Les deux indicateurs ayant le plus reculé au Maroc sont *Libertés d'association et de réunion* (-25,0) et *Égalité d'accès des femmes aux services publics* (-17,4).

Nigéria : une performance préoccupante en raison du recul observé en matière de Sécurité et sûreté dans le pays le plus peuplé d'Afrique

En matière de *Gouvernance globale*, le Nigéria se classe au 33^e rang en 2023 avec un score de 45,7, perdant ainsi trois places au cours de la décennie et suivant une tendance de détérioration accélérée.

Au niveau des sous-catégories, le Nigéria enregistre une baisse dans dix des 16 sous-catégories, dont cinq avec un recul supérieur à -5,0 points. La plus forte baisse concerne la *Sécurité et sûreté*, avec une chute de 11,0 points, plaçant le Nigéria parmi les dix pays ayant le plus régressé au cours de la décennie et parmi les cinq pays les moins bien classés en 2023 pour cette sous-catégorie.

Pour ce qui est des indicateurs, la baisse la plus préoccupante concerne l'*Absence de conflit armé*, avec un recul de 49,8 points, ce qui fait du Nigéria le cinquième pays ayant le plus régressé dans ce domaine au cours de la décennie et le pays le moins bien classé en 2023 (54^e).

Seychelles : en tête du classement en matière de Gouvernance globale, enregistrant un progrès dans chacune des 16 sous-catégories

Au cours de la décennie, les Seychelles se distinguent comme le pays ayant le plus progressé en matière de *Gouvernance globale* (+10,0), ce qui lui permet d'accéder au 1^{er} rang du classement en 2023. Fait notable, les Seychelles figurent parmi les deux seuls pays, avec la Sierra Leone, à avoir enregistré un progrès dans chacune des 16 sous-catégories.

La *Participation* et la *Lutte contre la corruption* ont enregistré les progrès les plus importants, avec respectivement +26,6 et +24,7 points.

Les Seychelles ont enregistré un progrès dans 56 des 96 indicateurs. La progression du pays en matière de *Lutte contre la corruption* est tirée par l'amélioration significative des *Dispositifs anti-corruption* (+58,4). En outre, les

Seychelles, avec la Gambie, se partagent le premier rang pour la progression la plus marquée (+37,5) en matière de *Libertés d'association et de réunion*.

Somalie : des progrès notables malgré un classement encore faible

En matière de *Gouvernance globale*, la Somalie est le 3^e pays affichant la progression la plus importante (+6,8), même si le pays reste au 53^e rang tout au long de la décennie. La Somalie enregistre des progrès dans 14 des 16 sous-catégories, avec des progressions à deux chiffres pour six d'entre elles : *Administration publique* (+20,1), *Protection sociale et services sociaux* (+19,6), *Participation* (+13,7), *Environnement durable* (+12,2), *État de droit et justice* (+12,0) et *Environnement des affaires et du travail* (+10,3).

Bien que la Somalie ait régressé en matière de *Sécurité et sûreté* entre 2014 et 2023, ce recul reste marginal (-0,2) et est largement attribuable à l'indicateur *Absence de migration forcée* (-10,9). Plus positivement, dans cette sous-catégorie, l'*Absence de violences à l'encontre de la population civile* a progressé (+12,8).

La Somalie enregistre des progrès substantiels, supérieurs à +50,0 points, en matière de *Logement décent* (+53,8), ce qui la place au 4^e rang du continent, et en matière d'*Application de la loi* (+50,0). Dans l'ensemble, le pays enregistre des progressions à deux chiffres pour 28 indicateurs, la *Régulation des affaires et de la concurrence* (+10,0) figurant en bas de cette liste.

Certaines mesures démocratiques clés figurent parmi les 10 indicateurs ayant le plus progressé : *Élections démocratiques* (+25,2) et *Libertés d'association et de réunion* (+25,0). Dans le même temps, la *Liberté des médias* (-6,7) figure parmi les dix indicateurs les plus dégradés.

Afrique du Sud : la plus forte régression du continent en matière d'Infrastructures pour la première économie d'Afrique

En matière de *Gouvernance globale*, l'Afrique du Sud se classe quatrième en 2023, avec un score légèrement inférieur à celui de 2014, poursuivant une tendance de détérioration quoique ralentie depuis cette année-là.

Au cours de la décennie, l'Afrique du Sud a enregistré des progrès dans sept sous-catégories et régressé dans sept autres.

L'Afrique du Sud affiche la plus forte baisse dans la sous-catégorie *Lutte contre la corruption* (-11,2), ce qui en fait le 5^e pays ayant le plus régressé sur le continent. Cette évolution est principalement due à la forte détérioration des indicateurs *Dispositifs anti-corruption* (-31,3) et *Perception des citoyens en matière de lutte contre la corruption* (-22,9). Le seul indicateur de cette sous-catégorie ayant progressé en Afrique du Sud est celui des *Procédures de passation des marchés publics* (+6,4).

Bien que conservant le dixième rang en matière d'*Infrastructures* en 2023, l'Afrique du Sud enregistre la plus forte baisse du continent dans cette sous-catégorie, perdant

2,1 points depuis 2014. Malgré une progression significative des indicateurs *Accès numérique* (+25,4), *Communications mobiles* (+7,9) et *Accès à l'énergie* (+5,1), la *Perception des citoyens en matière d'infrastructures* a chuté de façon considérable (-34,9).

L'Afrique du Sud enregistre la plus forte progression dans la sous-catégorie *Parité* (+4,2). Cette évolution est principalement due à la forte progression des indicateurs *Perception des citoyens en matière de leadership féminin* (+21,8) et *Pouvoir et représentation politiques des femmes* (+11,8).

Soudan : détérioration accélérée

Après une progression constante de la *Gouvernance globale* jusqu'en 2020 (+3,9 entre 2014 et 2020), la détérioration s'accélère au Soudan sur la décennie, l'essentiel du déclin se produisant à partir de 2021. Si le pays a enregistré des progrès dans neuf des 16 sous-catégories, notamment en matière d'*Inclusion et égalité* (+9,1), de *Parité* (+7,9) et de *Santé* (+3,4), de lourds reculs dans les domaines de la sécurité et de la démocratie ont neutralisé ces avancées positives.

Le Soudan est le pays le moins bien classé dans la sous-catégorie *Sécurité et sûreté*, avec un score de 25,4 en 2023. Il enregistre la plus forte baisse en matière d'*Absence de migration forcée* (-32,7) et la deuxième plus forte régression en matière d'*Absence de conflit armé* (-45,5). Il se classe respectivement 50^e et 52^e pour ces deux indicateurs (à égalité avec la RDC), tandis qu'il occupe la 53^e place (à égalité avec le Mali) pour l'*Absence de violences à l'encontre de la population civile*.

D'autres indicateurs en détérioration mettent en évidence une trajectoire préoccupante : *Contrepouvoirs institutionnels* (-20,9/51^e), *Respect de l'état de droit par le pouvoir exécutif* (-8,2/53^e), *Égalité en matière de représentation politique* (-12,4/50^e), *Élections démocratiques* (-12,0/51^e), *État civil* (-50,0/50^e) et *Mobilisation des ressources fiscales* (-16,8/52^e).

Tunisie : la plus forte régression en matière de Gouvernance globale, avec des préoccupations majeures concernant la participation et la transparence

La Tunisie est le pays qui a connu la plus forte régression en matière de *Gouvernance globale* (à égalité avec les Comores), enregistrant une diminution de 4,7 points entre 2014 et 2023. Le pays a enregistré des baisses dans 11 des 16 sous-catégories.

La Tunisie est, de loin, le pays ayant le plus régressé au cours de la décennie en matière de *Participation* (-34,7) et celui où l'on observe la deuxième plus forte baisse en matière de *Redevabilité et transparence* (-13,1). Elle figure parmi les 11 pays à avoir enregistré une détérioration dans le domaine de l'*Éducation*.

Pour ce qui est des indicateurs, la Tunisie est le pays où *Libertés d'association et de réunion* (-50,0) a le plus reculé et celui où l'on observe la deuxième plus forte baisse en matière de *Dispositifs anti-corruption* (-52,7).

Des trajectoires nettement divergentes selon les dimensions de gouvernance

Le continent continue d’enregistrer des progrès dans les sous-catégories liées au développement économique et humain, mais ces avancées sont freinées par la détérioration de certaines sous-catégories clés liées à la gouvernance, notamment en matière de *Sécurité et sûreté*, de *Participation*, de *Droits* et d’*État de droit et justice*.

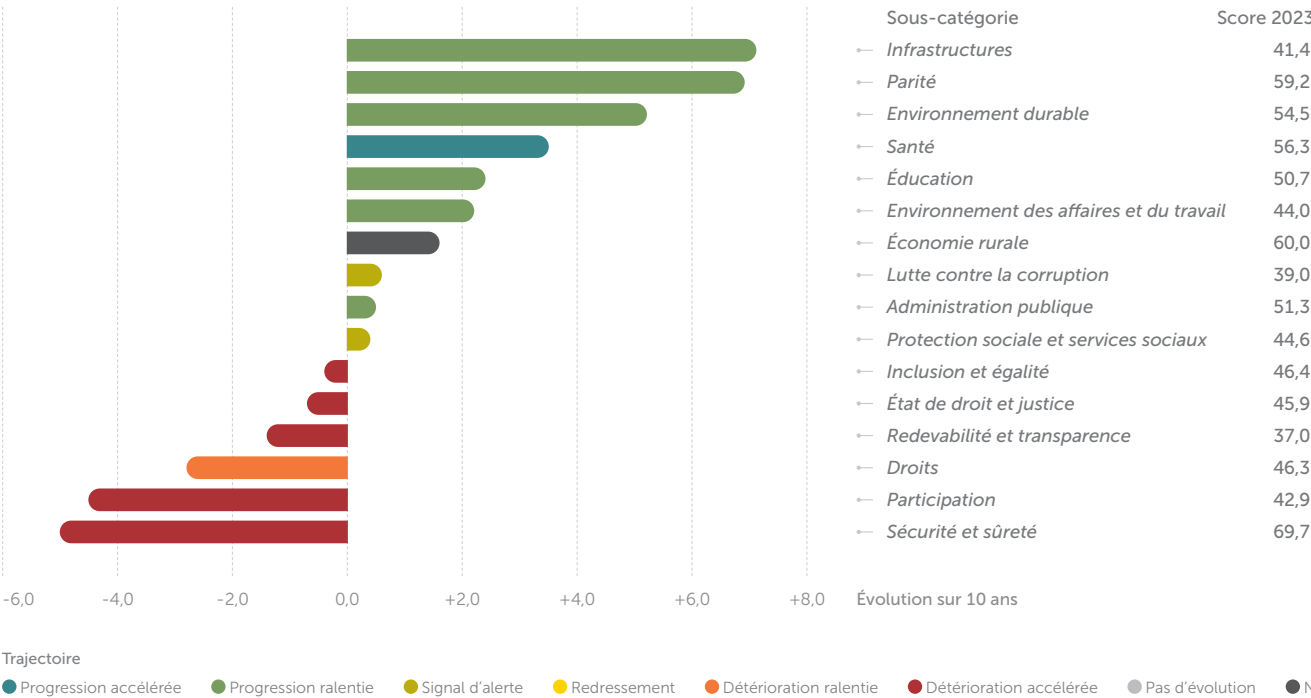
Infrastructures et Parité sont les deux sous-catégories qui ont le plus progressé entre 2014 et 2023, avec un gain de plus de 6,0 points

Pays affichant des progrès impressionnants dans toutes les sous-catégories

Les Seychelles et la Sierra Leone sont les deux seuls pays à avoir enregistré des progrès dans chacune des sous-catégories. L’Angola et la Somalie ont également réalisé des progrès dans respectivement 15 et 14 des 16 sous-catégories.

Afrique : sous-catégories – scores, évolution sur 10 ans et trajectoires (2014-2023)

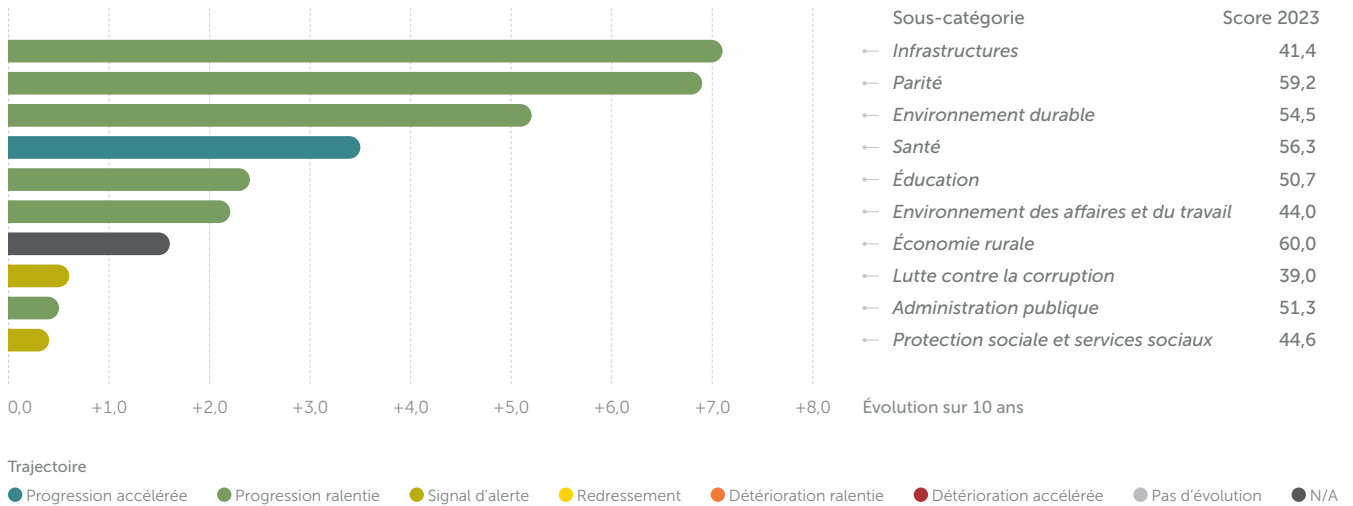
Source : Fondation Mo Ibrahim



Près de 90 % de la population du continent a bénéficié de progrès en matière d'*Infrastructures*, de *Parité* et de *Santé* au cours de la décennie. Dans ces domaines, les progrès se sont même accélérés dans une majorité de pays à partir de 2019

Afrique : sous-catégories sélectionnées – scores, évolution sur 10 ans et trajectoires (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim



Infrastructures (+7,1 points pour la moyenne continentale)

- Pour la quasi-totalité de la population du continent (95,7 %), vivant dans 52 pays, les *Infrastructures* ont progressé au cours de la décennie. Cette progression s'est même accélérée à partir de 2019 pour plus d'un tiers de la population (36,1 %), vivant dans 24 pays.
- Cette tendance positive s'explique principalement par des avancées substantielles en matière de *Communications mobiles* (+19,8), d'*Accès numérique* (+16,2) et d'*Accès à l'énergie* (+7,2).
- En revanche, *Réseau de transport et postal* (-4,0) a régressé.

Des progrès significatifs ont été réalisés à l'échelle du continent entre 2014 et 2023 en matière de *Communications mobiles* (+19,8), d'*Accès numérique* (+16,2) et d'*Accès à l'énergie* (+7,2)

La RDC est le seul pays à avoir enregistré une baisse (-9,6) de l'indicateur *Accès numérique*

Le Sénégal et le Bénin affichent les deux plus fortes progressions en matière de *Perception des citoyens en matière d'infrastructures* (respectivement +42,4 et +41,4), grâce à l'amélioration des infrastructures de transport et d'énergie au cours de la décennie

Les *Infrastructures* se sont améliorées pour 95,7 % de la population du continent africain entre 2014 et 2023

Le Maroc se classe premier sur le continent en matière d'*Infrastructures*, avec un score de 85,8 en 2023

Le Lesotho est le seul pays à avoir enregistré une baisse (-1,6) en matière de *Communications mobiles*, bien qu'il ait amorcé un redressement ces dernières années

Parité (+6,9 points au niveau du continent)

- Pour 94,8 % de la population du continent, répartie dans 47 pays, la *Parité* a progressé depuis 2014. Cette progression s'est même accélérée pour 60 % de la population, vivant dans 23 pays, à partir de 2019.
- Cette tendance positive s'explique principalement par des avancées substantielles en matière de *Législation contre les violences à l'encontre des femmes* (+16,7), de *Perception des citoyens en matière de leadership féminin* (+14,5) et de *Pouvoir et représentation politiques des femmes* (+6,5).

La Législation contre les violences à l'encontre des femmes progresse sur tout le continent. Cet indicateur enregistre la deuxième plus forte progression de l'IIAG (+16,7), avec la moitié des 54 pays atteignant le score maximal de 100,0 en 2023

Les résultats sont contrastés en matière d'*Opportunités socioéconomiques pour les femmes* : cet indicateur a progressé pour plus de la moitié de la population du continent (56,6 %), tandis qu'il a régressé pour environ 40 % de celle-ci.

Santé (+3,5 points au niveau du continent)

- Pour près de 90 % (89,1 %) de la population du continent, soit 47 pays, la *Santé* a progressé au cours de la décennie. Cette progression s'est même accélérée à partir de 2019 pour plus d'un tiers de la population (36,2 %), vivant dans 28 pays .
- Cette tendance positive s'explique principalement par des avancées substantielles en matière de *Santé infantile et maternelle* (+7,9), *Contrôle des maladies contagieuses* (+6,6) et *Accès à l'eau et à l'assainissement* (+5,3).
- Cependant, malgré ces nombreux progrès, la *Perception des citoyens en matière de prestation des soins de santé* s'est considérablement détériorée (-6,9).

Bien que la Santé soit l'une des sous-catégories ayant le plus progressé, avec près de 90 % de la population du continent vivant dans un pays où le niveau atteint en 2023 est supérieur à celui de 2014, la Perception des citoyens en matière de prestation des soins de santé a fortement régressé, chutant de près de -7,0 points

Éducation (+2,4 points au niveau du continent)

- Pour près de deux tiers de la population du continent, soit 40 pays, l'*Éducation* a progressé depuis 2014. Cette progression s'est même accélérée pour 23 % de la population, vivant dans 17 pays, à partir de 2019.
- Cette tendance positive s'explique principalement par le progrès réalisé en matière d'*Achèvement des études* (+6,1).

La Parité a progressé pour 94,8 % de la population africaine entre 2014 et 2023

La forte diminution des Ressources humaines dans l'enseignement, suite à la pandémie de COVID-19, fait de l'Algérie le pays ayant enregistré la plus forte régression en matière d'Éducation au cours de la décennie (-14,3)

La Mpox est une maladie virale infectieuse. Elle a donné lieu à la déclaration d'urgence sanitaire publique de portée internationale par l'OMS en août 2024. D'après le dernier rapport de veille épidémiologique, en date du 18 octobre 2024, plus de 42 442 cas suspects et 8 548 cas confirmés de Mpox ont été recensés dans un tiers des pays africains (18 pays sur 54). Le sous-indicateur *Gestion des urgences sanitaires* de l'IIAG 2024 évalue la surveillance des urgences sanitaires ainsi que la riposte d'un pays face à celles-ci. Au niveau du continent, ce sous-indicateur a enregistré des progrès (+4,2) entre 2014 et 2023. Toutefois, le score moyen relativement faible au niveau du continent (48,4) montre qu'il reste encore un long chemin à parcourir, notamment en raison de l'augmentation rapide des cas de Mpox.

Dix indicateurs à surveiller – ceux ayant le plus progressé entre 2014 et 2023

Dix indicateurs ayant le plus progressé	Score 2023	Évolution sur 10 ans
Communications mobiles	65,5	+19,8
Législation contre les violences à l'encontre des femmes	79,3	+16,7
Accès numérique	36,4	+16,2
Perception des citoyens en matière de leadership féminin	66,7	+14,5
Qualité de l'air	65,4	+11,9
Capacité du système statistique	48,8	+7,9
Santé infantile et maternelle	61,8	+7,9
Protection contre la discrimination	19,6	+7,7
Accès à l'énergie	43,5	+7,2
Soutien de l'économie rurale	62,0	+7,1

Source : Fondation Mo Ibrahim

Trois des dix indicateurs ayant le plus progressé illustrent les avancées du continent en matière de technologie numérique : *Communications mobiles* (+19,8), *Accès numérique* (+16,2) et *Accès à l'énergie* (+7,2) – autant d'éléments essentiels pour combler la fracture numérique. Cependant, *Accès à l'énergie* et *Accès numérique* restent à des niveaux encore faibles (43,5 et 36,4, respectivement)

GOUVERNANCE GLOBALE

SCORE/100 2023	CLASSEMENT 2023	ÉVOLUTION 2014-2023
49,3	.	+1,0

SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT

	SCORE/100 2023	CLASSEMENT 2023 (sur 96 indicateurs)	ÉVOLUTION 2014-2023
SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT	47,9	.	-1,6
SÉCURITÉ ET SÛRETÉ	69,7	.	-5,0
Absence de conflit armé	86,1	2	-4,8
Absence de violences à l'encontre de la population civile	71,4	6	-7,7
Absence de migration forcée	89,6	1	-2,3
Absence de traite des personnes et de travail forcé	54,6	31	-5,4
Absence de criminalité	63,4	13	-2,5
Perception des citoyens en matière de sécurité et de sûreté	44,8	59	-10,9
ÉTAT DE DROIT ET JUSTICE	45,9	.	-0,7
Respect de l'état de droit par le pouvoir exécutif	53,7	33	-3,1
Impartialité du système judiciaire	47,0	52	-0,6
Procédures judiciaires	46,0	54	-0,2
Égalité devant la loi	43,1	69	-2,4
Application de la loi	39,0	79	+5,3
Droits de propriété	55,7	25	-0,4
Perception des citoyens en matière d'état de droit	37,5	82	-5,0
REDEVABILITÉ ET TRANSPARENCE	37,0	.	-1,4
Contrepouvoirs institutionnels	41,4	74	-6,7
Absence d'influence indue	29,9	92	-9,1
Contrepouvoirs civiques	49,4	44	-1,0
Transparence des archives publiques	32,9	88	+5,9
Accès aux archives publiques	30,8	90	+5,1
Perception des citoyens en matière de redevabilité	44,8	59	-3,0
LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	39,0	.	+0,6
Dispositifs anti-corruption	31,2	89	+0,8
Absence de corruption au sein des institutions d'État	44,2	62	+1,2
Absence de corruption au sein du secteur public	41,8	72	+2,2
Procédures de passation des marchés publics	33,7	87	-0,4
Absence de corruption au sein du secteur privé	42,9	70	+4,2
Perception des citoyens en matière de lutte contre la corruption	45,8	55	-8,4

PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION

	SCORE/100 2023	CLASSEMENT 2023 (sur 96 indicateurs)	ÉVOLUTION 2014-2023
PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION	48,7	.	-0,2
PARTICIPATION	42,9	.	-4,5
Libertés d'association et de réunion	30,3	91	-8,4
Pluralisme politique	40,1	78	-4,2
Espace accordé à la société civile	49,1	46	-6,3
Élections démocratiques	37,6	81	-4,5
Gouvernance délibérative et participative	53,0	34	+0,1
Perception des citoyens en matière de participation politique	57,1	23	-4,1
DROITS	46,3	.	-2,8
Libertés individuelles	43,5	64	-2,6
Liberté d'expression et de croyance	57,9	22	-4,9
Liberté des médias	52,2	36	-4,7
Liberté numérique	52,9	35	-6,0
Protection contre la discrimination	19,6	96	+7,7
Perception des citoyens en matière de liberté d'expression	61,9	16	-8,0
INCLUSION ET ÉGALITÉ	46,4	.	-0,4
Égalité en matière de pouvoir politique	41,8	72	+0,6
Égalité en matière de représentation politique	42,1	71	-1,4
Égalité en matière de libertés individuelles	55,5	26	-1,3
Égalité en matière d'opportunités socioéconomiques	49,8	43	-0,3
Égalité en matière d'accès aux services publics	41,0	77	+0,3
Perception des citoyens en matière d'inclusion et d'égalité	55,2	28	-0,2
PARITÉ	59,2	.	+6,9
Pouvoir et représentation politiques des femmes	51,5	38	+6,5
Égalité en matière de droits et de libertés individuelles des femmes	70,3	7	+1,9
Opportunités socioéconomiques pour les femmes	48,6	48	+3,1
Égalité d'accès des femmes aux services publics	44,3	61	+0,9
Législation contre les violences à l'encontre des femmes	79,3	4	+16,7
Perception des citoyens en matière de leadership féminin	66,7	9	+14,5

TENDANCE

Progression accélérée	Redressement	Pas d'évolution
Progression ralentie	Détérioration ralentie	N/A
Signal d'alerte	Détérioration accélérée	

FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

	SCORE/100 2023	CLASSEMENT 2023 (sur 96 indicateurs)	ÉVOLUTION 2014-2023
FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES	48,9	.	+2,8
ADMINISTRATION PUBLIQUE	51,3	.	+0,5
État civil	61,1	19	+1,4
Capacité du système statistique	48,8	47	+7,9
Efficacité de l'administration	50,9	42	+5,0
Mobilisation des ressources fiscales	45,4	58	-1,8
Gestion budgétaire et financière	55,5	26	-6,4
Perception des citoyens en matière de facilité d'obtention d'un document d'identité	48,6	48	-5,2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES ET DU TRAVAIL	44,0	.	+2,2
Intégration régionale	43,4	67	+4,4
Diversification économique	61,7	18	+2,1
Régulation des affaires et de la concurrence	53,9	32	+3,3
Accès à des services bancaires	21,7	95	+6,7
Relations du travail	45,6	56	+2,3
Fiabilité des opportunités d'emploi	51,8	37	+2,6
Perception des citoyens en matière d'opportunités économiques	24,9	94	-12,4
INFRASTRUCTURES	41,4	.	+7,1
Réseaux de transport	34,1	86	+2,0
Accès à l'énergie	43,5	64	+7,2
Communications mobiles	65,5	10	+19,8
Accès numérique	36,4	84	+16,2
Réseau de transport et postal	28,1	93	-4,0
Perception des citoyens en matière d'infrastructures	44,0	63	-1,5
ÉCONOMIE RURALE	60,0	.	+1,6
Accès au foncier et à l'eau en milieu rural	57,0	24	+1,1
Accès au marché en milieu rural	60,7	20	-4,6
Soutien de l'économie rurale	62,0	15	+7,1
Représentation et participation en milieu rural	64,4	12	+3,7

DÉVELOPPEMENT HUMAIN

	SCORE/100 2023	CLASSEMENT 2023 (sur 96 indicateurs)	ÉVOLUTION 2014-2023
DÉVELOPPEMENT HUMAIN	51,6	.	+2,9
SANTÉ	56,3	.	+3,5
Accès aux soins de santé	47,1	51	+1,1
Accès à l'eau et à l'assainissement	51,3	40	+5,3
Contrôle des maladies contagieuses	68,5	8	+6,6
Contrôle des maladies non contagieuses	74,3	5	+3,4
Santé infantile et maternelle	61,8	17	+7,9
Qualité de la santé	43,2	68	+3,8
Perception des citoyens en matière de prestation des soins de santé	45,6	56	-6,9
ÉDUCATION	50,7	.	+2,4
Égalité en matière d'éducation	49,2	45	+2,8
Scolarisation	43,5	64	+2,4
Achèvement des études	51,2	41	+6,1
Ressources humaines dans l'enseignement	83,6	3	+2,5
Qualité du système éducatif	41,4	74	+1,7
Perception des citoyens en matière de services éducatifs	55,2	28	-0,3
PROTECTION SOCIALE ET SERVICES SOCIAUX	44,6	.	+0,4
Filets de protection sociale	36,0	85	+2,7
Politiques de lutte contre la pauvreté	48,6	48	-0,2
Correction des inégalités socioéconomiques	46,4	53	+3,3
Logement décent	37,8	80	+3,4
Sécurité alimentaire	62,1	14	-1,9
Perception des citoyens en matière de protection sociale et pauvreté vécue	37,1	83	-9,4
ENVIRONNEMENT DURABLE	54,5	.	+5,2
Protection de l'environnement	54,7	30	+4,4
Respect de la politique environnementale	51,4	39	+4,6
Qualité de l'air	65,4	11	+11,9
Utilisation durable des terres et des forêts	59,3	21	+4,0
Protection de la biodiversité terrestre et aquatique	41,4	74	+0,8

Une bonne gouvernance est essentielle à la réalisation des ODD et de l'Agenda 2063

Sara Tawfik Hamouda, responsable de l'Unité Agenda 2063/ ODD et de la gouvernance continentale, membre du Comité consultatif de l'IIAG

L'indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique 2024 fournit un examen approfondi des dernières tendances de la gouvernance en Afrique. Cette analyse repose sur 96 indicateurs, regroupés sous quatre dimensions essentielles : Sécurité et état de droit ; Participation, droits et inclusion ; Développement humain et Fondements des opportunités économiques.

L'indice 2024 est cohérent avec les Objectifs de Développement Durable, en particulier l'Objectif 16, qui met l'accent sur le renforcement des institutions, la promotion de la participation du public à la prise de décision, la garantie de la liberté d'information et la facilitation de la transformation numérique. Il est également cohérent avec la majorité des objectifs définis par l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui vise à réaliser l'unité économique et politique du continent.

Parmi les aspirations de l'Agenda 2063 figurent la prospérité économique des nations africaines, le renforcement de la démocratie et de l'état de droit, et la promotion de la sécurité et de la paix sur le continent en soutenant les institutions de l'Union africaine, en renforçant le pouvoir des femmes et des jeunes et en atteignant l'égalité des genres. Les indicateurs de l'indice s'alignent aussi sur les principes de gouvernance efficace pour le développement durable établis par le Comité d'experts de l'administration publique des Nations Unies (UN CEPA).

Les progrès mis en évidence par l'IIAG 2024 en matière de gouvernance sur le continent ces dernières années, plus de la moitié des pays africains (33) ayant enregistré des avancées au cours de la décennie. Au niveau du continent, il est important de souligner les progrès notables réalisés dans des domaines tels que le rôle des femmes dans la vie politique, les secteurs de la santé et de l'éducation, ainsi que le climat d'investissement et les infrastructures. En revanche, peu de progrès ont été réalisés en matière de droits et libertés et de lutte contre la corruption. Parmi les pays les plus performants et ceux ayant le plus progressé, le Maroc, les Seychelles, la Namibie, le Sénégal et l'Afrique du Sud sont des exemples remarquables de pays ayant mené à bien des réformes dans divers domaines.

Il existe également une forte corrélation entre l'accessibilité de la justice, l'état de droit et les politiques de transparence et de redevabilité, tant au sein des institutions publiques que parmi les dirigeants politiques. Ainsi, les pays ayant adopté des politiques de transparence, visant notamment à rendre le budget de l'État accessible, à impliquer les citoyens, à rendre les données et les informations disponibles en quantité suffisante, et à appliquer les lois de lutte contre la corruption de manière équitable et complète, ont réalisé des progrès significatifs au cours des dix dernières années.

On soulignera également que l'évaluation par l'Union africaine du premier plan décennal de l'Agenda 2063 a également encouragé les pays du continent à renforcer les institutions publiques, à promouvoir le code de déontologie pour les fonctionnaires, et à améliorer les politiques de protection sociale pour les citoyens afin de mettre en place des sociétés plus sûres et plus durables.

Comblen le déficit de financement dans les domaines de la *Santé* et de l'*Éducation* : un défi majeur pour le développement de l'Afrique

Pr. Enock Nyorekwa Twinoburyo, économiste principal, Centre des ODD pour l'Afrique (SDGC/A), membre du Comité consultatif de l'IAG

Les progrès récents en matière de santé et d'éducation reflètent la croissance des investissements dans ces secteurs sur le continent. Des pays comme la Namibie, le Botswana, l'Afrique du Sud, Cabo Verde et le Lesotho se distinguent en consacrant chacun plus de 10 % de leur PIB à la santé et à l'éducation. Ce niveau d'engagement est crucial pour progresser, mais des défis importants demeurent, notamment pour combler le déficit de financement.

Selon les estimations de l'UNESCO, en 2021, les dépenses totales d'éducation en Afrique ont augmenté de 2 %, principalement grâce aux contributions des États, qui représentent 69 % du total. Cependant, les États ont consacré en moyenne 3,7 % de leur PIB à l'éducation, pourcentage qui reste inférieur aux 4 % recommandés. L'aide à l'éducation en Afrique subsaharienne a diminué de 23 %, revenant aux niveaux antérieurs à la pandémie de COVID-19, ce qui a encore alourdi la pression sur les ressources disponibles. L'aide ne représente plus que 5 % des dépenses d'éducation, tandis que les ménages y contribuent à hauteur de 27 %, les familles payant de 1,5 à 5 fois plus pour l'enseignement privé que pour l'enseignement public.

Pour atteindre les objectifs en matière d'éducation, il faudra 77 milliards de dollars supplémentaires par an, mais l'aide internationale dans ce secteur stagne. Dans le domaine de la santé, les dépenses excessives supportées par les patients demeurent un fardeau majeur dans des pays comme l'Ouganda, le Burundi, le Kenya et la Tanzanie, où plus de 20 % des dépenses de santé sont directement prises en charge par les citoyens. Il est essentiel de ramener ce taux en dessous de 15 % pour atteindre la couverture sanitaire universelle et protéger les ménages des difficultés financières.

Un compromis dangereux : le développement économique et humain au détriment de la participation, des droits, de l'état de droit, de la justice et de la sécurité

Pr. Adeelah Kodabux, directrice de LEDA Research and Advocacy, Maurice, membre du Comité consultatif de l'IIAG

Cette année marque le 14^e anniversaire de la création de l'IIAG par la Fondation Mo Ibrahim. La revue des rapports de l'indice depuis 2007 montre que l'IIAG reste un indicateur fiable de la qualité de la gouvernance des pays africains dans de multiples catégories et sous-catégories. Tous les deux ans, lors de la publication de l'IIAG, l'intérêt porte d'abord sur le classement des pays. D'un point de vue de communication, on peut comprendre que certains États se félicitent de figurer parmi les mieux classés, tandis que d'autres cherchent à se distancier des données mettant en évidence une baisse de la qualité de leur gouvernance publique, surtout en période électorale. Cependant, il demeure regrettable que les acteurs étatiques privilégient l'usage opportuniste de l'IIAG comme outil de classement lorsqu'il sert leur image publique, tout en ignorant les données qui signalent des sujets de préoccupation nécessitant une attention soutenue et urgente.

Surtout, l'IIAG ne se limite pas au classement des pays africains parmi les meilleurs ou les moins performants. Au contraire, l'IIAG évalue la performance de chaque pays en ce qui concerne la provision effective de biens et de services sociaux, politiques, économiques, environnementaux et publics à ses citoyens. Grâce à une méthodologie rigoureuse et transparente, et à la mise à jour régulière de son cadre, l'IIAG fournit des informations précieuses qui peuvent être utilisées à des fins multiples : analyser l'évolution des performances en matière de gouvernance, comparer la qualité des services publics entre pays, identifier les domaines de progrès ou de recul des systèmes de gouvernance, combler les lacunes dans les données et mettre en lumière les tendances nécessitant une attention urgente afin d'améliorer la gouvernance publique au bénéfice des citoyens africains.

Dans le dernier rapport, l'une des principales conclusions est que la gouvernance globale stagne en Afrique, ce qui signifie qu'il n'y a pas eu de progrès ni de régression depuis 2022. C'est un sujet de préoccupation, car avant 2018, les données mettaient en lumière les efforts déployés par les pays pour progresser dans les différentes dimensions de la gouvernance. Le dernier rapport de l'IIAG met en évidence une tendance préoccupante, qui voit certains pays africains privilégier les « progrès réalisés principalement dans les sous-catégories liées au développement économique et humain », au détriment d'améliorations dans les « sous-catégories liées à la gouvernance, telles que la participation, les droits, l'état de droit, la justice et la sécurité ».

Tout acteur étatique souhaitant améliorer ses performances en tant que fournisseur fiable de biens et de services sociaux, politiques, économiques, environnementaux et publics devra progresser dans l'ensemble des dimensions de la gouvernance. Les détériorations en matière de participation, droits, état de droit, justice et sécurité sont difficiles à inverser sur le long terme, à moins que des mesures immédiates ne soient prises pour combler ces lacunes. Les sujets de droits, de respect de l'état de droit, de justice et d'inclusion sont essentiels pour évaluer la capacité d'un État à atteindre des objectifs dans l'intérêt de ses citoyens, plutôt que pour servir des aspirations politiques. Les données indiquant une détérioration dans ces domaines ne témoignent pas d'une chute soudaine, mais plutôt d'une dégradation continue depuis plusieurs années, indiquant que les gouvernements continuent de négliger l'adoption de mesures nécessaires pour combler ces lacunes. Les gouvernements africains doivent relever le défi pour contrer la stagnation continentale en matière de gouvernance globale.



Infrastructures

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

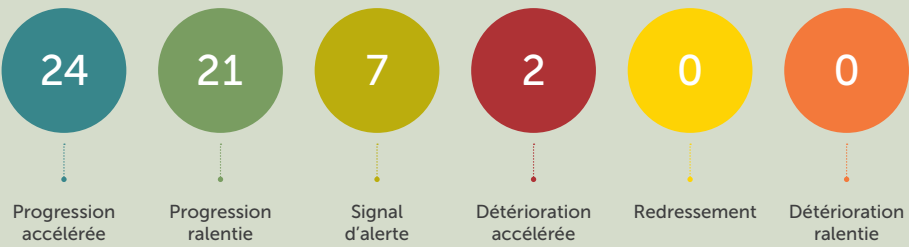
Score 2023 (sur 100,0)	41,4
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	+7,1
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	Progression ralentie

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

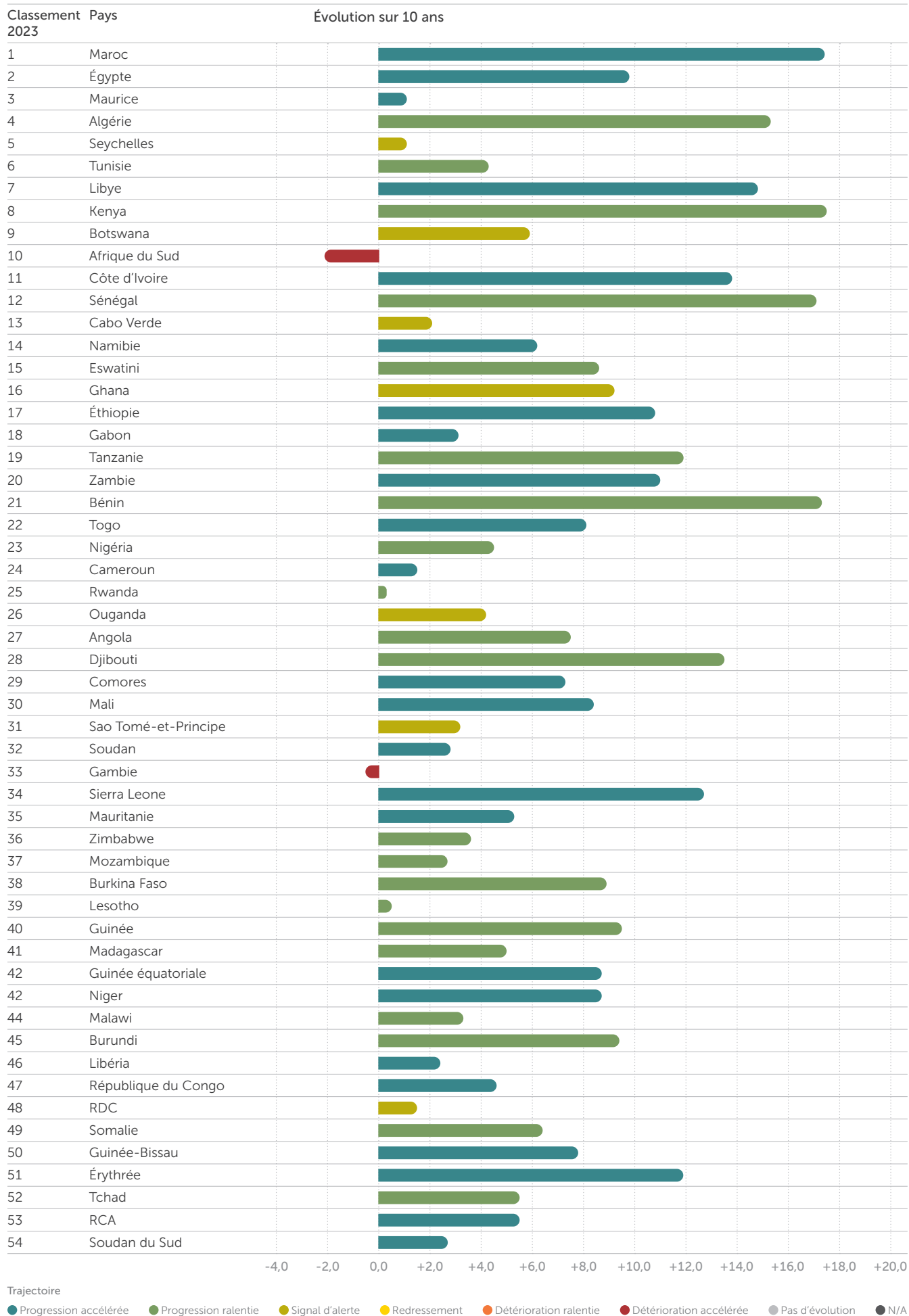


Plus forte progression	Kenya
Évolution 2014-2023	+17,5
Score/Classement (2023)	61,5/8 ^e
Plus forte détérioration	Afrique du Sud
Évolution 2014-2023	-2,1
Score/Classement (2023)	60,5/10 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)	
Réseaux de transport	34,1	+2,0	
Accès à l'énergie	43,5	+7,2	
Communications mobiles	65,5	+19,8	
Accès numérique	36,4	+16,2	
Réseau de transport et postal	28,1	-4,0	
Perception des citoyens en matière d'infrastructures	44,0	-1,5	

Sous-catégorie Infrastructures : classement 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim





Parité

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

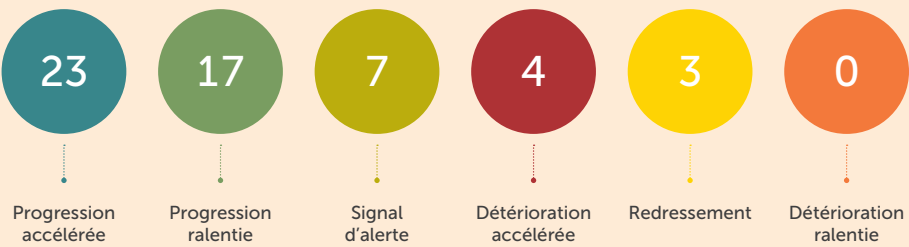
Score 2023 (sur 100,0)	59,2
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	+6,9
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	Progression ralentie

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

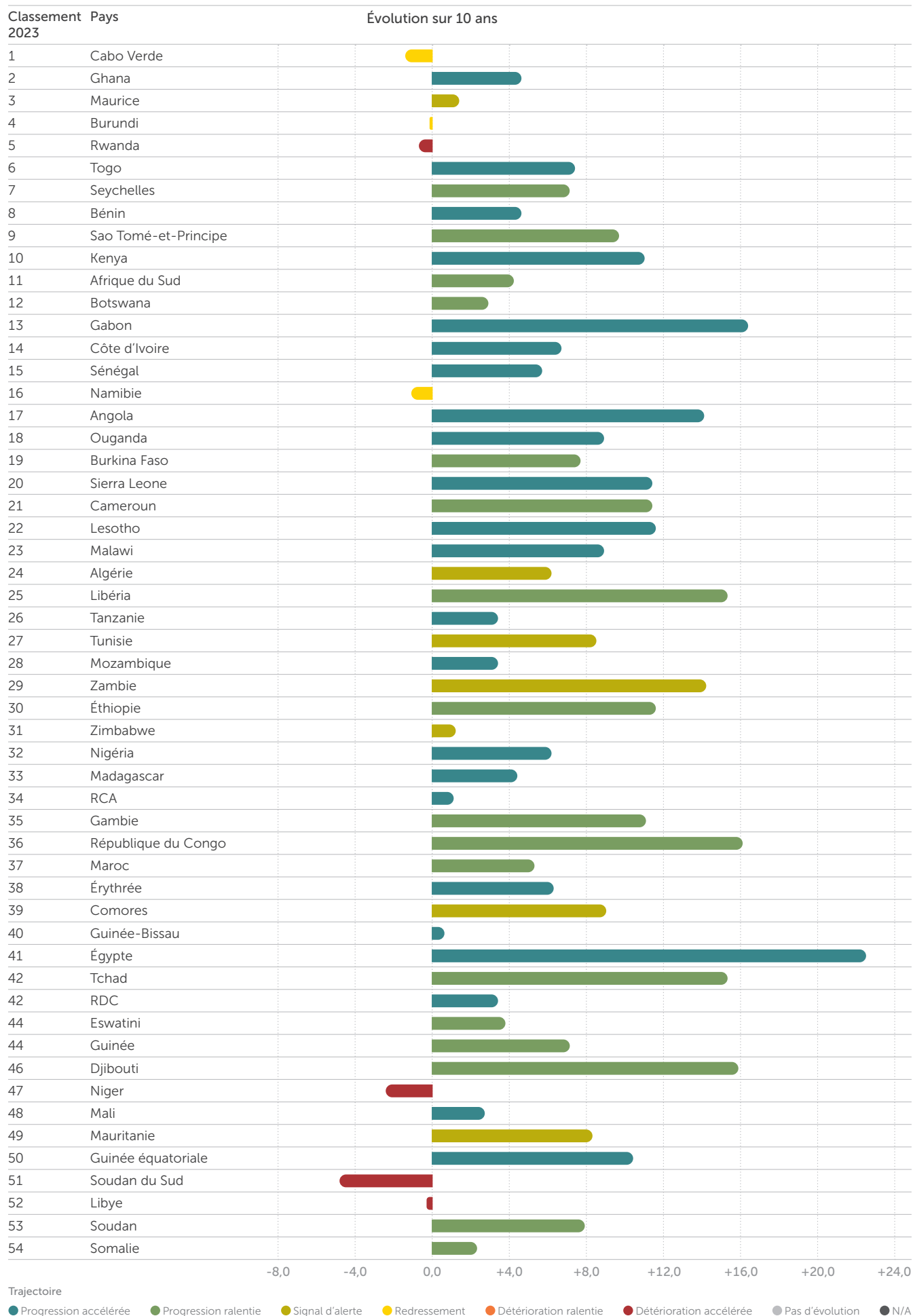


Plus forte progression	Égypte
Évolution 2014-2023	+22,5
Score/Classement (2023)	49,6/41 ^e
Plus forte détérioration	Soudan du Sud
Évolution 2014-2023	-4,8
Score/Classement (2023)	31,9/51 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)	
Pouvoir et représentation politiques des femmes	51,5	+6,5	
Égalité en matière de droits et de libertés individuelles des femmes	70,3	+1,9	
Opportunités socioéconomiques pour les femmes	48,6	+3,1	
Égalité d'accès des femmes aux services publics	44,3	+0,9	
Législation contre les violences à l'encontre des femmes	79,3	+16,7	
Perception des citoyens en matière de leadership féminin	66,7	+14,5	

Sous-catégorie Parité : classement 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim





Santé

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

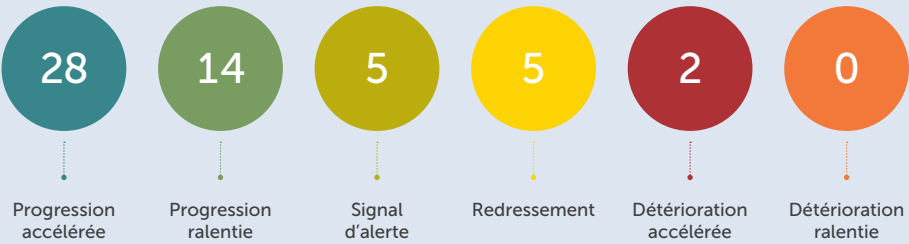
Score 2023 (sur 100,0)	56,3
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	+3,5
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	Progression accélérée

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

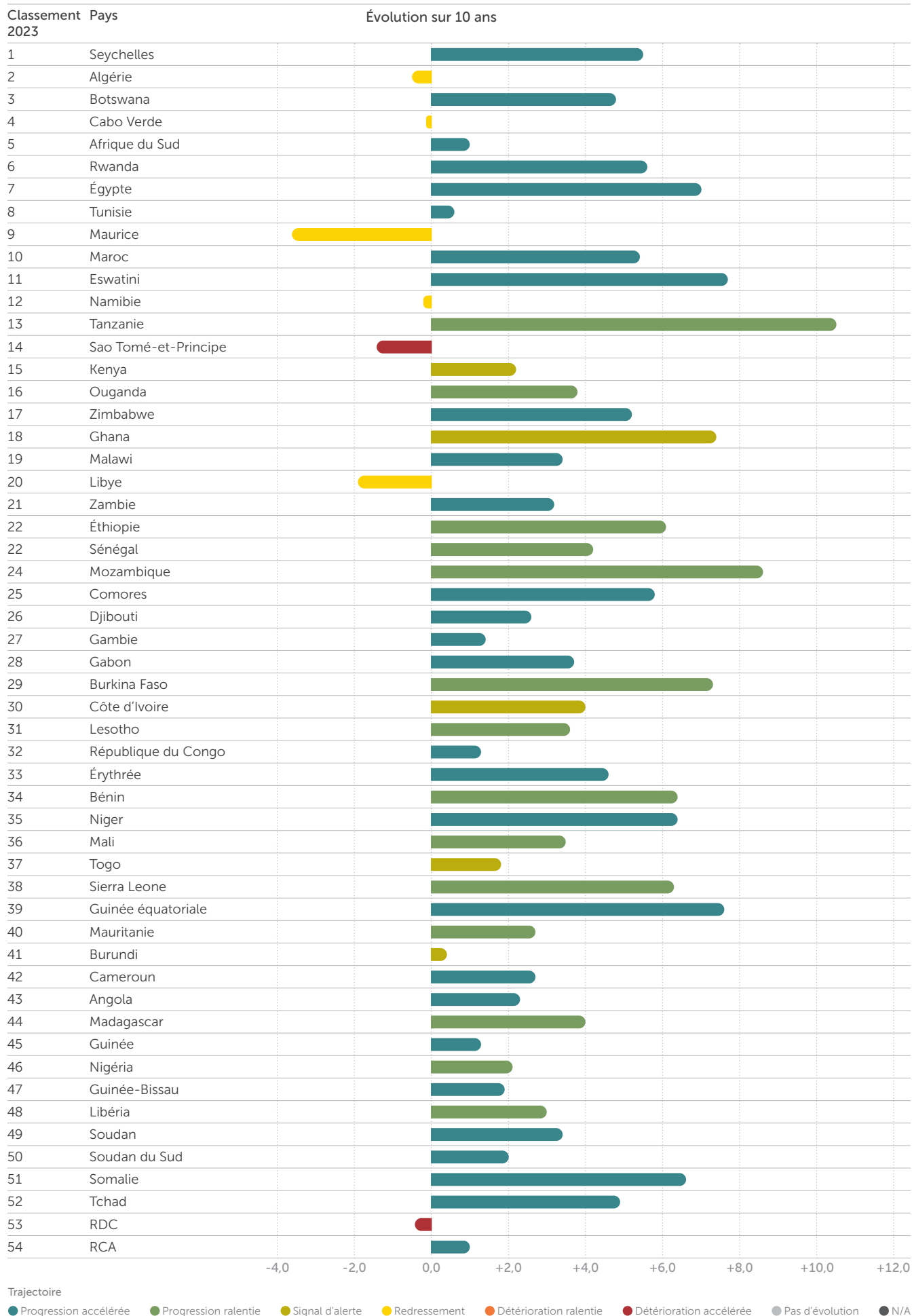


Plus forte progression	Tanzanie
Évolution 2014-2023	+10,5
Score/Classement (2023)	64,9/13 ^e
Plus forte détérioration	Maurice
Évolution 2014-2023	-3,6
Score/Classement (2023)	68,0/9 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)	
Accès aux soins de santé	47,1	+1,1	
Accès à l'eau et à l'assainissement	51,3	+5,3	
Contrôle des maladies contagieuses	68,5	+6,6	
Contrôle des maladies non contagieuses	74,3	+3,4	
Santé infantile et maternelle	61,8	+7,9	
Qualité de la santé	43,2	+3,8	
Perception des citoyens en matière de prestation des soins de santé	45,6	-6,9	

Sous-catégorie Santé : classement 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim





Éducation

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

Score 2023 (sur 100,0)	50,7
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	+2,4
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	Progression ralentie

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

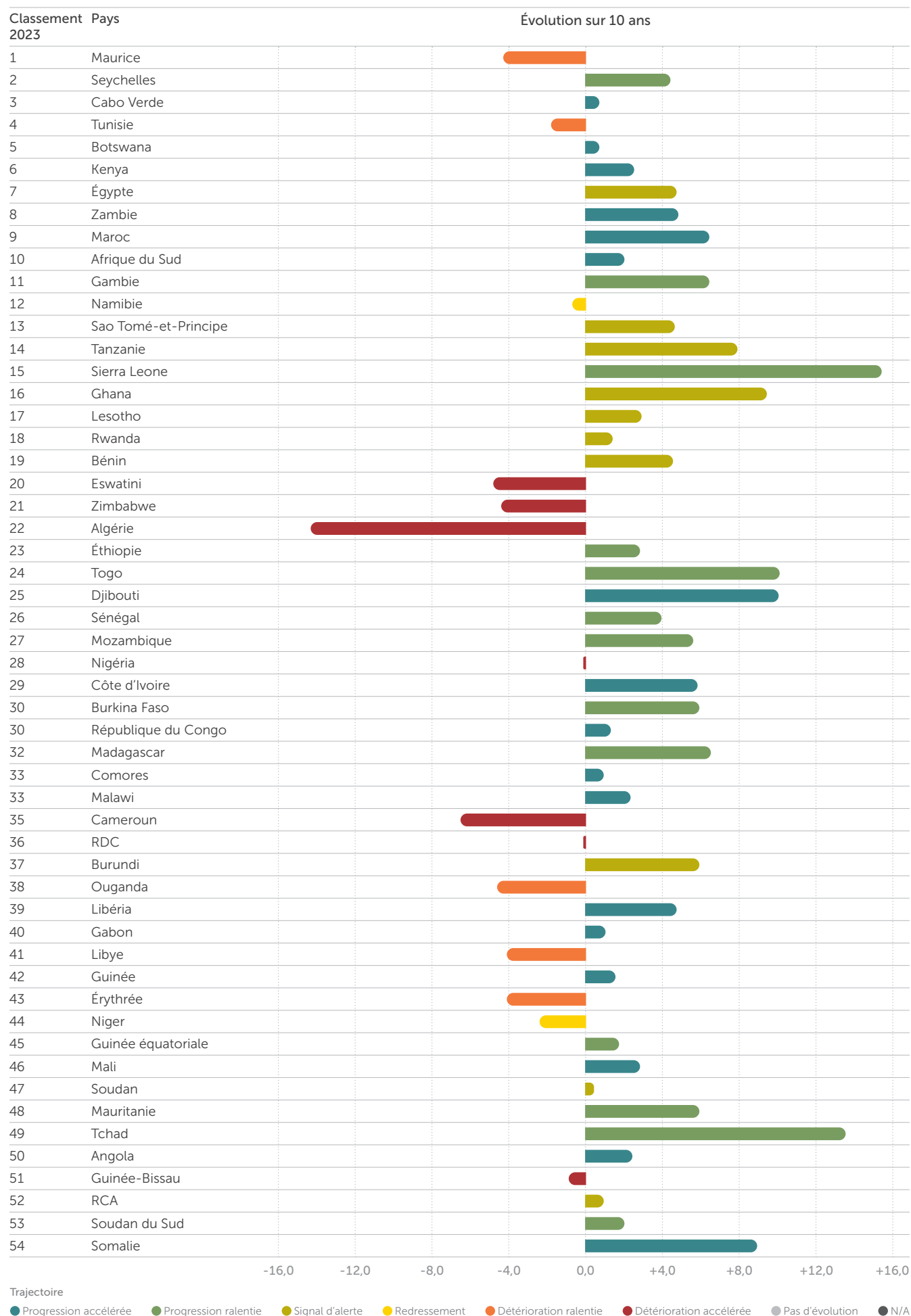


Plus forte progression	Sierra Leone
Évolution 2014-2023	+15,4
Score/Classement (2023)	60,6/15 ^e
Plus forte détérioration	Algérie
Évolution 2014-2023	-14,3
Score/Classement (2023)	56,6/22 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)	
Égalité en matière d'éducation	49,2	+2,8	
Scolarisation	43,5	+2,4	
Achèvement des études	51,2	+6,1	
Ressources humaines dans l'enseignement	83,6	+2,5	
Qualité du système éducatif	41,4	+1,7	
Perception des citoyens en matière de services éducatifs	55,2	-0,3	

Sous-catégorie Éducation : classement 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim



Progrès pour une grande majorité de la population du continent africain dans les domaines *Environnement durable*, et *Environnement des affaires et du travail*, bien que le rythme de progression ait ralenti à partir de 2019

***Environnement durable* (+5,2 points au niveau du continent)**

- Pour 90,3 % de la population du continent, répartie dans 45 pays, l'*Environnement durable* a progressé au cours de la décennie, bien que le rythme de progression ait ralenti pour 54,7 % de la population, vivant dans 25 pays, à partir de 2019.
- Cette évolution est due à la forte progression de chacun des indicateurs clés, notamment *Qualité de l'air* (+11,9).

Le Togo est le pays le plus performant dans le domaine de l'*Environnement durable*, grâce à des progrès substantiels en matière d'*Utilisation durable des terres et des forêts* (+47,3) et de *Protection de l'environnement* (+23,4)

***Environnement des affaires et du travail* (+2,2 points au niveau du continent)**

- Pour 71,1% de la population africaine, soit 38 pays, l'*Environnement des affaires et du travail* s'est amélioré au cours de la décennie, bien que le rythme de progression ait ralenti pour un cinquième de la population, soit 14 pays, à partir de 2019.
- Cette évolution s'explique principalement par des progrès substantiels en matière d'*Accès à des services bancaires* (+6,7) et d'*Intégration régionale* (+4,4).
- Toutefois, la *Perception des citoyens en matière d'opportunités économiques* s'est fortement détériorée sur la période (-12,4).

Bien que le score obtenu en 2023 en matière d'*Environnement des affaires et du travail* soit meilleur qu'en 2014 pour plus de 70 % de la population du continent, la *Perception des citoyens en matière d'opportunités économiques* se détériore fortement (-12,4)

Malgré les progrès réalisés, l'*Accès à des services bancaires* reste encore insuffisant, avec un score moyen continental de 21,7 en 2023



En matière d'*Environnement durable*, le rythme de progression a ralenti pour plus de la moitié (54,7 %) de la population du continent à partir de 2019

Administration publique (+0,5 point au niveau du continent)

- Les progrès réalisés au cours de la décennie restent marginaux, avec un gain de 0,5 point, en raison de tendances contradictoires selon les indicateurs.
- Pour 43,8 % de la population du continent, répartie dans 28 pays, l'*Administration publique* a progressé, bien que le rythme de progression ait ralenti pour un cinquième de la population, vivant dans 12 pays, à partir de 2019.
- Cette évolution s'explique principalement par des avancées substantielles en matière de *Capacité du système statistique* (+7,9) et d'*Efficacité de l'administration* (+5,0).
- Cependant, la *Gestion budgétaire et financière* (-6,4) et la *Perception des citoyens en matière de facilité d'obtention d'un document d'identité* (-5,2) ont enregistré des détériorations préoccupantes.

L'obtention des documents d'identité demeure une préoccupation majeure

La *Perception des citoyens en matière de facilité d'obtention d'un document d'identité* chute de manière préoccupante de 5,2 points à l'échelle du continent, malgré les progrès enregistrés par les indicateurs *Efficacité de l'administration* (+5,0) et *État civil* (+1,4).

La gestion fiscale se dégrade, avec deux indicateurs fiscaux – *Mobilisation des ressources fiscales* et *Gestion budgétaire et financière* – qui chutent respectivement de 1,8 et 6,4 points

Le Rwanda rattrape les deux pays toujours en tête du classement en matière d'*Environnement des affaires et du travail*

Les deux pays les plus performants – Maurice et l'Afrique du Sud – conservent leur classement respectif (1^{er} et 2^e). Le Rwanda bondit de la 6^e à la 3^e place.



Environnement durable

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

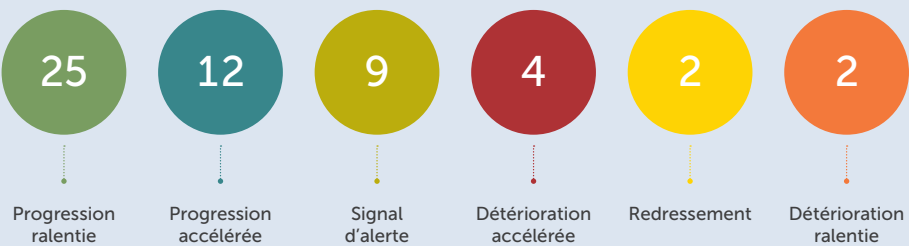
Score 2023 (sur 100,0)	54,5
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	+5,2
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	Progression ralentie

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

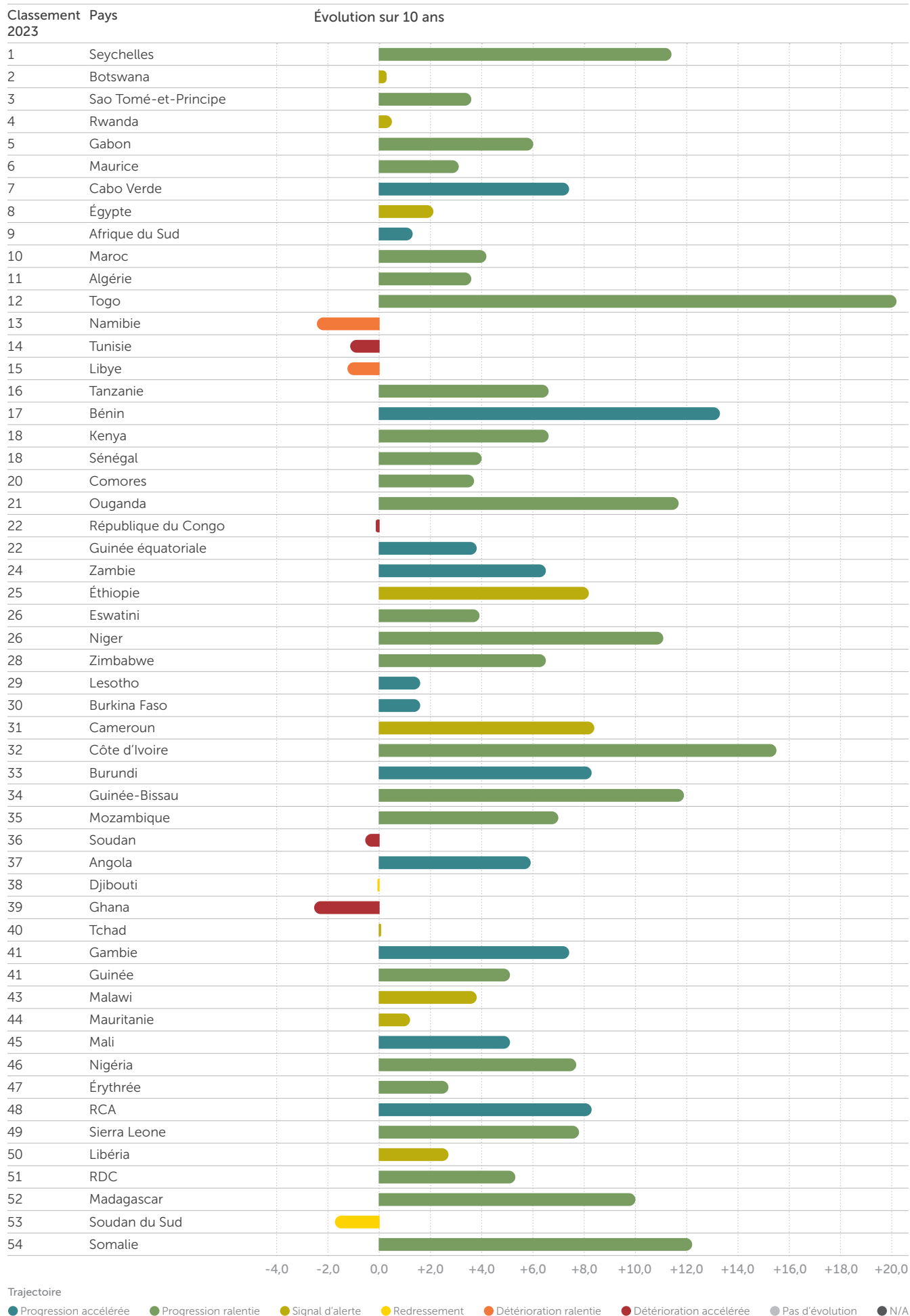


Plus forte progression	Togo
Évolution 2014-2023	+20,2
Score/Classement (2023)	63,3/12 ^e
Plus forte détérioration	Ghana
Évolution 2014-2023	-2,5
Score/Classement (2023)	49,6/39 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)	
Protection de l'environnement	54,7	+4,4	
Respect de la politique environnementale	51,4	+4,6	
Qualité de l'air	65,4	+11,9	
Utilisation durable des terres et des forêts	59,3	+4,0	
Protection de la biodiversité terrestre et aquatique	41,4	+0,8	

Sous-catégorie Environnement durable : classement 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim





Environnement des affaires et du travail

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

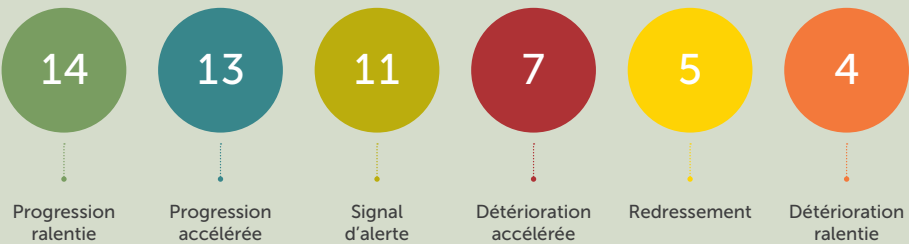
Score 2023 (sur 100,0)	44,0
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	+2,2
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	Progression ralentie

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

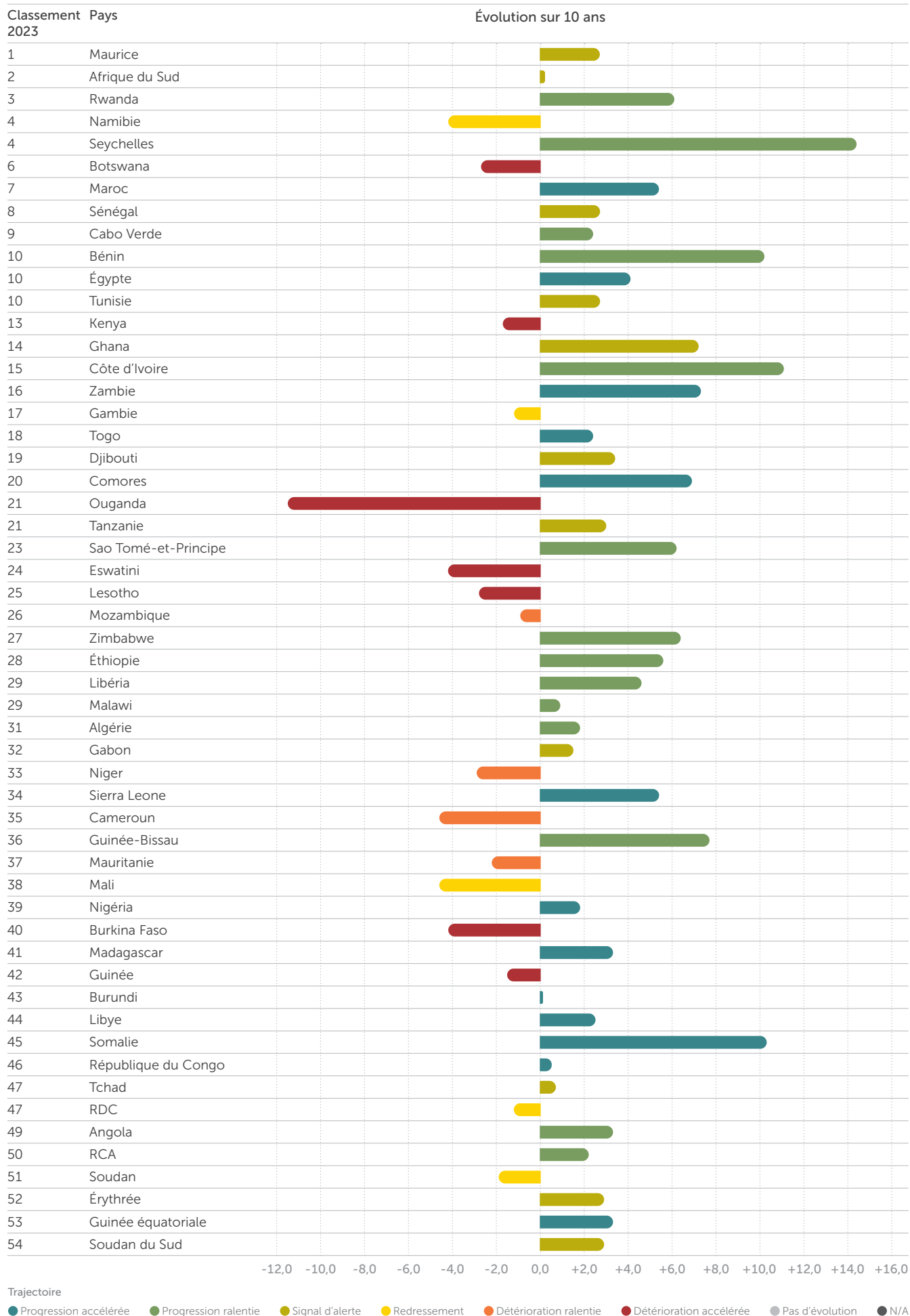


Plus forte progression	Seychelles
Évolution 2014-2023	+14,4
Score/Classement (2023)	58,7/4 ^e
Plus forte détérioration	Ouganda
Évolution 2014-2023	-11,5
Score/Classement (2023)	45,9/21 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)	
Intégration régionale	43,4	+4,4	
Diversification économique	61,7	+2,1	
Régulation des affaires et de la concurrence	53,9	+3,3	
Accès à des services bancaires	21,7	+6,7	
Relations du travail	45,6	+2,3	
Fiabilité des opportunités d'emploi	51,8	+2,6	
Perception des citoyens en matière d'opportunités économiques	24,9	-12,4	

Sous-catégorie Environnement des affaires et du travail : classement 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim





Administration publique

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

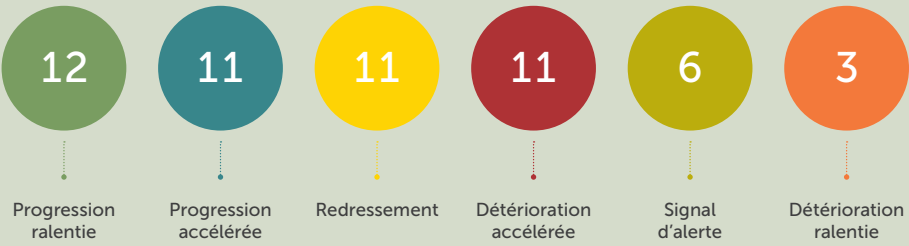
Score 2023 (sur 100,0)	51,3
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	+0,5
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	Progression ralentie

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

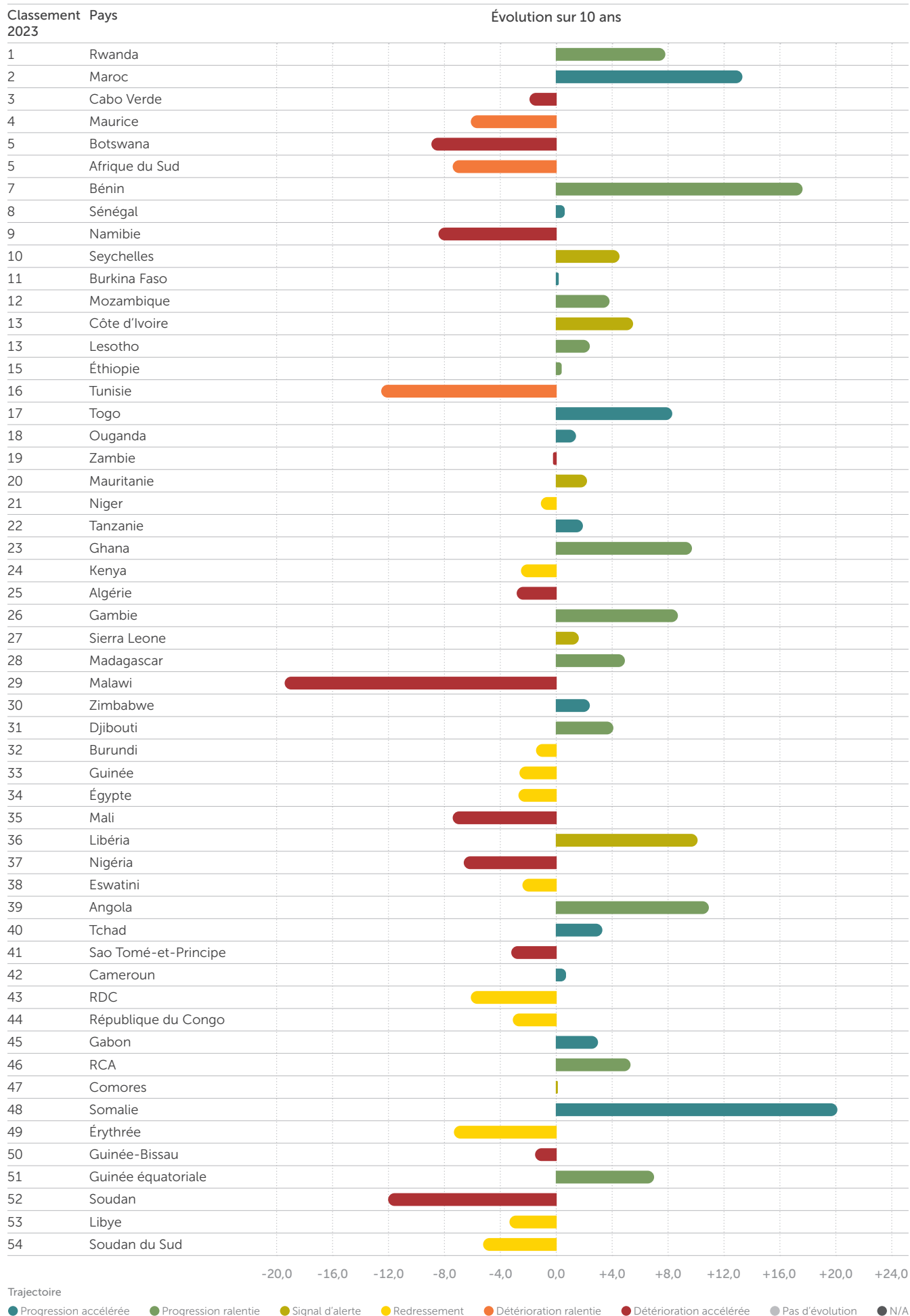


Plus forte progression	Somalie
Évolution 2014-2023	+20,1
Score/Classement (2023)	30,1/48 ^e
Plus forte détérioration	Malawi
Évolution 2014-2023	-19,4
Score/Classement (2023)	49,9/29 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)	
État civil	61,1	+1,4	
Capacité du système statistique	48,8	+7,9	
Efficacité de l'administration	50,9	+5,0	
Mobilisation des ressources fiscales	45,4	-1,8	
Gestion budgétaire et financière	55,5	-6,4	
Perception des citoyens en matière de facilité d'obtention d'un document d'identité	48,6	-5,2	

Sous-catégorie Administration publique : classement 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim





Progrès contrastés en matière d'Intégration régionale

Après une légère baisse de l'Intégration régionale en 2021, due à l'épidémie de COVID-19, la moyenne continentale s'améliore ensuite progressivement (+4,4 depuis 2014). Seuls trois pays enregistrent une détérioration à deux chiffres pour cet indicateur (Ouganda, Mali et Kenya), tandis que 40 pays enregistrent une évolution positive, avec en tête l'Éthiopie (+33,8), le Bénin (+24,7) et le Ghana (+20,2).

À l'exception de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), dont la légère détérioration globale est due au recul considérable enregistré en Ouganda et au Kenya (respectivement -17,8 et -14,1), toutes les Communautés économiques régionales (CER) africaines ont progressé au cours de la dernière décennie, en particulier la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (+11,0, à l'exclusion des pays actuellement suspendus ou retirés). En 2023, quatre CER (CEDEAO, SADC, CAE et COMESA) ont enregistré des résultats supérieurs à la moyenne continentale (43,4), tandis que quatre CER (CEN-SAD, IGAD, CEEAC et UMA) enregistrent des scores inférieurs.

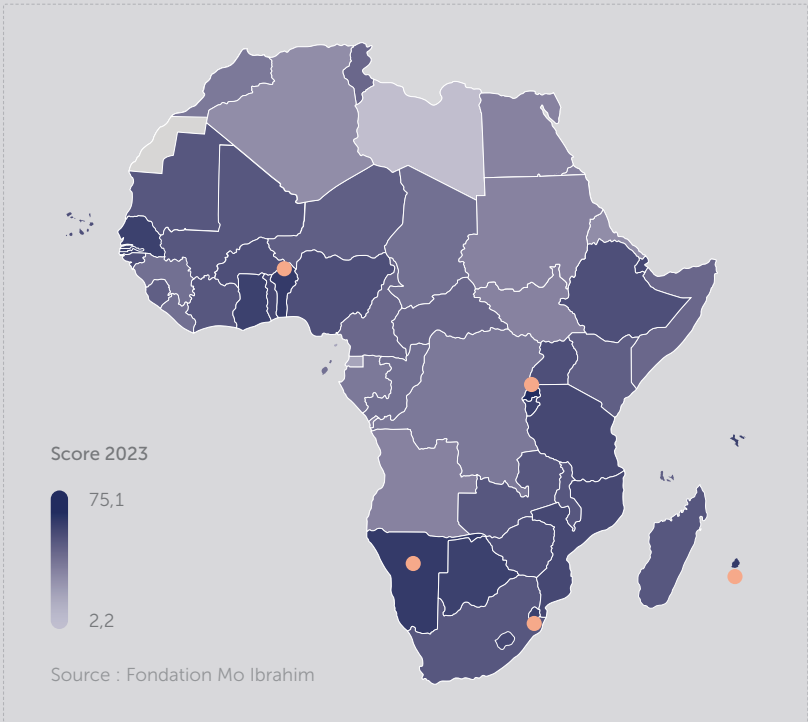
CER : scores 2014 matière d'Intégration régionale) et évolution sur 10 ans



En matière d'Intégration régionale, 40 pays affichent des progrès avec, pour 19 d'entre eux, une progression accélérée

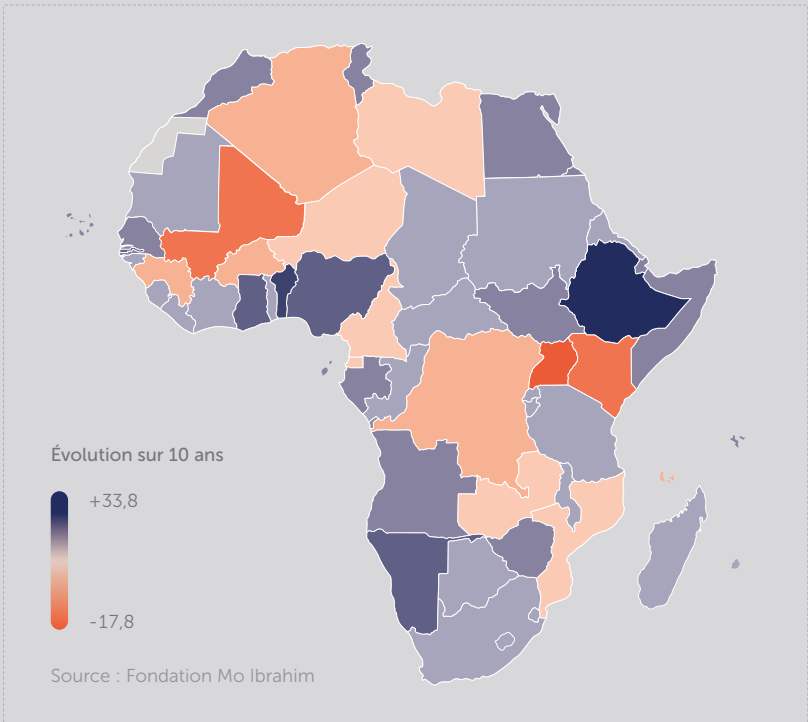
Les résultats de quatre CER sont supérieurs à la moyenne africaine : CEDEAO, SADC, CAE et COMESA

Afrique : scores en matière d'Intégration régionale (2023)



Cinq premiers pays	Score 2023
Rwanda	75,1
Maurice	66,6
Bénin	65,9
Namibie	64,7
Eswatini	64,0

Afrique : Intégration régionale, évolution sur 10 ans (2014-2023)



Des tendances préoccupantes en matière d'Intégration régionale en Ouganda (-17,8) et au Kenya (-14,1), en raison de la détérioration en matière de déplacements régionaux

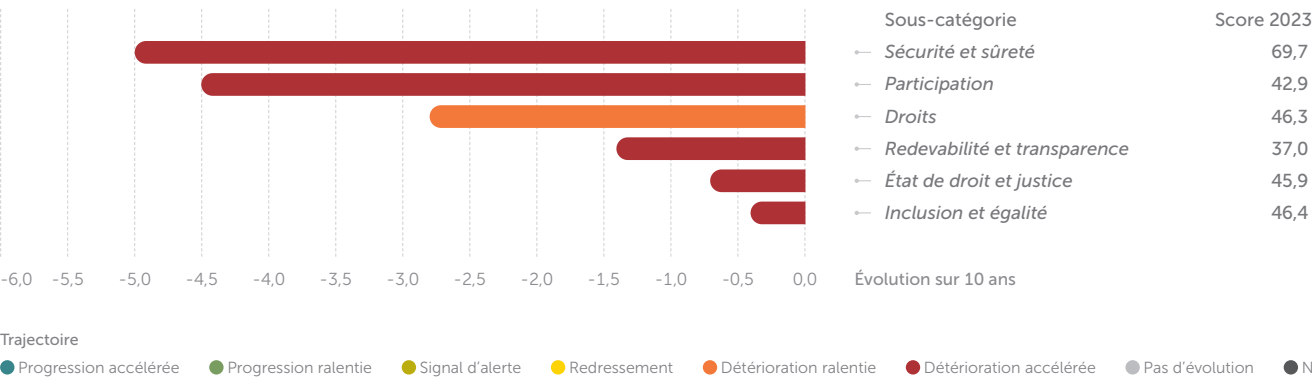
L'Éthiopie affiche la plus forte progression en matière d'Intégration régionale : +33,8 sur 10 ans

Trois premiers pays	Évolution sur 10 ans	Trois derniers pays	Évolution sur 10 ans
Éthiopie	+33,8	Ouganda	-17,8
Bénin	+24,7	Mali	-16,6
Ghana	+20,2	Kenya	-14,1

Détérioration préoccupante depuis 2014 pour environ 80 % de la population du continent en matière de *Sécurité et sûreté*, de *Participation* et de *Droits*

Afrique : sous-catégories sélectionnées – scores, évolution sur 10 ans et trajectoires (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim



Trois des cinq indicateurs les plus détériorés entre 2014 et 2023 relèvent des catégories *Participation*, *droits et inclusion* et *Sécurité et état de droit* : *Perception des citoyens en matière de sécurité et de sûreté* (-10,9), *Absence d'influence indue* (-9,1) et *Libertés d'association et de réunion* (-8,4)

Sécurité et sûreté (-5,0 points en moyenne continentale)

- Pour 77,9 % de la population du continent, soit 43 pays, la dimension *Sécurité et sûreté* a reculé entre 2014 et 2023. Cette détérioration s'est même accélérée pour plus de la moitié (53,9 %) de la population, vivant dans 26 pays, au cours des cinq dernières années.
- Cette tendance négative est principalement due à la forte détérioration de la *Perception des citoyens en matière de sécurité et de sûreté* (-10,9) et de l'*Absence de violences à l'encontre de la population civile* (-7,7).

Le Burkina Faso est le pays dont la situation s'est le plus détériorée en matière de *Sécurité et sûreté* en raison d'un déclin important des indicateurs *Absence de conflit armé* (-75,9) et *Absence de violences à l'encontre de la population civile* (-73,2)

Détérioration plus rapide dans les alliances ouest-africaines qu'au sein de la CEDEAO

La détérioration de la sous-catégorie *Sécurité et sûreté* est presque cinq fois plus élevée dans les quatre anciens membres de la CEDEAO retirés ou suspendus (Burkina Faso, Guinée, Mali et Niger) que dans les pays restés membres. Des observations similaires peuvent s'appliquer à chaque autre alliance régionale (d'Afrique de l'Ouest), comme la Force conjointe multinationale et le G5 Sahel et, plus récemment, à la « ceinture de coups d'État » qui s'étend de la Guinée au Soudan.



Sécurité et sûreté : recul cinq fois plus important dans les membres exclus de la CEDEAO que dans les États restants

Pour plus de la moitié (53,9 %) de la population du continent, soit 26 pays, la sous-catégorie *Sécurité et sûreté* s'est détériorée depuis 2014, à un rythme accéléré à partir de 2019

Participation (-4,5 en moyenne continentale)

- Pour 77,3 % de la population du continent, soit 38 pays, la *Participation* s'est dégradée depuis 2014. Cette détérioration s'est même accélérée pour 30,3 % de la population, vivant dans 20 pays, au cours des cinq dernières années.
- Cette tendance négative est principalement due à la forte détérioration des *Libertés d'association et de réunion* (-8,4) et de l'*Espace accordé à la société civile* (-6,3).
- Le seul signe positif est le progrès marginal enregistré en matière de *Gouvernance délibérative et participative* (+0,1).



L'Espace accordé à la société civile s'est rétréci pour 75,6 % de la population du continent entre 2014 et 2023

Progrès impressionnants de la Gambie dans des domaines clés de la démocratie

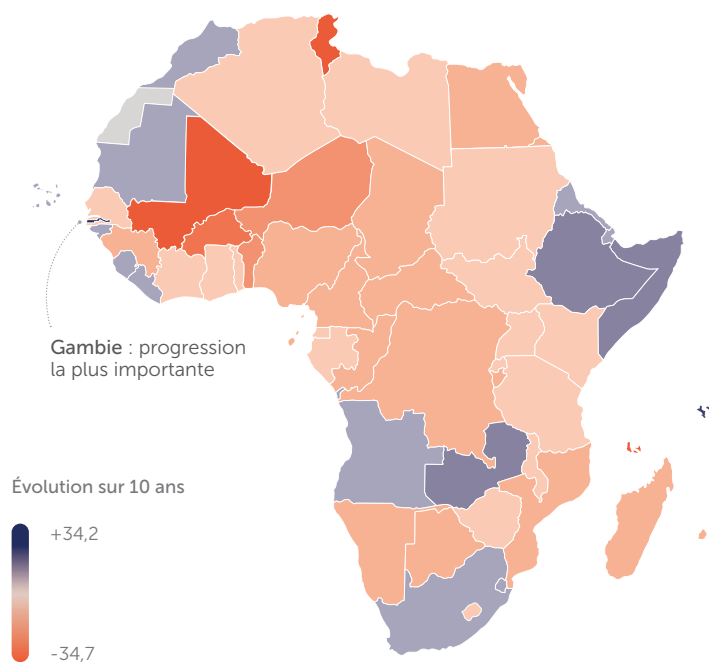
La Gambie a enregistré des progrès impressionnants dans 11 des 16 sous-catégories, la *Participation* (+34,2) arrivant en tête, avec une progression plus de deux fois supérieure à celle de la deuxième sous-catégorie, *Droits* (+15,8). Dans sept sous-catégories, la Gambie figure parmi les dix pays les plus performants. Dans trois sous-catégories, le pays affiche même la meilleure progression : *Participation*, *Droits*, et *Inclusion et égalité*.

La Gambie se classe au premier rang en ce qui concerne la *Perception des citoyens en matière de liberté d'expression* et les *Relations du travail*, et figure parmi les dix pays les plus performants pour 17 autres indicateurs.

La Participation est la deuxième sous-catégorie de l'IAG la plus détériorée (-4,5)

Tous les indicateurs correspondants ont reculé, à l'exception de la *Gouvernance délibérative et participative* qui ne s'améliore que de façon marginale (+0,1). Seuls deux pays ont enregistré des scores supérieurs à 80,0 : les Seychelles (82,6) et Cabo Verde (80,9). Pour six des dix pays les mieux classés, la gouvernance participative s'est détériorée entre 2014 et 2023. L'un des principaux facteurs de ce déclin est l'indicateur *Libertés d'association et de réunion*, qui est non seulement celui qui a le plus reculé dans la sous-catégorie *Participation*, mais également le cinquième indicateur qui a le plus diminué, tous indicateurs confondus. Au total, 64,4 % de la population du continent vit dans 29 pays où les libertés de réunion et d'association ont été considérablement rétrécies entre 2014 et 2023.

Afrique : sous-catégorie *Participation*, évolution sur 10 ans (2014-2023)



Source : Fondation Mo Ibrahim

Droits (-2,8 points au niveau du continent)

- Pour 80,3 % de la population du continent, soit 38 pays, les *Droits* se sont détériorés depuis 2014. Cette détérioration s'est même accélérée pour près de 50 % de la population, vivant dans 16 pays, depuis 2019.
- Cette tendance préoccupante est principalement due à la dégradation en matière de *Perception des citoyens en matière de liberté d'expression* (-8,0) et de *Liberté numérique* (-6,0).
- Des progrès substantiels sont enregistrés en matière de *Protection contre la discrimination* (+7,7), mais cet indicateur continue d'afficher un niveau très faible.

Protection contre la discrimination : des progrès importants, mais encore un long chemin à parcourir

C'est le seul indicateur de la sous-catégorie *Droits* qui a progressé entre 2014 et 2023. Cela est principalement dû à l'amélioration de la *Protection contre la discrimination ethnique* sur l'ensemble du continent. Le Kenya et le Libéria, pays ayant le plus progressé à cet égard (tous deux obtiennent un score de 44,4), figurent parmi les dix pays les mieux classés. Toutefois, cet indicateur est aussi celui qui obtient le score le plus faible (19,6) au sein de l'IIAG.

La Liberté numérique en recul sur l'ensemble du continent

La *Liberté numérique* a diminué sur le continent, en grande partie à cause des entraves à la *Liberté d'expression dans l'espace numérique*. L'indicateur affiche le deuxième recul le plus important dans la sous-catégorie *Droits*, en particulier dans 40 pays où vit un peu plus de 65% de la population du continent. Seuls 14 pays ont connu une amélioration entre 2014 et 2023, et seulement quatre d'entre eux affichent une progression à deux chiffres : la Gambie (+44,6), la Zambie (+19,7), le Malawi (+13,3) et les Seychelles (+12,0). Le Sénégal a enregistré la plus forte baisse (-27,3) sur l'ensemble des pays.

Environ 60 % de la population du continent fait face à un déclin dans les domaines suivants : *Redevabilité et transparence*, *État de droit et justice*, ainsi que *Protection sociale et services sociaux*

***Redevabilité et transparence* (-1,4 point en moyenne continentale)**

- Pour 63,7 % de la population du continent, soit 31 pays, la sous-catégorie *Redevabilité et transparence* s'est détériorée depuis 2014. Cette détérioration s'est même accélérée pour 42,1 % de la population, vivant dans 17 pays, depuis 2019.
- Cette tendance préoccupante est principalement due au recul important des indicateurs *Absence d'influence indue* (-9,1) et *Contrepouvoirs institutionnels* (-6,7).
- Toutefois, des progrès significatifs ont été réalisés s'agissant des indicateurs *Transparence des archives publiques* (+5,9) et *Accès aux archives publiques* (+5,1).

***État de droit et justice* (-0,7 point au niveau du continent)**

- Pour 64,8 % de la population du continent, répartie dans 33 pays, la sous-catégorie *État de droit et justice* s'est détériorée depuis 2014. Cette détérioration s'est même accélérée pour près de 40 % de la population, vivant dans 17 pays, depuis 2019.
- Ce déclin est principalement dû à la détérioration des indicateurs *Perception des citoyens en matière d'état de droit* (-5,0) et *Respect de l'état de droit par le pouvoir exécutif* (-3,1).
- Le seul indicateur à enregistrer une amélioration dans la sous-catégorie est *Application de la loi* (+5,3).



Pour près de la moitié de la population du continent, soit 16 pays, la situation en matière de *Droits* s'est dégradée entre 2014 et 2023 et le déclin s'accélère depuis 2019



Les Comores sont le pays où la situation s'est le plus détériorée en matière de *Lutte contre la corruption* (-19,9) et de *Redevabilité et transparence* (-19,3), avec une baisse de près de -20,0 points dans les deux cas

Protection sociale et services sociaux (+0,4 point en moyenne continentale)

- En dépit de progrès marginaux au cours de la dernière décennie, pour 62,8 % de la population du continent, soit 27 pays, la sous-catégorie *Protection sociale et services sociaux* a reculé depuis 2014. Cette détérioration s'est même accélérée pour 41,9 % de la population, vivant dans 16 pays, depuis 2019.
- Cette tendance est principalement due à la forte baisse de la *Perception des citoyens en matière de protection sociale et pauvreté vécue* (-9,4), ainsi que, bien que dans une moindre mesure, de la *Sécurité alimentaire* (-1,9).
- Parallèlement, des progrès notables ont été enregistrés en matière de *Logement décent* (+3,4), de *Correction des inégalités socioéconomiques* (+3,3) et de *Filets de protection sociale* (+2,7).

Dans 27 pays où vit 62,8 % de la population du continent, la protection sociale et les services sociaux ont diminué au cours de la dernière décennie

La Correction des inégalités socioéconomiques s'est améliorée pour environ 70 % de la population africaine

Inclusion et égalité (-0,4 point en moyenne continentale)

- Pour 47,3 % de la population du continent, soit 29 pays, la sous-catégorie *Inclusion et égalité* s'est détériorée depuis 2014. Cette détérioration s'est même accélérée depuis 2019 pour plus d'un tiers (34,3 %) de la population, vivant dans 20 pays.
- Cette tendance est principalement due au recul des indicateurs *Égalité en matière de représentation politique* (-1,4) et *Égalité en matière de libertés individuelles* (-1,3).

Lutte contre la corruption : Signal d'alerte

L'Afrique n'a enregistré qu'un progrès marginal au cours de la décennie sous revue progrès minimes (+0,6) ces dix dernières années, et près de la moitié (46,9%) de sa population vit dans 28 pays où la *Lutte contre la corruption* s'est détériorée depuis 2014. Pour 14,8 % de la population du continent, soit 11 pays, cette détérioration s'accélère depuis 2019. Cette évolution récente est principalement due au recul des indicateurs *Perception des citoyens en matière de lutte contre la corruption* (-8,4) et *Procédures de passation des marchés publics* (-0,4). La tendance positive se confirme cependant à l'échelle du continent pour les indicateurs *Absence de corruption au sein du secteur privé* (+4,2) et *Absence de corruption au sein du secteur public* (+2,2).

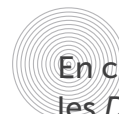
En matière de *Lutte contre la corruption*, l'Angola a enregistré une progression de 17,9 points alors que d'autres pays mieux classés ont largement reculé : Botswana (-15,8), Afrique du Sud (-11,2) et Maurice (-5,0)



Les niveaux de *Sécurité alimentaire* ont diminué pour près de 80 % de la population du continent



Plus des deux tiers de la population du continent vit dans un pays où l'indicateur *Logement décent* s'est amélioré



En ce qui concerne les *Dispositifs anti-corruption*, les Comores ont reculé de 58,3 points tandis que les Seychelles ont progressé de 58,4 points au cours de la décennie sous revue

Dix indicateurs à surveiller – ceux ayant le plus régressé entre 2014 et 2023

Dix indicateurs ayant le plus régressé	Score 2023	Évolution sur 10 ans
Perception des citoyens en matière d'opportunités économiques	24,9	-12,4
Perception des citoyens en matière de sécurité et de sûreté	44,8	-10,9
Perception des citoyens en matière de protection sociale et pauvreté vécue	37,1	-9,4
Absence d'influence indue	29,9	-9,1
Libertés d'association et de réunion	30,3	-8,4
Perception des citoyens en matière de lutte contre la corruption	45,8	-8,4
Perception des citoyens en matière de liberté d'expression	61,9	-8,0
Absence de violences à l'encontre de la population civile	71,4	-7,7
Perception des citoyens en matière de prestation des soins de santé	45,6	-6,9
Contrepouvoirs institutionnels	41,4	-6,7

Source : Fondation Mo Ibrahim

Indicateurs déjà faibles figurant aussi parmi ceux qui se sont le plus détériorés, huit d'entre eux se situant en dessous de 50,0. Deux indicateurs mieux notés cependant : *Perception des citoyens en matière de liberté d'expression* et *Absence de violences à l'encontre de la population civile*.

« Ne laisser personne de côté » : l'importance de la participation

Feu Horst Köhler, ancien président de la République fédérale d'Allemagne (2004-2010), membre du Conseil de la Fondation Mo Ibrahim

« Ne laisser personne de côté » est l'un des principes fondamentaux et transformateurs de l'Agenda 2030 des Nations Unies et des Objectifs de développement durable (ODD). Si cet appel est pris au sérieux, il faut exclure discrimination et inégalités, qui sapent les capacités d'action des personnes titulaires de droits. « Ne laisser personne de côté » – Cet objectif ne peut être atteint que si l'on promeut l'autodétermination et la responsabilité personnelle, si les citoyens ont la possibilité d'influencer les décisions politiques de manière collective ou individuelle, s'ils peuvent participer librement et sans entrave aux élections et aux votes, s'ils peuvent manifester et protester, et si leur voix est entendue. Tout cela est inenvisageable sans **participation**.

Plus des trois quarts (77,3 %) de la population du continent vit dans un pays où la participation s'est détériorée depuis 2014. Cette conclusion du dernier IIAG est préoccupante, car la participation contribue de manière déterminante à l'acceptation d'un système étatique et à la stabilité politique.

Dans le cadre des préparatifs du Sommet de l'avenir des Nations Unies, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a souligné à juste titre combien il importe que tous les pays du monde puissent participer pleinement, sur un pied d'égalité, aux structures de gouvernance mondiale. M. Guterres a déclaré à propos de la réforme nécessaire du Conseil de sécurité de l'ONU : « La voix de l'Afrique, les idées de l'Afrique et la participation de l'Afrique doivent être pleinement prises en compte dans les délibérations et les travaux du Conseil. Ce n'est pas seulement une question d'éthique et de justice. C'est aussi un impératif stratégique susceptible d'accroître l'acceptation globale des décisions du Conseil, dans l'intérêt de l'Afrique et du monde. »

Il est plus que temps de donner suite à la demande de l'Union africaine concernant l'octroi de deux sièges permanents au Conseil de sécurité des Nations Unies. La participation doit être érigée en exemple au plus haut niveau, mais elle doit aussi être tangible pour chaque individu au niveau de la population. Quiconque est attaché à l'objectif de ne laisser personne de côté ne peut accepter que le recul de la participation, observé depuis dix ans dans la plupart des pays africains, se poursuive.

La communauté internationale doit faire son travail en matière de participation, parallèlement, les gouvernements africains doivent travailler la question au niveau local.

Détérioration des catégories *Sécurité et sûreté*, *Participation* et *Droits* : résultats de l'Index et du tableau de bord 2024 des ODD

Pr. Enock Nyorekwa Twinoburyo, économiste principal, Centre des ODD pour l'Afrique (SDGC/A), membre du Comité consultatif de l'IIAG

La dégradation de la situation en matière de *Sécurité et sûreté* en Afrique est de plus en plus manifeste, comme le montrent divers indicateurs, notamment l'IIAG et le tableau de bord des ODD. L'ODD 16, axé sur la paix, la justice et les institutions solides, met en évidence les défis importants du continent en la matière. D'après les dernières données, 20 pays affichent une tendance à la baisse tandis que 22 autres stagnent, signe que le progrès demeure limité en matière d'amélioration de la sécurité, de la justice et de la résilience des institutions. Par ailleurs, les données tendancielle ne sont pas disponibles pour 10 pays, ce qui souligne les lacunes dans le suivi et la communication des données. À cela s'ajoute que 39 pays sont confrontés à des défis majeurs pour atteindre les cibles de l'ODD 16.

La composante de l'ODD 16 relative à la sécurité révèle que 21 pays rencontrent des difficultés, voire des difficultés majeures. Toutefois, l'analyse des tendances est limitée par l'absence de certaines données, 33 pays ne disposant pas d'informations à cet égard. Parmi les pays restants, 9 affichent une tendance à la baisse ou à la stagnation. Les données relatives à la corruption au titre de l'ODD 16 montrent que 49 pays font face à des difficultés majeures (39) ou à des difficultés (10), 27 pays affichant une détérioration et 20 une stagnation. De même, les données relatives à l'accès à une justice abordable au titre de l'ODD 16 indiquent que 34 pays se heurtent à des difficultés majeures (26) ou à des difficultés (8), 16 pays ne disposant pas de données. En ce qui concerne l'analyse des tendances, 33 pays ne disposent pas de données, 9 affichent une détérioration et 10 une stagnation.

Cette détérioration souligne la nécessité d'actions urgentes pour remédier à l'insécurité croissante, à la corruption et aux défis de gouvernance qui menacent le développement durable. Sans un effort concerté visant à renforcer les institutions et à améliorer la sécurité, les perspectives de paix et de stabilité restent incertaines, empêchant toute progression plus forte vers la réalisation des ODD d'ici à 2030. La résolution de ces problèmes sera déterminante pour définir la trajectoire future du développement de l'Afrique.



Sécurité et sûreté

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

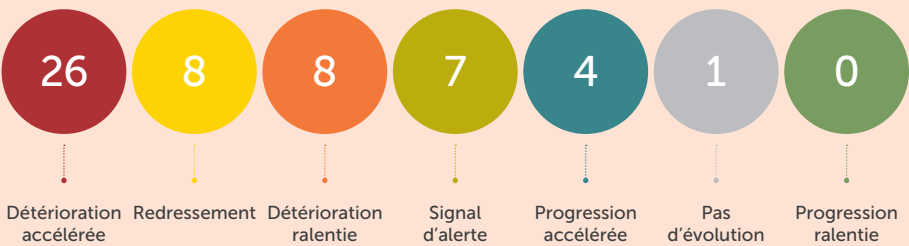
Score 2023 (sur 100,0)	69,7
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	-5,0
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	Détérioration accélérée

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

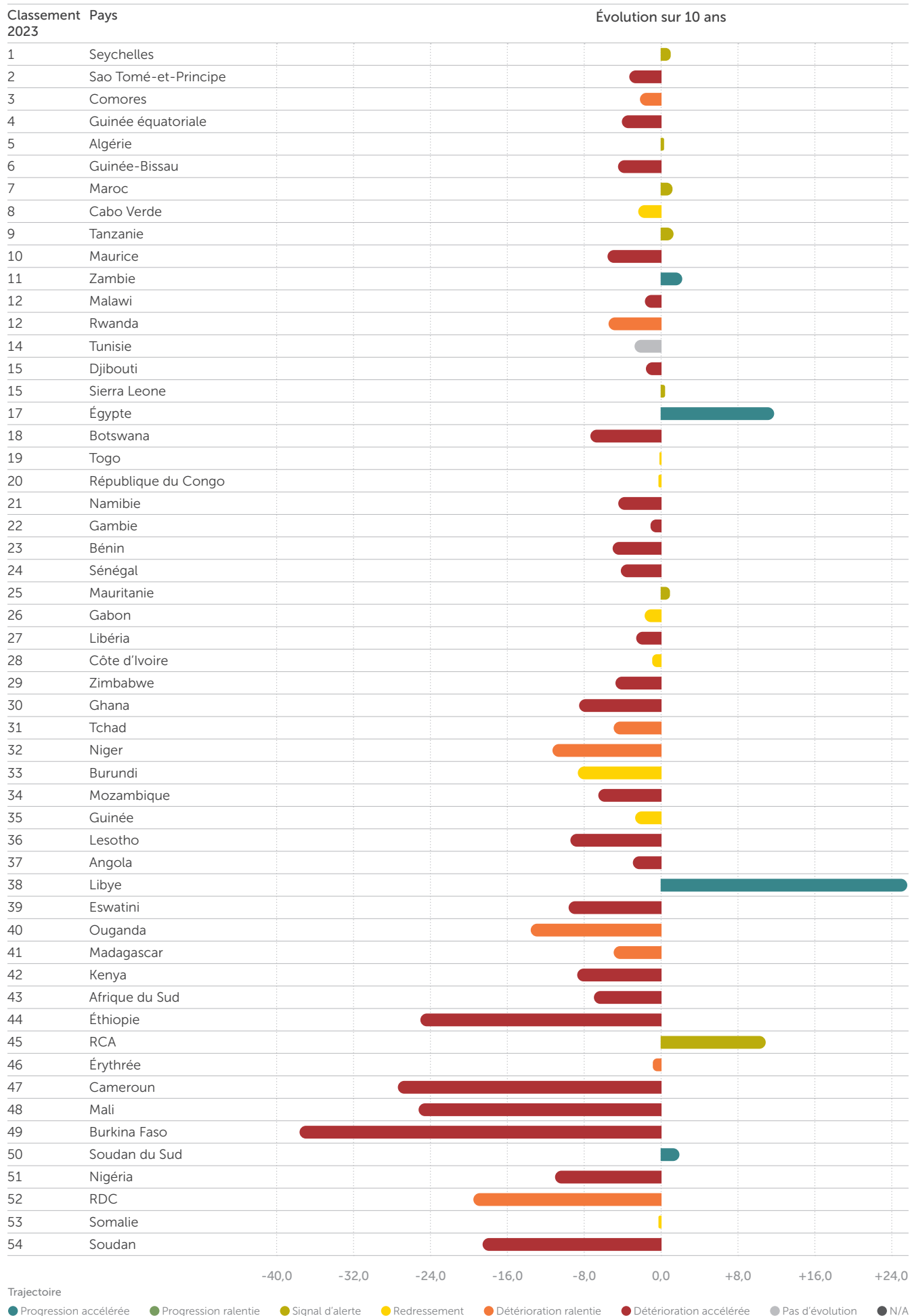


Plus forte progression	Libye
Évolution 2014-2023	+25,7
Score/Classement (2023)	68,7/38 ^e
Plus forte détérioration	Burkina Faso
Évolution 2014-2023	-37,6
Score/Classement (2023)	43,3/49 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)
Absence de conflit armé	86,1	-4,8
Absence de violences à l'encontre de la population civile	71,4	-7,7
Absence de migration forcée	89,6	-2,3
Absence de traite des personnes et de travail forcé	54,6	-5,4
Absence de criminalité	63,4	-2,5
Perception des citoyens en matière de sécurité et de sûreté	44,8	-10,9

Sous-catégorie Sécurité et sûreté : classement 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim





Participation

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

Score 2023 (sur 100,0)	42,9
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	-4,5
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	Détérioration accélérée

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

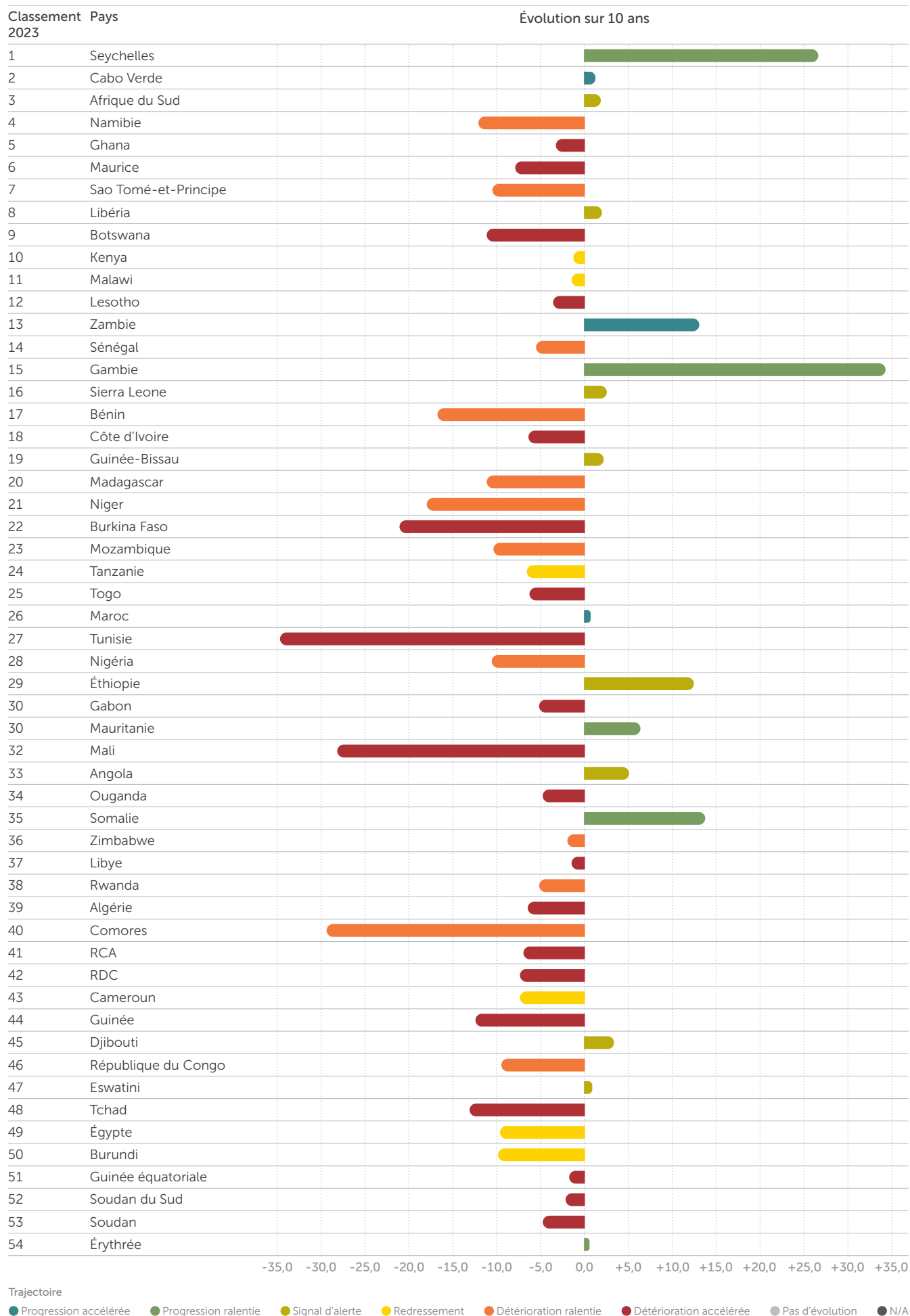


Plus forte progression	Gambie
Évolution 2014-2023	+34,2
Score/Classement (2023)	58,6/15 ^e
Plus forte détérioration	Tunisie
Évolution 2014-2023	-34,7
Score/Classement (2023)	46,1/27 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)	
Libertés d'association et de réunion	30,3	-8,4	
Pluralisme politique	40,1	-4,2	
Espace accordé à la société civile	49,1	-6,3	
Élections démocratiques	37,6	-4,5	
Gouvernance délibérative et participative	53,0	+0,1	
Perception des citoyens en matière de participation politique	57,1	-4,1	

Sous-catégorie Participation : classement 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim





Droits

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

Score 2023 (sur 100,0)	46,3
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	-2,8
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	Détérioration ralentie

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

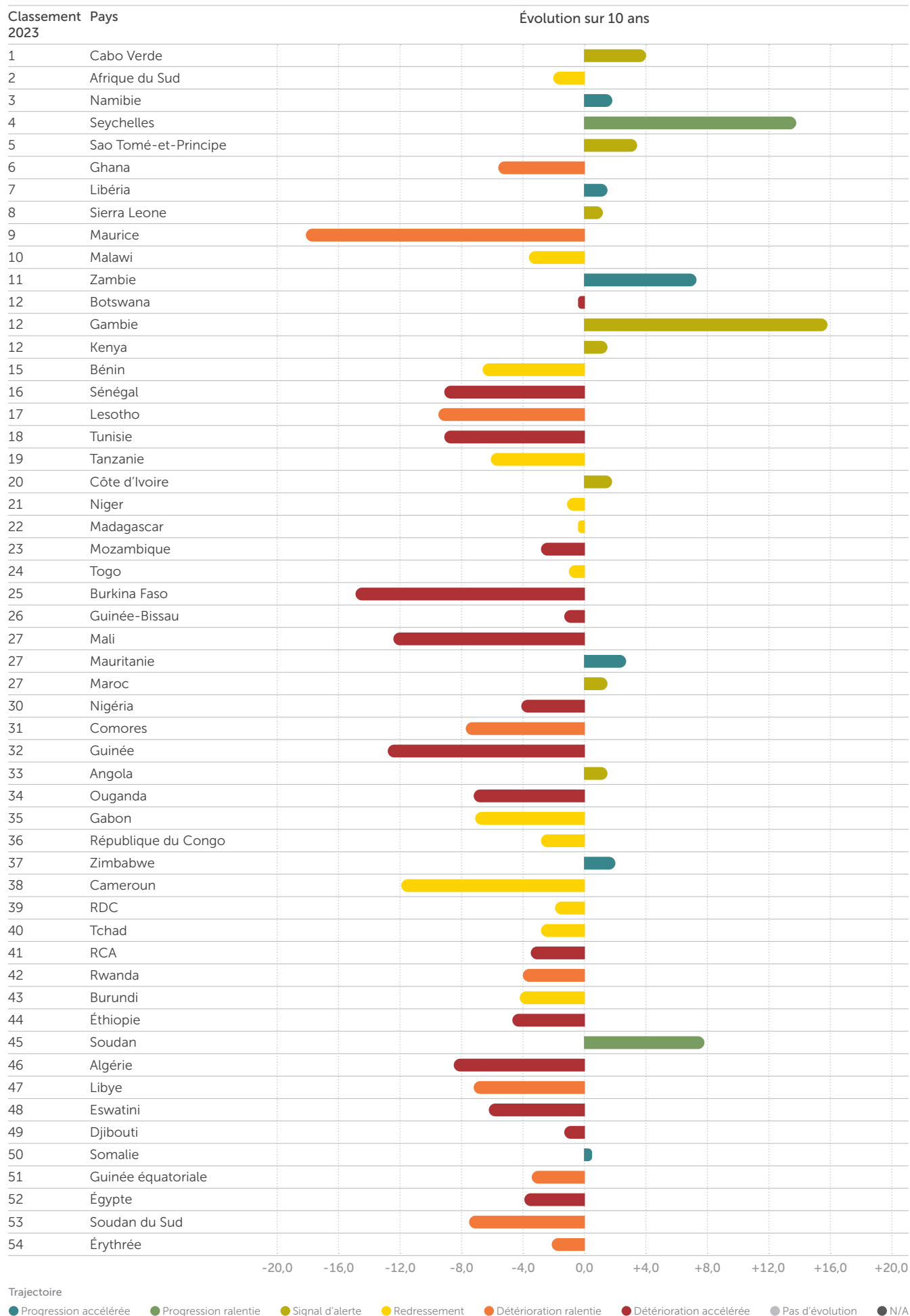


Plus forte progression	Gambie
Évolution 2014-2023	+15,8
Score/Classement (2023)	61,5/12 ^e
Plus forte détérioration	Maurice
Évolution 2014-2023	-18,1
Score/Classement (2023)	64,7/9 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)	
Libertés individuelles	43,5	-2,6	
Liberté d'expression et de croyance	57,9	-4,9	
Liberté des médias	52,2	-4,7	
Liberté numérique	52,9	-6,0	
Protection contre la discrimination	19,6	+7,7	
Perception des citoyens en matière de liberté d'expression	61,9	-8,0	

Sous-catégorie Droits : classement 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim





Redevabilité et transparence

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

Score 2023 (sur 100,0)	37,0
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	-1,4
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	Détérioration accélérée

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

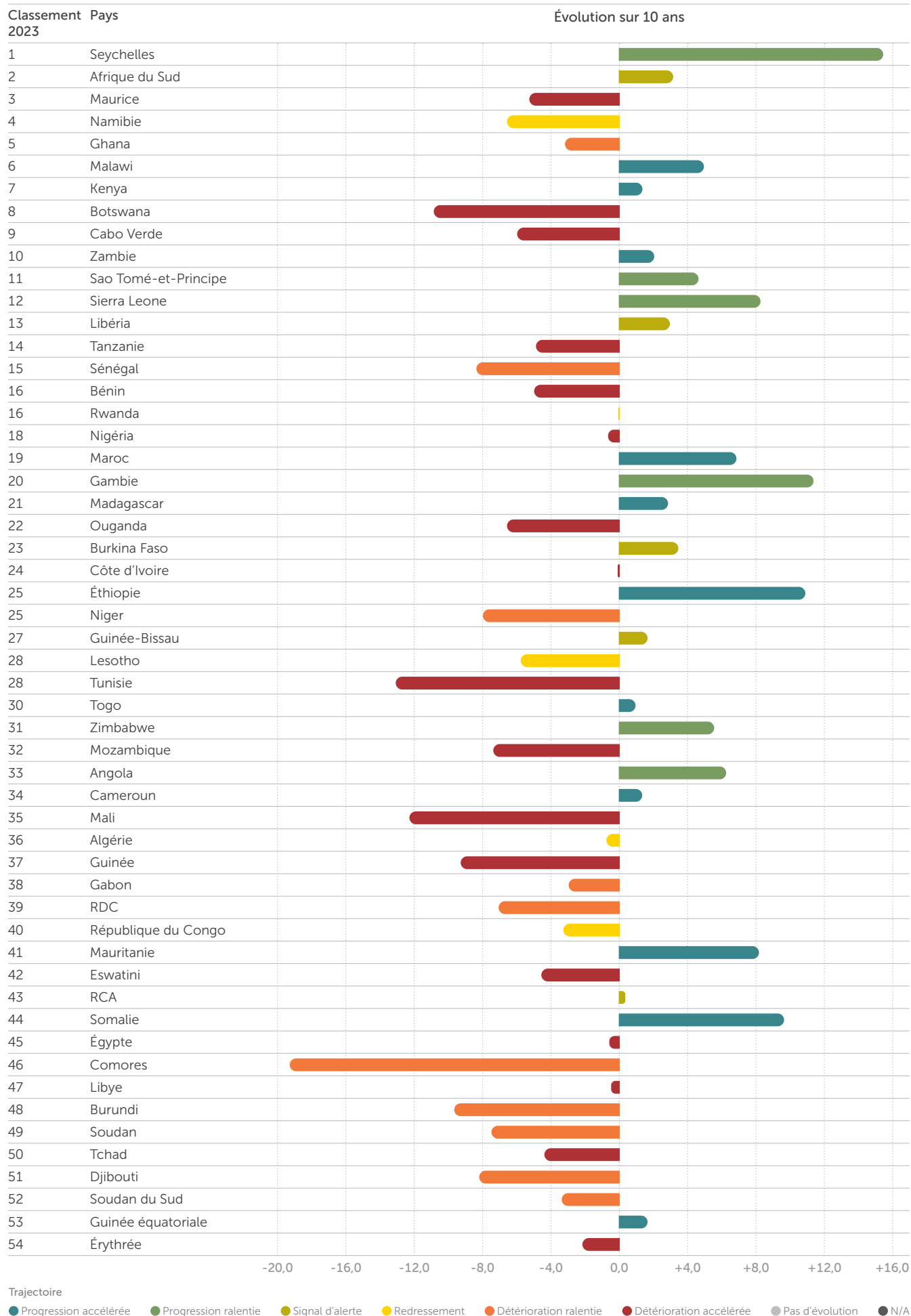


Plus forte progression	Seychelles
Évolution 2014-2023	+15,4
Score/Classement (2023)	67,3/1 ^{er}
Plus forte détérioration	Comores
Évolution 2014-2023	-19,3
Score/Classement (2023)	18,5/46 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)
Contrepouvoirs institutionnels	41,4	-6,7
Absence d'influence indue	29,9	-9,1
Contrepouvoirs civiques	49,4	-1,0
Transparence des archives publiques	32,9	+5,9
Accès aux archives publiques	30,8	+5,1
Perception des citoyens en matière de redevabilité	44,8	-3,0

Sous-catégorie Redevabilité et transparence : classement 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim





État de droit et justice

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

Score 2023 (sur 100,0)	45,9
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	-0,7
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	Détérioration accélérée

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

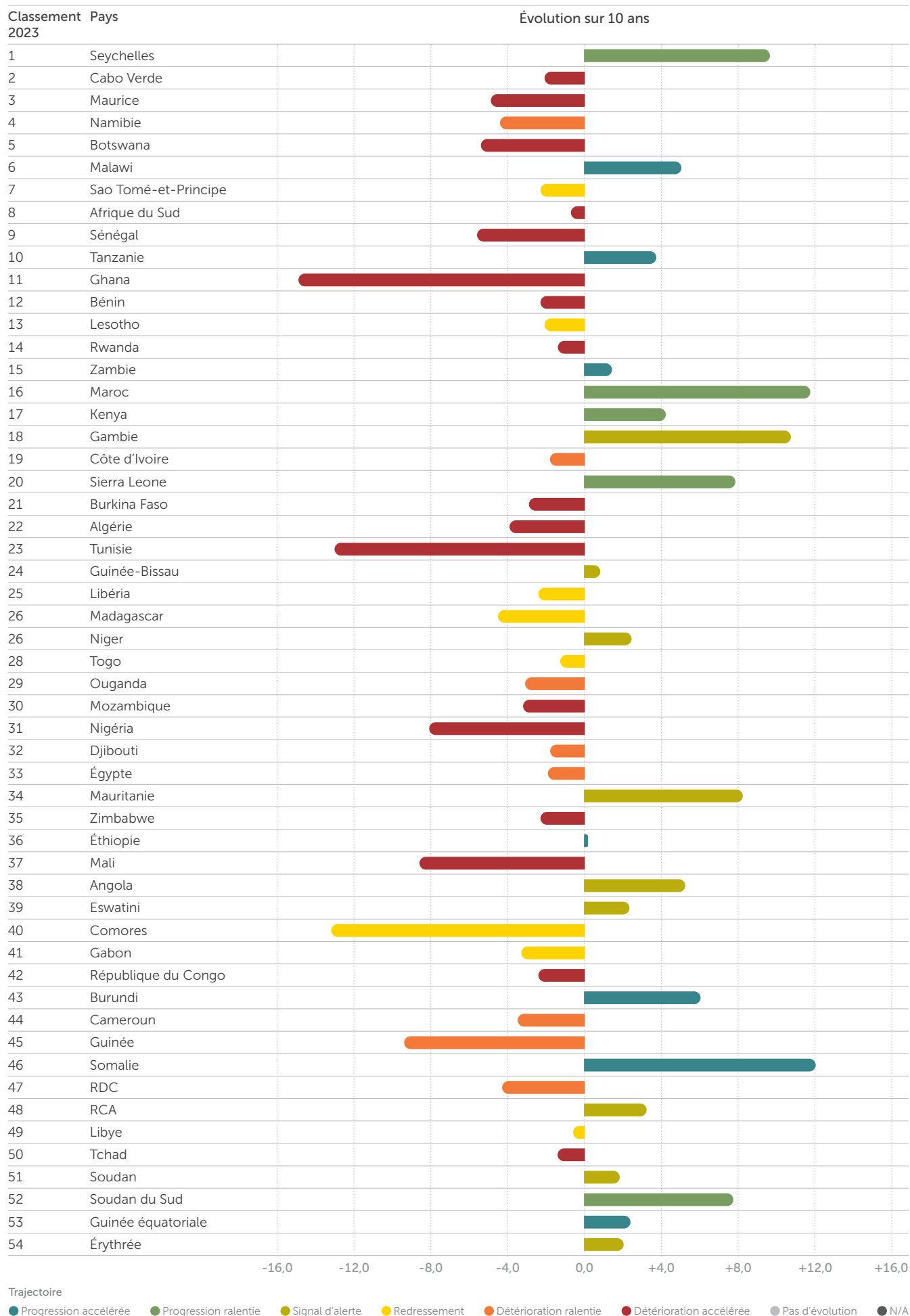


Plus forte progression	Somalie
Évolution 2014-2023	+12,0
Score/Classement (2023)	28,1/46 ^e
Plus forte détérioration	Ghana
Évolution 2014-2023	-14,9
Score/Classement (2023)	60,1/11 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)	
Respect de l'état de droit par le pouvoir exécutif	53,7	-3,1	
Impartialité du système judiciaire	47,0	-0,6	
Procédures judiciaires	46,0	-0,2	
Égalité devant la loi	43,1	-2,4	
Application de la loi	39,0	+5,3	
Droits de propriété	55,7	-0,4	
Perception des citoyens en matière d'état de droit	37,5	-5,0	

Sous-catégorie État de droit et justice : classement 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim





Protection sociale et services sociaux

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

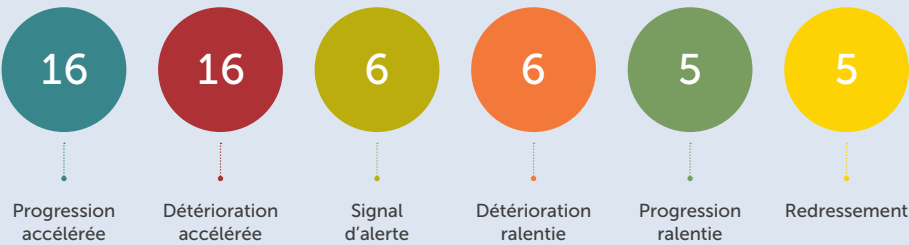
Score 2023 (sur 100,0)	44,6
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	+0,4
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	Signal d'alerte

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

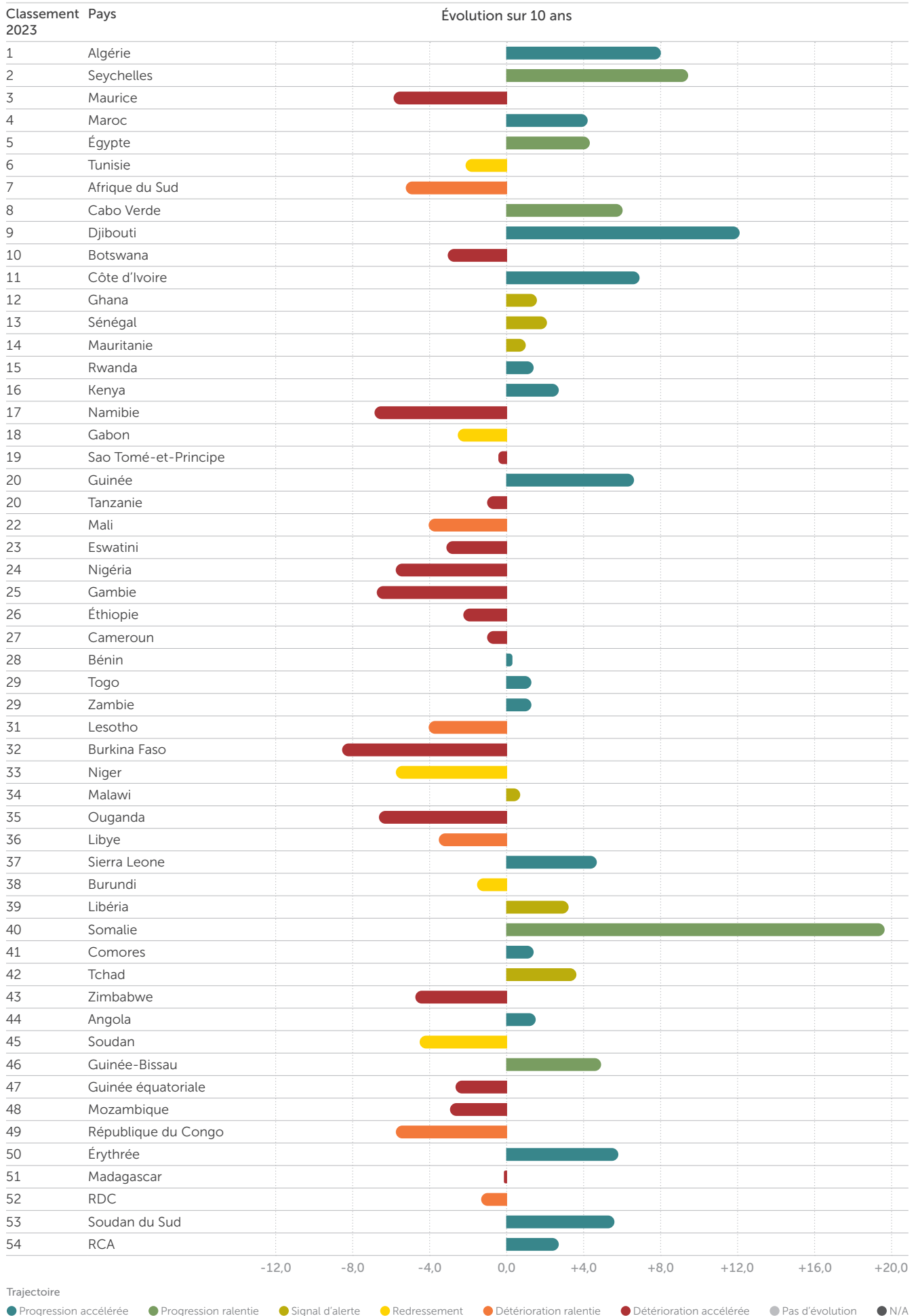


Plus forte progression	Somalie
Évolution 2014-2023	+19,6
Score/Classement (2023)	34,7/40 ^e
Plus forte détérioration	Burkina Faso
Évolution 2014-2023	-8,5
Score/Classement (2023)	40,3/32 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)	
Filets de protection sociale	36,0	+2,7	
Politiques de lutte contre la pauvreté	48,6	-0,2	
Correction des inégalités socioéconomiques	46,4	+3,3	
Logement décent	37,8	+3,4	
Sécurité alimentaire	62,1	-1,9	
Perception des citoyens en matière de protection sociale et pauvreté vécue	37,1	-9,4	

Sous-catégorie Protection sociale et services sociaux : classement 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim





Inclusion et égalité

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

Score 2023 (sur 100,0)	46,4
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	-0,4
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	Détérioration accélérée

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

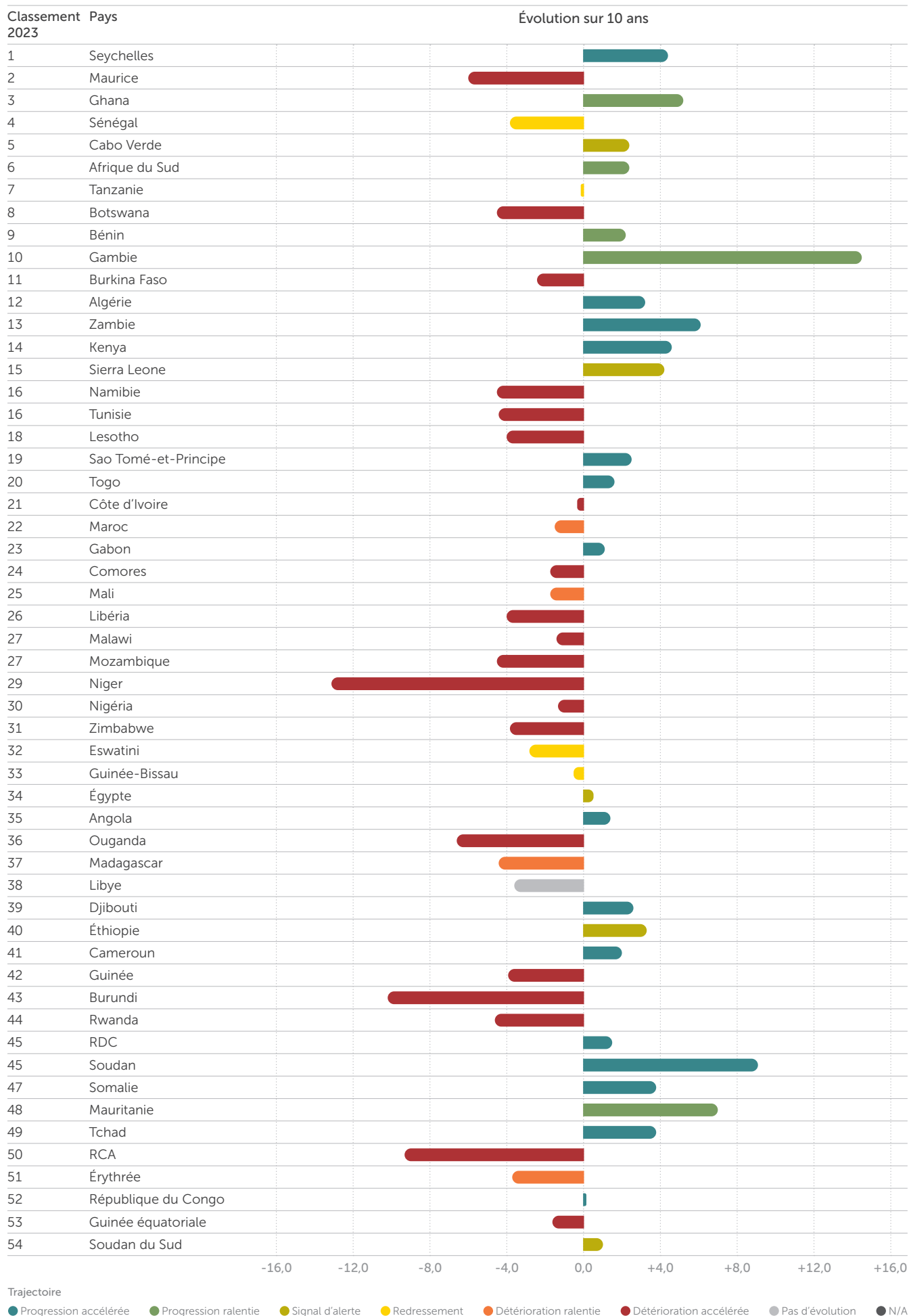


Plus forte progression	Gambie
Évolution 2014-2023	+14,5
Score/Classement (2023)	62,8/10 ^e
Plus forte détérioration	Niger
Évolution 2014-2023	-13,1
Score/Classement (2023)	44,3/29 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)	
Égalité en matière de pouvoir politique	41,8	+0,6	
Égalité en matière de représentation politique	42,1	-1,4	
Égalité en matière de libertés individuelles	55,5	-1,3	
Égalité en matière d'opportunités socioéconomiques	49,8	-0,3	
Égalité en matière d'accès aux services publics	41,0	+0,3	
Perception des citoyens en matière d'inclusion et d'égalité	55,2	-0,2	

Sous-catégorie Inclusion et égalité : classement 2023, évolution sur 10 ans
et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim





Lutte contre la corruption

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

Score 2023 (sur 100,0)	39,0
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	+0,6
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	Signal d'alerte

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

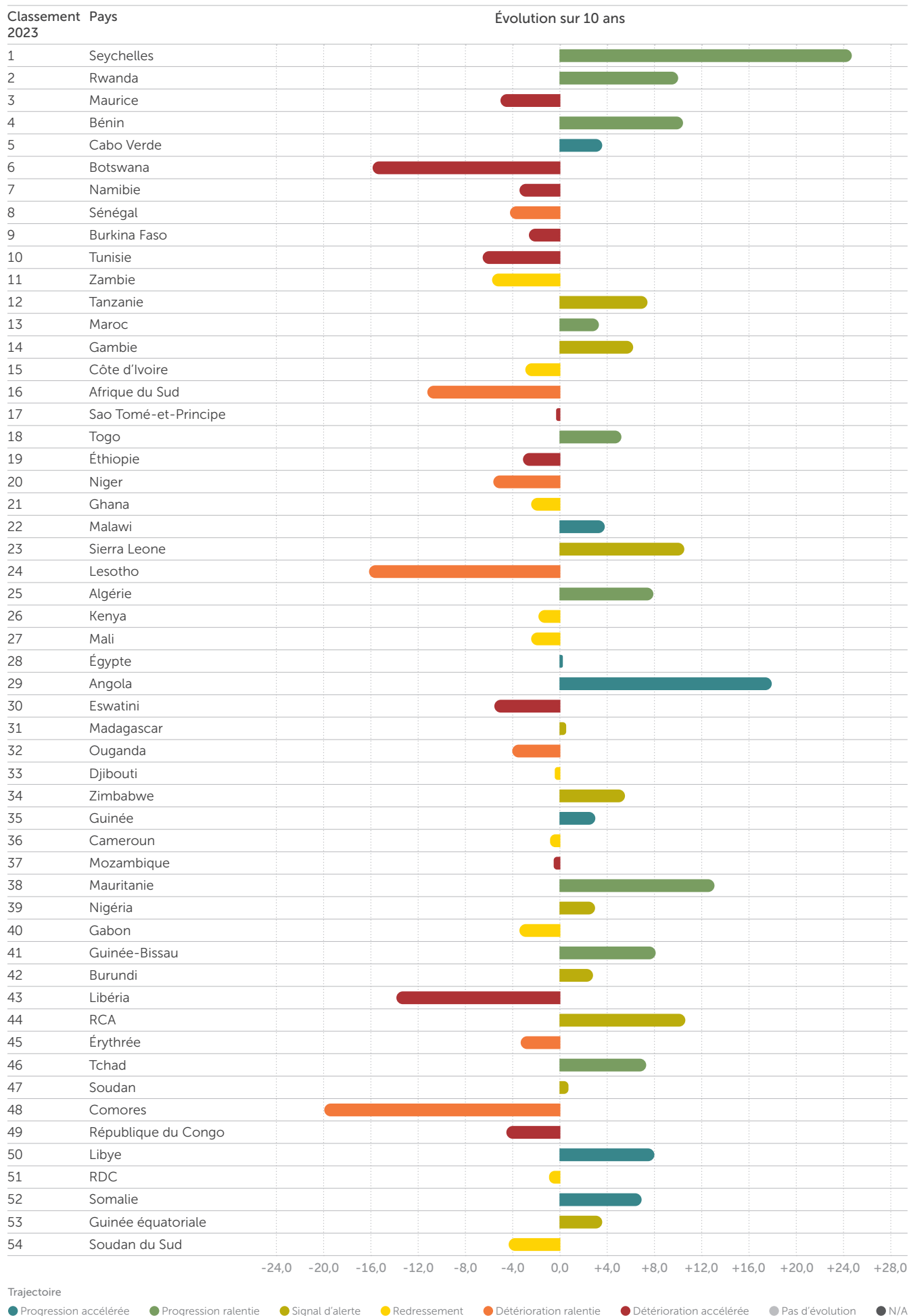


Plus forte progression	Seychelles
Évolution 2014-2023	+24,7
Score/Classement (2023)	76,9/1 ^{er}
Plus forte détérioration	Comores
Évolution 2014-2023	-19,9
Score/Classement (2023)	20,8/48 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)	
Dispositifs anti-corruption	31,2	+0,8	
Absence de corruption au sein des institutions d'État	44,2	+1,2	
Absence de corruption au sein du secteur public	41,8	+2,2	
Procédures de passation des marchés publics	33,7	-0,4	
Absence de corruption au sein du secteur privé	42,9	+4,2	
Perception des citoyens en matière de lutte contre la corruption	45,8	-8,4	

Sous-catégorie Lutte contre la corruption : classement 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim



Statistiques officielles : vers la souveraineté des données ? Défis et opportunités

Pr. Cristina D'Alessandro, Centre d'études en gouvernance, Université d'Ottawa, Canada, membre du Comité consultatif de l'IIAG

Les statistiques officielles sont produites par les instituts, organismes ou bureaux nationaux de statistique. Quelles que soient les particularités institutionnelles, enracinées dans l'histoire et l'héritage juridique des pays, qui les distinguent, toutes sont élaborées par des institutions publiques, en fonction des besoins, des priorités et des choix des États. Même s'il s'agit d'agences gouvernementales, l'indépendance des instituts nationaux de statistiques est fondamentale. Il s'agit là d'un combat permanent et pas seulement en Afrique.

Les statistiques officielles doivent respecter les normes internationales, y compris les exigences de qualité, la réduction de la charge sur les répondants, et la protection des informations personnelles, et ne doivent contenir aucune donnée permettant de reconnaître une personne, un ménage ou une entreprise. Les statistiques officielles permettent de définir et d'évaluer les politiques, d'alimenter le débat public, et de suivre les évolutions économiques et démographiques du pays.

En Afrique, comme ailleurs, les organismes nationaux de statistique font partie d'un vaste écosystème statistique national et international, garantissant la qualité, la conformité aux normes internationales et les échanges de données et de capacités statistiques. Les organisations internationales et les organismes nationaux de statistique non africains contribuent au financement, à la formation, au partage de compétences et au renforcement des capacités au moyen de programmes d'assistance technique internationaux. La coopération Sud-Sud entre organismes nationaux de statistique africains s'est amplifiée ces dernières années, portée par le niveau de développement élevé atteint par certains d'entre eux.

En Afrique, les organismes nationaux de statistique ont généralement été créés après l'indépendance des pays. De création plus récente, ils se heurtent souvent au manque de financement régulier, de compétences techniques et de personnel qualifié pour mettre en œuvre leur plan de travail annuel. Leur efficacité est par ailleurs entravée par d'autres défis. Dans de nombreux cas, le cadre juridique sur lequel repose leur légitimité n'a pas été mis à jour ou n'est plus adapté aux changements récents. Les utilisateurs ne peuvent pas participer pleinement aux mécanismes de prise de décision. Si les utilisateurs ne font pas confiance aux données produites ou s'ils ne mesurent pas leur intérêt, le taux de réponse aux enquêtes reste insuffisant. Outre ces problèmes, l'accès aux données administratives n'est pas garanti : il n'est pas toujours simple ni même possible de rapprocher les données dans ces conditions.

Compte tenu de tous ces obstacles, auxquels s'ajoutent de profondes différences historiques entre pays et institutions, les statistiques officielles ne sont généralement pas comparables en Afrique. Les organismes nationaux de statistique du continent ne produisent pas régulièrement ni en temps voulu des données identiques ou comparables. Pour ces raisons, les statistiques officielles ne sont pas encore incluses dans l'IIAG.

Les statistiques officielles sont une garantie de qualité et de souveraineté pour les pays africains. L'idéal serait qu'à l'avenir, l'IIAG repose uniquement ou principalement sur des statistiques officielles. Comment y parvenir ? L'indice pourrait-il contribuer à ce que, partout en Afrique, des données comparables sur des questions essentielles soient produites régulièrement ? J'espère que le Comité consultatif de l'IIAG sera en mesure d'apporter une contribution significative à cet égard.

“

Globalement, l'IIAG 2024 apporte de bonnes et de mauvaises nouvelles. La bonne nouvelle est que l'État développementaliste semble porter progressivement ses fruits, malgré l'impact économique de la pandémie de COVID-19 et des crises mondiales en cours. Globalement, les besoins et les services de base, notamment les infrastructures, la santé et l'éducation, s'améliorent. La mauvaise nouvelle concerne le recul de la démocratie et de la liberté démocratique dans certains pays. Cela explique leurs faibles scores en matière de sécurité, de sûreté, de participation et de droits.

Pr. Cristina D'Alessandro, Centre d'études en gouvernance, Université d'Ottawa, Canada, membre du Comité consultatif de l'IIAG

État de droit et transparence des archives publiques : la démocratie entre recul et avancée

Joseph Asunka, PDG d'Afrobarometer, membre du Comité consultatif de l'IAG

Outre la nouvelle inquiétante concernant le fait que plus de six Africains sur dix vivent dans des pays où certaines normes essentielles de gouvernance démocratique se sont détériorées ces dix dernières années, deux des constats de l'IAG 2024 se distinguent en raison de leur impact sur le projet démocratique du continent. L'un est positif, l'autre moins.

Commençons par la donnée moins positive : le rapport révèle que le score moyen en matière d'état de droit a baissé et que quatre Africains sur dix vivent aujourd'hui dans un pays où la détérioration de l'état de droit s'est accentuée.

Cette tendance représente une menace évidente pour l'engagement des citoyens en faveur de la démocratie et leur évaluation des agents publics. Les données de l'enquête Afrobarometer sur les opinions publiques montrent que la faiblesse de l'état de droit a pour corollaire le déclin de l'engagement populaire en faveur de la démocratie. En d'autres termes, la foi des citoyens en la démocratie risque de s'éroder davantage avec le déclin de l'état de droit.

Sur une note plus positive, l'IAG révèle la forte progression de deux indicateurs relatifs à la *Redevabilité et transparence* : *Transparence des archives publiques* et *Accès aux archives publiques*. Ce constat est encourageant. Le droit d'accès à l'information publique est garanti par la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, et un nombre croissant de pays africains ont adopté des lois sur le droit à l'information. Cela correspond à des attentes des citoyens : une majorité d'Africains se déclare de façon constante favorable à l'accès du public aux informations détenues par les administrations.

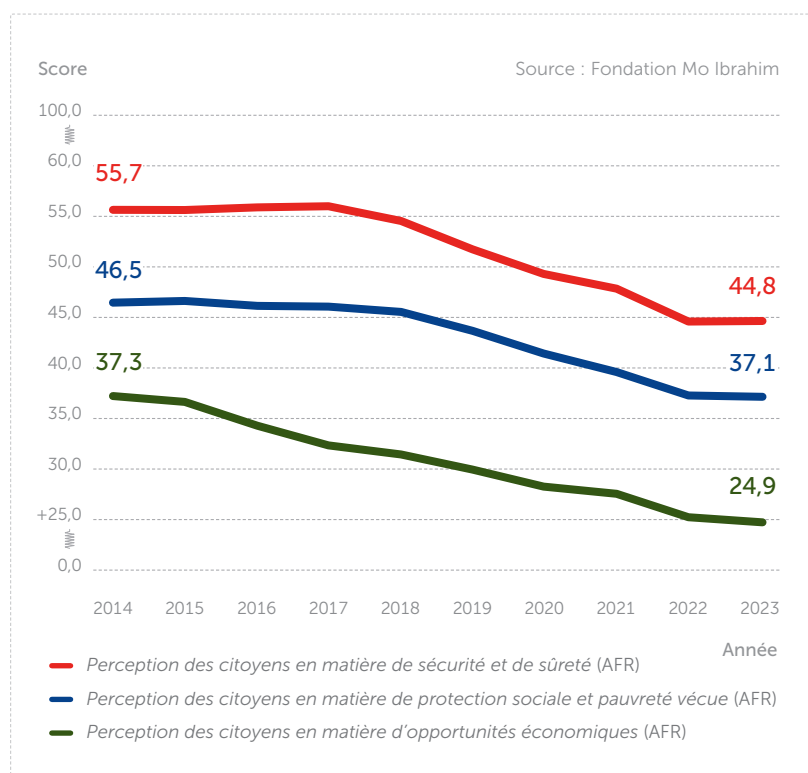
Les données de l'enquête révèlent en outre que lorsque les citoyens ont le sentiment de pouvoir accéder facilement aux informations publiques, ils sont plus enclins à faire confiance aux agents publics et ont moins tendance à penser qu'ils sont corrompus. Le fait de faciliter l'accès à l'information publique n'est donc pas seulement juste – et de plus en plus légal –, il joue aussi directement sur l'opinion des citoyens concernant l'intégrité des agents publics. Cela est par ailleurs de bon augure pour l'attachement de la population à la démocratie : les données de Afrobarometer montrent que le soutien populaire à la démocratie est renforcé lorsque la corruption perçue parmi les agents publics, en particulier au niveau local, est faible.

Si le recul de l'état de droit signalé dans l'IAG 2024 peut éroder la confiance des citoyens envers la démocratie sur le continent, les progrès en matière de divulgation des informations publiques et d'accès aux archives publiques peuvent en revanche la renforcer – les données Afrobarometer ne doivent pas faire oublier l'attachement remarquable et sans faille des Africains à la démocratie.

Les perceptions des citoyens se détériorent fortement, même lorsque les dimensions correspondantes de la gouvernance progressent

Les trois indicateurs de l'IAG qui se sont le plus dégradés entre 2014 et 2023 sont tous liés aux perceptions des citoyens : *Perception des citoyens en matière d'opportunités économiques* (-12,4), *Perception des citoyens en matière de sécurité et de sûreté* (-10,9) et *Perception des citoyens en matière de protection sociale et pauvreté vécue* (-9,4).

Afrique : indicateurs sélectionnés, scores (2014-2023)



La Perception des citoyens en matière d'opportunités économiques (-12,4) et *la Perception des citoyens en matière de sécurité et de sûreté* (-10,9) reculent toutes deux de plus de 10,0 points

La Perception des citoyens en matière de services éducatifs (-0,3) et *la Perception des citoyens en matière d'inclusion et d'égalité* (-0,2) ne diminuent que de façon marginale

Le seul indicateur relatif à la perception des citoyens qui progresse de manière significative, est *la Perception des citoyens en matière de leadership féminin* (+14,5) – soit la quatrième progression, tous indicateurs confondus



En intégrant la voix des citoyens dans le calcul de l'indice 2024, la Fondation a clairement mis en évidence l'importance des opinions des citoyens. Combiné avec d'autres sources de données, l'indice donne une vue encore plus précise de l'état de la gouvernance en Afrique. L'indice 2024 met en évidence les dimensions qui importent vraiment aux citoyens, à savoir l'économie, la sécurité et la résilience. Les données montrent qu'au fil du temps, leurs perceptions concernant ces sujets se sont dégradées. La voix des citoyens doit être prise en compte.

Karen Bett, principale responsable des politiques, Équité et inclusion des données, Partenariat mondial pour les données du développement durable, membre du Comité consultatif de l'IAG

La disponibilité des données demeure un défi de taille : malgré des avancées significatives, il est crucial de remédier aux faiblesses et aux lacunes qui persistent

Depuis l'origine, la Fondation joue un rôle de premier plan dans le renforcement des données en Afrique et continue de soutenir des sources de données clés.

Reflétant les améliorations en matière de disponibilité des données, l'IAG 2024 inclut de nouvelles variables clés dans les sous-catégories *Redevabilité et transparence*, *Lutte contre la corruption* et *Inclusion et égalité*, dont *Absence d'ingérence politique dans l'administration publique*, *Indépendance des nominations aux organes de lutte contre la corruption* et *Accès aux services publics selon l'appartenance politique*.

Les défis en matière de données restent cependant conséquents. La faiblesse des données limite l'évaluation de sous-catégories clés comme *Éducation* et *Économie rurale*. Dans les deux cas, plus d'un cinquième des données au niveau des variables dans la série chronologique de l'IAG 2024 (2014-2023) n'étaient pas disponibles à la source et n'ont pas pu être estimés (respectivement, 23,7 % et 21 %).

Par ailleurs, des lacunes importantes concernant les données relatives à la gouvernance subsistent, notamment s'agissant de l'économie informelle, des structures et des capacités en matière de santé, du travail des enfants, des flux financiers illicites, de la prévalence de la discrimination et des crimes de haine, du handicap et de la gestion des déchets.

“

Les données restent un enjeu de taille. Sans données fiables, il n'est pas de politique publique judicieuse. Il est essentiel de savoir d'où l'on part, où l'on souhaite arriver, et si on progresse efficacement. Depuis l'origine, la Fondation joue un rôle de premier plan dans le renforcement des données en Afrique et continue de soutenir des sources de données clés. Je me réjouis de constater les progrès réalisés en matière de disponibilité des données, tant du point de vue de la couverture nationale que dans des domaines essentiels comme la redevabilité et la transparence, la corruption, l'inclusion et l'égalité.

Cependant, il reste encore beaucoup à faire. Il faut poursuivre cet engagement car les lacunes demeurent importantes dans des domaines cruciaux comme l'économie rurale, les capacités sanitaires, l'emploi des jeunes et les inégalités économiques.

Mo Ibrahim, fondateur et président de la Fondation Mo Ibrahim

“

Sans données fiables, les gouvernements pilotent à l'aveugle, et il ne peut y avoir de réels progrès en matière de développement.

Mo Ibrahim, fondateur et président de la Fondation Mo Ibrahim



Économie rurale

Moyenne des pays africains

Source : Fondation Mo Ibrahim

Score 2023 (sur 100,0)	60,0
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	+1,6
Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans	N/A ●

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays



Plus forte progression	Libéria
Évolution 2014-2023	+30,9
Score/Classement (2023)	71,1/11 ^e
Plus forte détérioration	Somalie
Évolution 2014-2023	-23,6
Score/Classement (2023)	17,0/44 ^e

Mesures sous-jacentes	Score 2023	Évolution sur 10 ans (2014-2023)	
Accès au foncier et à l'eau en milieu rural	57,0	+1,1	●
Accès au marché en milieu rural	60,7	-4,6	●
Soutien de l'économie rurale	62,0	+7,1	●
Représentation et participation en milieu rural	64,4	+3,7	●

Sous-catégorie Économie rurale : classement 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim



SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT**SÉCURITÉ ET SÛRETÉ**

Absence de conflit armé (ACLED/UCDP)	Cet indicateur évalue le nombre d'événements violents survenant dans le cadre de conflits étatiques et non étatiques ainsi que le nombre de conflits non étatiques survenant sur le territoire d'un pays.
Absence de violences à l'encontre de la population civile (ACLED/PTS)	Cet indicateur évalue le nombre d'événements violents perpétrés contre la population civile par les forces publiques et des acteurs non étatiques ainsi que les niveaux de violence politique enregistrés dans un pays.
Absence de migration forcée (IDMC/HCR)	Cet indicateur évalue le nombre total de personnes déplacées dans leur propre pays et le nombre de réfugiés fuyant un pays.
Absence de traite des personnes et de travail forcé (ENACT/V-DEM)	Cet indicateur évalue la prévalence de la traite des personnes et du travail forcé dans un pays.
Absence de criminalité (ENACT/OMS)	Cet indicateur évalue l'étendue de la criminalité organisée dans un pays et le taux d'homicide.
Perception des citoyens en matière de sécurité et de sûreté (AFR)	Cet indicateur recueille l'opinion des citoyens pour évaluer dans quelle mesure ces derniers se sentent en sécurité dans leur quartier, et ont confiance en la police et les forces militaires, ainsi que pour évaluer l'efficacité des efforts déployés par le gouvernement pour réduire la criminalité.

ÉTAT DE DROIT ET JUSTICE

Respect de l'état de droit par le pouvoir exécutif (V-DEM/WJP)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure l'exécutif respecte la constitution, le gouvernement se conforme aux décisions prises par les tribunaux et la passation des pouvoirs est sujette à la loi.
Impartialité du système judiciaire (AFIDEP/V-DEM)	Cet indicateur évalue l'impartialité du système judiciaire, laquelle repose sur l'indépendance des tribunaux, et de la nomination des juges ainsi que l'autonomie de ces derniers.
Procédures judiciaires (V-DEM/WJP)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure la justice est accessible et abordable, l'état de droit et les droits des accusés sont garantis, les procès ne subissent aucun retard indu et la justice est efficacement appliquée.
Égalité devant la loi (FH/WJP)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure s'applique le principe d'égalité devant la loi et si les systèmes de justice civile et pénale sont impartiaux et non discriminatoires.
Application de la loi (AFIDEP/FEM/WJP)	Cet indicateur évalue la mesure dans laquelle la police est fiable et fait effectivement l'objet d'enquêtes et de sanctions pour fautes professionnelles ainsi que l'efficacité des enquêtes pénales et du système de poursuites judiciaires.
Droits de propriété (BS/V-DEM/WJP)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les citoyens bénéficient et jouissent de droits de propriété privée bien définis.
Perception des citoyens en matière d'état de droit (AFR)	Cet indicateur évalue l'opinion des citoyens sur la mesure dans laquelle la personne à la tête de l'exécutif se conforme à la loi et la population bénéficie de l'égalité de traitement devant la loi.

REDEVABILITÉ ET TRANSPARENCE

Contrepouvoirs institutionnels (BS/V-DEM/WJP)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure : les pouvoirs sont séparés, et le pouvoir exécutif est contrôlé et limité par les systèmes législatif et judiciaire ; et les titulaires de charges publiques sont sanctionnés pour abus de pouvoir.
Absence d'influence induite (AFIDEP/BS/FH)	Cet indicateur évalue la capacité effective du gouvernement élu à gouverner et la mesure dans laquelle l'exécutif et le législatif déterminent les politiques sans être indûment influencés par le droit de veto, ainsi que la présence et l'étendue d'un large spectre de consultations politiques à haut niveau.
Contrepouvoirs civiques (BS/V-DEM/WJP)	Cet indicateur évalue le nombre de mécanismes de traitement des plaintes déposées par les citoyens ainsi que la mesure dans laquelle le droit de pétition et d'engagement civique s'applique et les associations coopératives, les groupes d'intérêt et les organisations de la société civile sont consultés dans le cadre de l'élaboration des politiques.
Transparence des archives publiques (AFIDEP/IBP/WJP)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les informations budgétaires sont rendues publiques dans un délai raisonnable, les responsables politiques et les agents publics divulguent leur patrimoine, et les lois et les informations judiciaires sont rendues publiques.
Accès aux archives publiques (AFIDEP/DESA/WJP)	Cet indicateur évalue la mesure dans laquelle les différents types d'informations intéressant le grand public, et notamment celles relatives au financement des partis politiques, sont accessibles, ainsi que les possibilités de demander des informations fiables et de qualité données aux citoyens.
Perception des citoyens en matière de redevabilité (AFR)	Cet indicateur évalue l'opinion des citoyens sur la mesure dans laquelle, d'une part, la personne à la tête de l'exécutif respecte le système législatif et, d'autre part, les agents publics qui commettent des infractions pénales sont sanctionnés.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Dispositifs anti-corruption (AFIDEP/BS)	Cet indicateur évalue l'efficacité de la politique de lutte contre la corruption et de l'organe de prévention de la corruption, le cas échéant, et si les allégations de corruption font l'objet d'une enquête.
---	---

Absence de corruption au sein des institutions d'État (V-DEM/WJP)	Cet indicateur évalue l'absence de corruption dans les systèmes judiciaire, législatif et exécutif.
Absence de corruption au sein du secteur public (V-DEM/FEM/WJP)	Cet indicateur évalue l'absence de détournement illégal de fonds, ainsi que de pots-de-vin, de malversations et de vols au sein du secteur public, de la police, des forces militaires et des processus administratifs.
Procédures de passation des marchés publics (AFIDEP/WJP)	Cet indicateur évalue l'existence de procédures d'appel d'offres compétitives pour la passation des marchés publics ; si les marchés publics sont exempts de corruption ; et si les sociétés jugées coupables d'avoir enfreint la loi sont interdites de participation ultérieure.
Absence de corruption au sein du secteur privé (Banque mondiale/FEM)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les personnes/sociétés sont impliquées dans des pratiques frauduleuses dans le cadre de leurs activités.
Perception des citoyens en matière de lutte contre la corruption (AFR)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure la population pense que les agents publics ne sont pas impliqués dans des affaires de corruption ; dans quelle mesure la population ne doit pas verser de pots-de-vin en échange de services administratifs ; et dans quelle mesure le gouvernement parvient à lutter efficacement contre la corruption.

PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION

PARTICIPATION

Libertés d'association et de réunion (AFIDEP/FH)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les citoyens peuvent s'associer et se réunir en toute liberté.
Pluralisme politique (AFIDEP/V-DEM)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les partis politiques sont libres d'exercer leurs activités et d'avoir un accès équitable aux médias d'État et au financement public des campagnes électorales.
Espace accordé à la société civile (AFIDEP/V-DEM)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales sont libres de s'organiser et de mener leurs activités sans faire l'objet de répressions ou de persécutions.
Élections démocratiques (AFIDEP/CDD-Ghana/V-DEM)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les élections sont libres et transparentes, et les organes de contrôle des élections sont indépendants et s'acquittent de leurs responsabilités, notamment en matière de reporting.
Gouvernance délibérative et participative (V-DEM)	Cet indicateur évalue la mesure dans laquelle : les élites politiques, en amont de la modification de politiques, fournissent des considérations publiques, raisonnées et d'intérêt commun, et prennent en compte et respectent les contre-arguments ; un large éventail de consultations au niveau des élites est mené avant la modification de politiques.
Perception des citoyens en matière de participation politique (AFR)	Cet indicateur évalue l'opinion des citoyens sur l'intégrité des dernières élections nationales, la confiance de la population dans la commission électorale nationale ainsi que la mesure dans laquelle les citoyens sont libres de dire ce qu'ils pensent.

DROITS

Libertés individuelles (FH/V-DEM/WJP)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les citoyens jouissent de la liberté de circulation, de libertés sociales individuelles et du droit à la vie privée.
Liberté d'expression et de croyance (FH/V-DEM/WJP)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les citoyens jouissent de la liberté d'expression, de la liberté académique et de la liberté de religion et de croyance.
Liberté des médias (AFIDEP/RSF/V-DEM)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les journalistes sont libres de faire leur travail ; si les médias sont neutres, libres et diversifiés ; et l'absence de censure.
Liberté numérique (AFIDEP/DSP et V-DEM/V-DEM)	Cet indicateur évalue si l'accès à Internet et aux médias sociaux ne fait pas l'objet de coupures, si la vie privée et les données des utilisateurs d'Internet sont protégées, si les personnes sont libres de s'exprimer en ligne et si le contenu en ligne ne fait pas l'objet d'un accès limité.
Protection contre la discrimination (AFIDEP)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure il existe des mécanismes officiels efficaces visant à protéger les citoyens contre les discriminations fondées sur l'appartenance ethnique, les croyances religieuses ou l'orientation sexuelle.
Perception des citoyens en matière de liberté d'expression (AFR)	Ce sous-indicateur évalue l'opinion des citoyens sur la mesure dans laquelle ils sont libres de dire ce qu'ils pensent.

INCLUSION ET ÉGALITÉ

Égalité en matière de pouvoir politique (V-DEM)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure le pouvoir politique est réparti selon la situation socioéconomique, l'orientation sexuelle, l'appartenance à un groupe social et la situation géographique (milieu urbain ou rural).
Égalité en matière de représentation politique (FH/UIP/V-DEM)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure différents segments de la population jouissent de droits politiques et d'opportunités électorales et les groupes sociaux défavorisés et les jeunes (personnes âgées de 40 ans ou moins) sont représentés dans le système législatif.
Égalité en matière de libertés individuelles (V-DEM)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les personnes jouissent des mêmes libertés individuelles, peu importe la région où elles habitent, leurs revenus, le groupe social auquel elles appartiennent ou leur situation géographique (milieu urbain ou rural).

Égalité en matière d'opportunités socioéconomiques (AFIDEP/V-DEM)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les débouchés commerciaux et les emplois publics sont accessibles à tous, indépendamment du niveau de revenu, du groupe social ou de la situation géographique (milieu urbain ou rural) et il existe des institutions et des programmes œuvrant pour l'intégration socioéconomique des jeunes.
Égalité en matière d'accès aux services publics (V-DEM)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure l'accès aux services publics de base est équitablement réparti entre les milieux urbains et ruraux et dans tous les groupes socioéconomiques.
Perception des citoyens en matière d'inclusion et d'égalité (AFR)	Cet indicateur évalue l'opinion des citoyens sur la mesure dans laquelle, d'une part, le groupe ethnique auquel ils appartiennent bénéficie d'un traitement équitable et, d'autre part, cela les ennuerait d'avoir des voisins d'une autre appartenance ethnique que la leur.
PARITÉ	
Pouvoir et représentation politiques des femmes (AFIDEP/UIP/V-DEM)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure le pouvoir politique est réparti selon le genre ainsi que la proportion de femmes au sein de l'exécutif, du législatif et au plus haut niveau du système judiciaire.
Égalité en matière de droits et de libertés individuelles des femmes (V-DEM/Banque mondiale)	Cet indicateur évalue la mesure dans laquelle, d'une part, les femmes jouissent des mêmes libertés individuelles et des mêmes droits de propriété que les hommes et sont libres de participer aux organisations de la société civile et, d'autre part, le degré de liberté de mener leurs activités donné aux organisations de la société civile composées de femmes.
Opportunités socioéconomiques pour les femmes (AFIDEP/V-DEM)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les débouchés commerciaux et les emplois publics sont accessibles aussi bien aux femmes qu'aux hommes et, au travail, les femmes bénéficient de revenus, d'avantages et d'un traitement sur un pied d'égalité avec les hommes.
Égalité d'accès des femmes aux services publics (V-DEM)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure l'accès aux services publics de base, tels que l'ordre public et la sécurité, l'enseignement primaire, l'eau salubre et la santé, est équitablement réparti entre les genres.
Législation contre les violences à l'encontre des femmes (Banque mondiale)	Cet indicateur évalue l'existence de lois et de règlements visant à lutter contre la violence familiale et le harcèlement sexuel en déterminant l'existence de lois visant spécifiquement à lutter contre la violence familiale et de lois contre le harcèlement sexuel au travail ; l'existence de sanctions pénales ou de recours civils en cas de harcèlement sexuel au travail ; si la législation établit des sanctions pénales claires pour les auteurs de violence familiale, et s'il existe un tribunal spécialisé ou une procédure spécialisée pour les cas de violence familiale.
Perception des citoyens en matière de leadership féminin (AFR)	Cet indicateur évalue l'opinion des citoyens sur la mesure dans laquelle les femmes doivent avoir les mêmes chances d'être élues aux fonctions politiques que les hommes.
FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES	
ADMINISTRATION PUBLIQUE	
État civil (AFIDEP)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les certificats de naissance et de décès sont disponibles gratuitement sous 30 jours.
Capacité du système statistique (AFIDEP/ODW/V-DEM/Banque mondiale)	Cet indicateur évalue la capacité du système statistique d'un pays et mesure la portée de la couverture des données statistiques et l'ouverture des données statistiques, l'indépendance des instituts nationaux de statistiques ainsi que la capacité gouvernementale en matière de cybersécurité.
Efficacité de l'administration (BAD/AFIDEP/V-DEM/Banque mondiale)	Cet indicateur évalue la présence d'une administration publique efficace et professionnelle.
Mobilisation des ressources fiscales (BAD/UNU-WIDER/Banque mondiale)	Cet indicateur évalue la capacité de prélèvement des impôts d'un pays et l'efficacité de ses mesures de mobilisation des recettes.
Gestion budgétaire et financière (BAD/Banque mondiale)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure il existe un budget consolidé et crédible, cohérent avec les priorités politiques, des systèmes efficaces de gestion financière et un suivi comptable et fiscal régulier et précis.
Perception des citoyens en matière de facilité d'obtention d'un document d'identité (AFR)	Ce sous-indicateur évalue l'opinion des citoyens sur la mesure dans laquelle il est facile d'obtenir les pièces d'identité dont ils ont besoin.
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES ET DU TRAVAIL	
Intégration régionale (BAD/BAD et CUA/CNUCED)	Cet indicateur évalue l'étendue du développement de l'intégration régionale par le gouvernement, l'étendue du commerce intra-africain d'un pays ainsi que l'ouverture des visas envers les autres pays africains.
Diversification économique (OEC/CNUCED)	Cet indicateur évalue la mesure dans laquelle il existe une diversification des exportations et évalue la complexité économique du pays.
Régulation des affaires et de la concurrence (BAD/BS/Banque mondiale)	Cet indicateur évalue la mesure dans laquelle le cadre réglementaire d'un pays aide les entreprises privées et les dispositifs de protection sont mis en place pour préserver la concurrence.
Accès à des services bancaires (FMI/Banque mondiale)	Cet indicateur évalue la mesure dans laquelle la population a accès à des établissements bancaires, des GAB et des produits financiers ainsi que la prévalence et l'accès à des comptes en banque et réseaux d'argent mobile.

Relations du travail (AFIDEP/FEM)	Cet indicateur évalue la coopération entre employeurs et employés ainsi que la possibilité pour les travailleurs de s'organiser en syndicats.
Fiabilité des opportunités d'emploi (OIT/Banque mondiale)	Cet indicateur évalue la mesure dans laquelle les employés ne vivent pas dans la pauvreté et n'occupent pas des emplois vulnérables.
Perception des citoyens en matière d'opportunités économiques (AFR)	Cet indicateur évalue l'opinion des citoyens sur l'efficacité des efforts déployés par le gouvernement pour créer de l'emploi et sur la situation économique actuelle du pays.
INFRASTRUCTURES	
Réseaux de transport (BAD/FEM)	Cet indicateur évalue la qualité, la couverture et l'efficacité du réseau de transport d'un pays, y compris ses infrastructures routières, ferroviaires et aériennes.
Accès à l'énergie (Banque mondiale/OMS)	Cet indicateur évalue la mesure dans laquelle la population d'un pays a accès à l'électricité et à des combustibles de cuisson propres.
Communications mobiles (UIT)	Cet indicateur évalue l'accessibilité, notamment économique, des téléphones portables et de l'accès mobile à Internet.
Accès numérique (Cable/UIT/Banque mondiale)	Cet indicateur évalue la proportion de foyers disposant d'un équipement informatique et d'un accès à Internet. Il évalue également le débit Internet et le niveau de sécurité de la connexion.
Réseau de transport et postal (CNUCED/UPU)	Cet indicateur évalue le niveau d'intégration d'un pays dans les réseaux mondiaux de transport maritime ainsi que ses performances dans le développement des services postaux.
Perception des citoyens en matière d'infrastructures (AFR)	Cet indicateur évalue l'opinion des citoyens sur l'efficacité des efforts déployés par le gouvernement pour entretenir les ponts et voies publiques et maintenir un réseau électrique fiable.
ÉCONOMIE RURALE	
Accès au foncier et à l'eau en milieu rural (FIDA)	Cet indicateur évalue la mesure dans laquelle les populations rurales ont accès au foncier et à l'eau.
Accès au marché en milieu rural (FIDA)	Cet indicateur évalue la mesure dans laquelle les marchés agricoles entrants et les marchés agricoles existants offrent de manière fiable un bon rapport qualité/prix aux petits propriétaires pour l'entrant et la majeure partie du prix de vente au détail pour les produits agricoles.
Soutien de l'économie rurale (FIDA)	Cet indicateur évalue la mesure dans laquelle les stratégies gouvernementales encouragent le développement rural et l'investissement rural et le cadre politique et juridique crée un environnement propice à la fourniture de services financiers ruraux et fournit un accès aux services de vulgarisation publics ou privés aux petits propriétaires.
Représentation et participation en milieu rural (FIDA)	Cet indicateur évalue la mesure dans laquelle les populations rurales peuvent s'organiser en groupes autonomes, être représentées et avoir du pouvoir dans les processus d'élaboration des politiques.
DÉVELOPPEMENT HUMAIN	
SANTÉ	
Accès aux soins de santé (V-DEM/OMS)	Cet indicateur évalue la proportion des frais de santé à la charge des ménages ainsi que l'universalité de l'accès à des soins de santé essentiels de haute qualité.
Accès à l'eau et à l'assainissement (OMS et UNICEF)	Cet indicateur évalue l'accès à l'eau potable, à des installations de lavage des mains et le taux d'utilisation des services d'assainissement améliorés.
Contrôle des maladies contagieuses (ONUSIDA/OMS)	Cet indicateur évalue l'absence de décès dus au paludisme et à la tuberculose et dans quelle mesure les personnes séropositives reçoivent un traitement antirétroviral et les enfants sont vaccinés contre la rougeole, la diphtérie, le tétanos, la coqueluche et l'hépatite B.
Contrôle des maladies non contagieuses (IHME)	Cet indicateur évalue le nombre d'années de vie en bonne santé perdues (aussi appelées années de vie ajustées sur l'incapacité) en raison de risques métaboliques ainsi que le taux de mortalité dû à des maladies non transmissibles.
Santé infantile et maternelle (IGME/MMEIG/DESA/UNICEF, OMS et Banque mondiale)	Cet indicateur évalue la probabilité de mortalité infantile et la prévalence de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, ainsi que le nombre annuel de décès maternels et la proportion de femmes en âge de procréer utilisant des méthodes contraceptives modernes.
Qualité de la santé (OMS)	Cet indicateur mesure la conformité des pays à trois des 13 volets du Règlement sanitaire international de l'OMS, qui ont trait aux ressources humaines en matière de santé, à la prestation de services en matière de santé et à la gestion des urgences sanitaires.
Perception des citoyens en matière de prestation des soins de santé (AFR)	Cet indicateur évalue l'opinion des citoyens concernant la mesure dans laquelle il est facile d'obtenir des soins médicaux et sur l'efficacité des efforts déployés par le gouvernement pour améliorer les services de santé de base ainsi que pour fournir des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.
ÉDUCATION	
Égalité en matière d'éducation (V-DEM/UNESCO)	Cet indicateur évalue la parité dans l'enseignement primaire et le premier cycle d'enseignement secondaire ainsi que l'universalité de l'accès à un enseignement élémentaire de haute qualité.

Scolarisation (UNESCO)	Cet indicateur évalue le pourcentage d'élèves scolarisés de l'enseignement préscolaire à l'enseignement supérieur par rapport à la population officielle d'âge scolaire ayant droit à cet enseignement pour chaque niveau d'enseignement.
Achèvement des études (UNESCO)	Cet indicateur évalue le taux d'achèvement du primaire et du secondaire.
Ressources humaines dans l'enseignement (UNESCO)	Cet indicateur évalue le nombre moyen d'élèves par enseignant qualifié dans l'enseignement primaire et le pourcentage d'enseignants dans l'enseignement primaire ayant reçu la formation minimale standard requise pour enseigner.
Qualité du système éducatif (BS/WB/WEF)	Cet indicateur évalue l'existence d'établissements éducatifs solides, la capacité de la politique éducative à fournir une éducation de haute qualité et à soutenir la recherche et le développement ainsi que la capacité du système éducatif à répondre aux besoins d'une économie compétitive et le nombre escompté d'années de scolarisation par rapport à l'apprentissage.
Perception des citoyens en matière de services éducatifs (AFR)	Cet indicateur évalue l'opinion des citoyens sur la mesure dans laquelle il est facile d'obtenir des services scolaires publics et l'efficacité des efforts déployés par le gouvernement pour satisfaire les besoins en matière d'éducation.

PROTECTION SOCIALE ET SERVICES SOCIAUX

Filets de protection sociale (AFIDEP/BS)	Cet indicateur évalue l'existence de filets de protection sociale permettant de compenser les risques sociaux liés au système d'économie de marché, notamment de filets de protection sociale à l'intention des personnes âgées, des personnes présentant une maladie ou des problèmes de santé ou des personnes sans emploi.
Politiques de lutte contre la pauvreté (AfDB/BS/WB)	Cet indicateur évalue si les facteurs socioéconomiques entravent la participation à la société et examine les politiques relatives à la protection sociale, aux services sociaux et à l'emploi qui assurent un niveau minimum de services sociaux et garantissent l'accès à des services de santé et d'enseignement de qualité.
Correction des inégalités socioéconomiques (AfDB/FFP/WB/WID.World)	Cet indicateur évalue l'équité en matière d'utilisation des ressources publiques et l'égalité de revenus ainsi que l'absence d'inégalité économique structurelle.
Logement décent (CAHF/UN-Habitat&UNDESA)	Cet indicateur évalue la proportion de la population urbaine vivant dans des taudis et l'accessibilité économique des logements urbains les moins chers nouvellement construits par des promoteurs fiables.
Sécurité alimentaire (FAO)	Cet indicateur évalue le caractère satisfaisant de l'offre de produits alimentaires du point de vue des calories et la variabilité de l'offre, ainsi que la prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou élevée et d'une sous-alimentation modérée ou élevée.
Perception des citoyens en matière de protection sociale et pauvreté vécue (AFR)	Cet indicateur évalue l'opinion des citoyens sur leurs conditions de vie actuelles, l'ampleur de la pauvreté vécue et l'efficacité des efforts déployés par le gouvernement pour améliorer le niveau de vie des populations pauvres et l'approvisionnement en nourriture.

ENVIRONNEMENT DURABLE

Protection de l'environnement (AfDB/BS/WB)	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les politiques économiques tiennent compte des préoccupations liées à l'environnement et les politiques environnementales du gouvernement favorisent la durabilité et la gestion de la pollution.
Respect de la politique environnementale (WEF/WJP)	Cet indicateur évalue l'application concrète des lois et des réglementations environnementales.
Qualité de l'air (HEI&IHME)	Cet indicateur évalue l'absence de pollution de l'air à l'extérieur et à l'intérieur des foyers.
Utilisation durable des terres et des forêts (FAO/WB/WRI)	Cet indicateur évalue la durabilité de l'utilisation des terres, des sols et des forêts.
Protection de la biodiversité terrestre et aquatique (ENACT/WB/Yale & Columbia)	Cet indicateur évalue le degré de protection des biomes terrestres et des zones marines ainsi que l'étendue de l'exploitation illégale de la faune et de la flore.

ACLED	Armed Conflict Location and Event Data	ODW	Open Data Watch
AfDB	African Development Bank	OECD	Observatory for Economic Complexity
AFIDEP	African Institute for Development Policy	PTS	Political Terror Scale
AFR	Afrobarometer	RSF	Reporters sans frontières (Reporters Without Borders)
AUC	African Union Commission	SADC	Southern African Development Community
BS	Bertelsmann Stiftung	UCDP	Uppsala Conflict Data Program
Cable	Cable.co.uk	UMA	Union de Maghreb Arabe
CAHF	Centre for Affordable Housing Finance in Africa	UNAIDS	Joint United Nations Programme on HIV/AIDS
CDD-Ghana	Ghana Center for Democratic Development	UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development
CEN-SAD	Community of Sahel-Saharan States	UNDESA	United Nations Department of Economic and Social Affairs
Columbia	Center for International Earth Science Information Network Earth Institute, Columbia University	UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa	UN-Habitat	United Nations Human Settlements Programme
DSP	Digital Society Project	UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
EAC	East African Community	UNICEF	United Nations Children's Fund
ECCAS	Economic Community of Central African States	UN IGME	United Nations Inter-agency Group for Child Mortality Estimation
ECOWAS	Economic Community of West African States	UN MMEIG	United Nations Maternal Mortality Estimation Inter-agency Group
ENACT	ENACT Africa	UNU-WIDER	United Nations University - World Institute for Development Economics Research
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations	UPU	Universal Postal Union
FFP	Fund for Peace	V-DEM	Varieties of Democracy Institute
FH	Freedom House	WB	World Bank
HEI	Health Effects Institute	WEF	World Economic Forum
IBP	International Budget Partnership	WHO	World Health Organization
IDMC	Internal Displacement Monitoring Centre	WID.World	World Inequality Database
IFAD	International Fund for Agricultural Development	WJP	World Justice Project
IGAD	Intergovernmental Authority on Development	WRI	World Resources Institute
IHME	Institute for Health Metrics and Evaluation	Yale	Yale Center for Environmental Law & Policy
ILO	International Labour Organization		
IMF	International Monetary Fund		
IPU	Inter-Parliamentary Union		
ITUC	International Trade Union Confederation		
ITU	International Telecommunication Union		
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs		

Fondation Mo Ibrahim (MIF) (2024). Indice Ibrahim de la Gouvernance en 2024. Disponible à l'adresse suivante : <https://iiag.online/fr/downloads.html> (page consultée le 22 octobre 2024).

Centres africains de prévention et de contrôle des maladies (CDC-Afrique) (2024). « Africa CDC Epidemic Intelligence Weekly Report, October 2024 ». Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://africacdc.org/download/africa-cdc-weekly-event-based-surveillance-report-october-2024/> (page consultée le 21 octobre 2024).

British Broadcasting Corporation (BBC) (2019). « Sudan coup: Why Omar al-Bashir was overthrown ». Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-47852496> (page consultée le 21 octobre 2024).

Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) (2024). « Sudan Situation Report ». Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://reports.unocha.org/en/country/sudan/> (page consultée le 21 octobre 2024).

Organisation mondiale de la Santé (OMS) (2024). « Variole simienne (mpox) ». Disponible à l'adresse suivante : <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/mpox> (page consultée le 21 octobre 2024).



mo.ibrahim.foundation

FB→ /MolbrahimFoundation

X→ @Mo_IbrahimFdn #IIAG

IG→ moibrahimfoundation

